

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
NOUVELLES CONCESSIONS MINIÈRES

ET

LA LOI DE 1810

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 3 Avril 1914 à 1 heure 1/2

PAR

Jules BLANCHET

Président : M. HITIER.

Suffragants : { M. BERTHÉLEMY, professeur.
 { M. WAHL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
NOUVELLES CONCESSIONS MINIÈRES

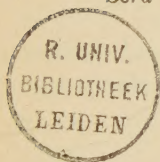
ET

LA LOI DE 1810

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 3 Avril 1914 à 1 heure 1/2



PAR

Jules BLANCHET

Président : M. HITIER.

Suffragants : { *M. BERTHÉLEMY, professeur.*
 { *M. WAHL, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

« Que dirait-on d'un homme qui, se trouvant mal à
« l'aise dans sa demeure, prendrait le parti de coucher à
« la belle étoile jusqu'à ce qu'une maison plus confor-
« table lui soit construite ? Qu'en penserait-on si, loin de
« presser l'architecte de dresser les plans du nouvel édi-
« fice, il ne cessait de l'entraver dans sa tâche par des
« exigences inconsidérées et des caprices irréflechis ? » (1)

On ne saurait plus exactement définir la véritable situation faite à notre industrie minière depuis plusieurs années. La loi de 1810, critiquée dès ses débuts, comme tant d'autres, a subi des attaques de plus en plus vives à mesure que certaines théories prenaient plus de vigueur ; on en arriva même, sur l'intervention de quelques-uns de ces « hannetons parlementaires » dont parle M. Paul Leroy-Beaulieu dans l'un des articles (2) qu'il a consacrés à la question, à suspendre purement et simplement son exercice, sur le désir d'une seule des deux Chambres.

Alors que toutes les nations s'efforcent de stimuler les recherches minières et de développer le plus possible

(1) BERTHÉLEMY, « La réforme du régime minier », *Revue Finance-Univers*, juillet 1911.

(2) Paul LEROY-BEAULIEU, *L'Economiste français* du 22 juillet 1911.

leurs industries extractives, la France a donné le spectacle paradoxal d'une complète « paralysie gouvernementale ».

En 1911, on signalait cette « situation invraisemblable » (1) : plus de 150 demandes de concessions déposées régulièrement au ministère des Travaux publics et 84 d'entre elles, complètement instruites, pourvues de l'avis favorable du Conseil d'Etat, attendant *depuis plusieurs années* dans les cartons du ministère que le ministre voulût bien consentir à leur apposer sa signature.

Elle vint enfin cette signature, l'inertie scandaleuse ne pouvant persister plus longtemps, mais, quand on lut à l'*Officiel* quelques-uns des décrets tant espérés, ce fut bien autre chose ! On constata avec stupéfaction le viol audacieux de la loi par ceux-là mêmes qui en sont constitués les gardiens et les défenseurs.

Ce sont ces faits et ces textes, avec leurs origines, leur enchaînement et surtout leur inspiration et leurs conséquences, que nous avons entrepris d'étudier.

(1) MARIUS RICHARD, *Le régime minier*.

CHAPITRE PREMIER

L'Ancienne Législation des Mines en France La Loi de 1810 et ses Projets de Réforme

Dans sa *Législation minérale sous l'ancienne Monarchie*, M. Lamé-Fleury distingue trois périodes :

1^o Des lettres patentes de Charles VI (30 mai 1413) aux lettres patentes d'Henri II (30 septembre 1548) ;

2^o Des lettres patentes d'Henri II aux édits d'Henri IV de 1597 et 1601 ;

3^o Des édits d'Henri IV à la loi de 1791.

Les lettres de Charles VI consacrent la liberté absolue de la recherche des gîtes miniers et de leur exploitation par tous, sous la seule condition d'indemniser le propriétaire du sol et de verser un dixième au roi exclusivement. Louis XI (1) ajouta à cette dîme une redevance à payer au seigneur et Henri II fixait au quarantième cette redevance par ses lettres patentes de 1552.

Dans la seconde période, le pouvoir inaugure le système des privilèges généraux accordés pour un temps fixe (2)

(1) Ordonnance du 27 juillet 1471.

(2) V. Lettres patentes d'Henri II, 30 septembre 1548 (ROBERVAL) et lettres patentes de François II, 29 juillet 1560 (ST-JULIEN).

et pouvant s'exercer, soit dans une province déterminée, soit même par tout le royaume, et ce, pour toutes espèces minérales. Quant au propriétaire du fonds, il n'a droit qu'à indemnité pour le préjudice causé par la privation de jouissance de son sol ou les dommages résultant de l'exploitation, sans y ajouter rien qui pût prendre le caractère de ce qu'on appellerait aujourd'hui une redevance tréfoncière. Cette seconde période se caractérise donc par une restriction apportée à la liberté de recherche et d'exploitation reconnue à tous dans la période antérieure, mais le privilège avait, comme contre-partie, l'obligation pour le bénéficiaire d'ouvrir chaque année un certain nombre de mines ; l'intérêt général n'était donc pas négligé et il y avait, de la part du pouvoir royal, préoccupation très nette d'assurer la mise en valeur des richesses du sous-sol.

La troisième période voit consacrer le droit du propriétaire du sol. La constitution des privilèges sur tout ou partie du territoire s'exerce toujours comme antérieurement, mais le propriétaire de la surface peut exploiter lui-même le gisement qu'il a découvert dans sa propriété, sans que le privilégié puisse l'en empêcher ou exiger de lui une prestation ou redevance quelconque. Cependant, vers la fin de cette période, un arrêt du Conseil de 1744 défendit, même aux propriétaires, d'ouvrir une mine sans en avoir obtenu permission du Contrôleur général des finances.

Ce que l'on doit retenir de la législation minière de l'ancienne Monarchie, et ce qui a subsisté par la suite, est la distinction absolue entre la propriété de la surface et la propriété du sous-sol ; à aucune époque elles n'ont été confondues. Si, à un moment de la troisième période

considérée, le propriétaire a pu exploiter lui-même dans sa propriété, jamais un propriétaire non exploitant n'a pu prétendre à autre chose qu'à la stricte réparation du préjudice qui lui était causé par les travaux d'exploitation.

En second lieu, jamais aucune autre autorité que celle du roi, pas même celle des seigneurs hauts-justiciers, n'intervint pour accorder les permissions ou privilèges d'exploitation ; la Cour de cassation le reconnaissait dans un arrêt rendu en 1833 (1).

Quand survint la période révolutionnaire, les hommes qui avaient voté la suppression de tous privilèges, proclamé la liberté du commerce et de l'industrie, déclaré la propriété inviolable et sacrée, ne pouvaient logiquement laisser subsister un état de choses si contraire à leurs principes. La loi qu'ils votèrent en 1791 consacrait donc en première ligne les droits du propriétaire de la surface, en seconde ligne, et sur le refus du propriétaire du sol, les droits de l'inventeur ; ce n'était qu'à défaut et sur refus de l'un et de l'autre que le Gouvernement pouvait accorder l'exploitation à un concessionnaire de son choix.

Mirabeau s'était élevé très vivement contre cette extension du droit du propriétaire du sol (2) à l'exploitation du

(1) Cour de cassation, arrêt du 15 mai 1833 : « D'après l'ancien droit « de la France, quelles qu'aient pu être, à certaines époques, les « prétentions des seigneurs hauts-justiciers, les mines étaient de « droit régalien et leur exploitation n'était soumise qu'à la per- « mission préalable du roi et non à celle des hauts-justiciers. »

(2) Je dis que si l'intérêt commun et la justice sont les deux fondements de la propriété, l'intérêt commun et l'équité n'exigent pas que les mines soient des accessoires de la surface. Je dis que l'intérieur de la terre n'est pas susceptible d'un partage ; que les mines, par leur nature irrégulière, le sont encore moins ; que, quant à la surface, l'intérêt de la société est que les propriétés soient divisées ;

sous-sol, et, pour bien signifier que le propriétaire n'avait aucun droit sur la mine, il avait fait inscrire en tête de la loi la formule tant rappelée depuis : « Les mines « sont à la disposition de la nation. » Mais les articles qui suivaient en diminuaient considérablement la portée, car la nation n'intervenait, en réalité, qu'à défaut des exploitants auxquels elle accordait par avance un droit privilégié.

De plus, une disposition dont les conséquences allaient être si graves, mais qui se trouvait bien en harmonie avec les tendances de l'époque, était insérée dans la loi de 1791 : la durée des concessions accordées était limitée à cinquante années ; le renouvellement au même bénéficiaire n'était cependant pas interdit, mais il n'en résultait pas moins, pour ce dernier, l'insécurité absolue.

Le résultat était facile à prévoir et l'on arriva en très peu de temps à un état de choses absolument désastreux

que, dans l'intérieur de la terre, il faudrait, au contraire, les réunir, et qu'ainsi la législation, qui admettrait deux sortes de propriétés comme accessoires l'une de l'autre, et dont l'une serait inutile par cela seul qu'elle aurait l'autre pour base et pour mesure, serait absurde. Je dis que l'idée d'être maître d'un torrent ou d'une rivière, qui répond sous la terre à la surface de nos champs, me paraît aussi singulière que celle d'empêcher le passage d'un ballon dans l'air, qui répond aussi, à coup sûr, au sol d'une propriété particulière. Je dis que la prétention de regarder les mines comme un accessoire de la surface et comme une véritable propriété est certainement très nouvelle ; car je voudrais bien savoir si quelque acheteur s'est jamais avisé de demander une diminution de prix ou de faire casser une vente, parce qu'il aura découvert qu'une mine aura été fouillée dans le sol qu'il a acheté. Il pourrait cependant soutenir qu'il a droit à tout et qu'en achetant le sol, il voulait pénétrer au fond de la terre. Enfin je dis qu'il n'est presque aucune mine qui réponde physiquement au sol de tel propriétaire.

sous tous rapports. « A la place de concessions trop « vastes accordées par la seule faveur, sans motifs « sérieux, on avait organisé une sorte de gaspillage légal « en faveur du propriétaire et enlevé toute sécurité aux « concessionnaires. » (1) « Jusqu'en 1810, on saccagea le « sous-sol beaucoup plus qu'on ne l'exploita. » (2)

L'Empire, dans son travail de reconstitution et de réorganisation, se préoccupa vivement d'une telle situation, et, après de longs travaux et de multiples délibérations au Conseil d'Etat dans lesquels les droits du propriétaire, de l'inventeur et de l'Etat furent mis en discussion, il promulgua la loi du 21 avril 1810 qui nous régit encore.

Le droit primordial du propriétaire de la surface à l'exploitation, résultant de la loi de 1791, était définitivement supprimé. La propriété du sous-sol redevenait absolument distincte de la propriété du sol, comme sous l'ancienne Monarchie ; cette propriété du sous-sol avait tous les attributs de la propriété immobilière : perpétuité, inviolabilité, transmissibilité, etc. Napoléon avait tenu à le bien spécifier lui-même, et, devant la Commission, il s'exprimait ainsi :

« Il y a un très grand intérêt à imprimer aux mines le « cachet de la propriété... Le secret ici est donc de faire « des mines de véritables propriétés et de les rendre « par là sacrées dans le droit et dans le fait. »

Néanmoins, et bien qu'il eût semblé, en conséquence, que le propriétaire de la surface dût n'avoir plus aucun

(1) AGUILLON, *Législation des Mines en France*, Ed^m 1912, p. 38.

(2) JAM, Rapport à la Commission des Mines, 1911.

droit que la réparation du préjudice que pourrait lui causer l'exploitant, par une sorte de transaction, on lui conservait le bénéfice d'une certaine redevance fixée par l'Etat.

De même, le concessionnaire devait à l'inventeur, évincé des prérogatives que lui avait reconnues la loi de 1791, une indemnité fixée par l'Etat.

Le seul propriétaire de la mine était donc le concessionnaire et son droit de propriété résultait non pas d'un contrat passé avec l'Etat, mais d'un titre créant à son profit, et gratuitement, une propriété nouvelle.

Il est certain qu'au point de vue de la pure doctrine, la loi ne procédait pas d'une logique parfaite, d'une harmonie absolue avec des principes juridiques nettement posés. La mine était proclamée *res nullius* par Napoléon lui-même ; elle aurait donc dû rationnellement, et d'après le Code civil, appartenir au premier occupant, qui aurait à peu près certainement été toujours l'inventeur. La propriété créée était absolument distincte de celle de la surface et, cependant, une redevance tréfoncière était accordée au propriétaire superficiaire pour le dédommager en quelque sorte de l'expropriation d'un bien qu'on proclamait ne lui appartenir aucunement. Tout cela était certainement très discutable juridiquement parlant et c'est surtout le fruit d'une « compromission » entre les divers systèmes, et l'aboutissement d'un travail inspiré par les circonstances, joint au désir d'en finir avec le désordre né de la loi de 1791, qu'il faut voir dans la loi de 1810.

Napoléon n'avait voulu s'inspirer que de l'intérêt national ; son œuvre pouvait renfermer des dispositions discutables au point de vue de la doctrine et de la raison pure,

et susceptibles de donner lieu, par la suite, à des difficultés d'appréciation ; le but qu'il poursuivait n'en fut pas moins atteint ; le bon ordre, avec toutes ses merveilleuses conséquences pour la prospérité publique, vint remplacer un état de choses en réalité anarchique.

Après avoir débarrassé le concessionnaire de toute entrave de la part du propriétaire et de l'inventeur, Napoléon s'en remettait à son intérêt personnel pour la mise en valeur de la propriété créée pour lui.

« On doit toujours avoir présent à l'esprit l'avantage
« de la propriété ; ce qui défend le mieux le droit du
« propriétaire, c'est l'intérêt individuel ; on peut s'en
« rapporter à son activité...

« La législation doit toujours être en faveur du proprié-
« taire ; il faut qu'il ait du bénéfice dans les exploitations,
« parce que, sans cela, il abandonnera ses entreprises ;
« il faut lui laisser une grande liberté parce que tout ce
« qui gêne l'usage de la liberté déplaît aux citoyens. »

L'une des conséquences les plus intéressantes de la loi était que la perpétuité était attachée à la nouvelle propriété ; les concessionnaires, sûrs maintenant du lendemain, allaient pouvoir entreprendre des travaux de longue haleine pour la mise en valeur rationnelle de leurs gisements, et les magnifiques réalisations du siècle qui allait suivre devaient justifier les espoirs que l'inspirateur de la loi avait mis en elle.

A toutes les époques, de multiples modifications à la loi de 1810 furent demandées. Dès 1814, au lendemain même de sa mise en vigueur, les partisans de la loi de 1791 menaient une campagne active pour en obtenir l'abrogation, et, le 26 août, M. Barrot déposait sur le bureau de la

Chambre un rapport très nettement hostile au nouveau régime minier, en même temps que favorable aux désirs exprimés par les pétitionnaires ; le rapport fut renvoyé aux bureaux d'où il ne sortit plus.

En 1816, sitôt que le calme fut rétabli, la question était reprise et une proposition dans le même sens était faite au Parlement ; elle eut le même sort que la précédente.

Depuis, et tout particulièrement au cours des quarante dernières années, il n'y pas de législature où une modification partielle ou totale de la loi n'ait été proposée.

En février 1873, sur l'initiative d'un groupe de députés du Nord, une enquête parlementaire était décidée et une commission de 22 membres était chargée de rechercher les moyens de remédier à la crise dont souffrait, depuis la guerre de 1870-71, l'industrie minière. La véritable cause devait en être trouvée dans les pays anglosaxons (1). En 1872, les Etats-Unis avaient consommé plus de 4.300.000 tonnes de fer, dont 1.600.000, soit seulement 37 $\frac{0}{100}$, avaient été produites par eux. Les 2.700.000 tonnes lui manquant avaient été demandées à l'Europe, surtout à l'Angleterre. La presque totalité de ce manquant, exactement 2.500.000 tonnes, avait été utilisée par les chemins de fer ; dans cette seule année 1872, douze mille kilomètres de voies nouvelles furent construits aux Etats-Unis et l'on appréciera l'importance énorme de cet effort en se souvenant que, peu d'années après, en 1878, M. de Freycinet demandait douze années et 3 milliards et demi pour exécuter un programme de 8.827 kilomètres. La hausse des combustibles partait donc d'Angleterre, où le coke, qui valait de 15 à 16 francs

(1) ALBERT DE LAPPARENT, *La question du charbon de terre*.

la tonne en 1871, montait jusqu'à 51 francs dans le troisième trimestre de 1872 ; elle gagnait de là la Belgique, puis la France, mais cependant dans de moindres proportions. De là à accuser les compagnies houillères, à les menacer d'un remaniement de la loi dans un sens défavorable à leurs intérêts, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi par le consommateur mécontent. On ne voulait pas voir qu'en 1872 le Nord avait augmenté sa production de dix-neuf pour cent et le Pas-de-Calais de vingt-deux pour cent ; on ne demandait rien moins que la mise en déchéance des concessionnaires, « coupables, disait-on, de n'avoir pas tenu leur exploitation à la hauteur des besoins de la consommation », et la refonte complète de notre régime minier.

La commission de 22 membres nommée par l'Assemblée Nationale désigna M. de Marcère comme rapporteur ; d'autre part, une commission spéciale instituée au ministère des Travaux publics avait étudié la question et fait préparer un rapport par M. Dupont, professeur de législation à l'Ecole supérieure des Mines. M. de Marcère demandait la modification de 10 articles de la loi de 1810 et M. Dupont portait ce nombre à 17 ; mais tous deux étaient d'accord pour respecter les principes généraux de la propriété minière posés par la loi de 1810.

C'est de l'ensemble de ces travaux que sortit la loi du 27 juillet 1880, pendant la discussion de laquelle M. Le Royer, garde des Sceaux, s'exprimait ainsi : « Le but unique du projet de loi est de créer de nouvelles facilités aux concessionnaires des mines, et, en conciliant les intérêts rivaux, de procurer toujours à l'industrie l'élément et les ressources dont elle a besoin. » Le rapporteur au Sénat, M. Paris, parlait dans le même

sens. Tout ceci mérite d'être rappelé, car, depuis, c'est un autre langage que l'on a entendu : ce sont plutôt les préoccupations fiscales, les préoccupations sociales ou les intérêts particuliers, le plus souvent d'origine électorale, qui ont pris le pas sur les préoccupations économiques et l'intérêt général ou national dans le Parlement et jusque dans les conseils du Gouvernement lui-même.

La loi de 1880 laissait intacts les principes généraux de la loi de 1810 et ne lui apportait que des modifications de détail (1). Les deux rapporteurs originaires, M. de Marcère et M. Dupont, avaient d'ailleurs annoncé formellement que leur intention n'était aucunement de toucher à la législation en vigueur pour ce qui concernait la propriété minière, qui était déclarée hors de toute atteinte de la part même de l'Etat.

A partir de 1880, et à mesure que les idées socialistes, sous quelque forme que ce soit, et les idées d'étatisme pénétrèrent davantage dans le Parlement, les projets de modification se multiplièrent, soit pour des changements de détail, soit pour le remaniement complet de la loi, jugée comme ayant fait son temps et produit son effet utile. Une législation nouvelle, plus en harmonie avec les tendances sociales du moment, était réclamée. C'est alors

(1) Ces modifications touchent les points suivants : réduction de la servitude de protection accordée aux maisons d'habitation contre les ouvertures de nouveaux travaux ; diminution de la durée des enquêtes relatives à l'institution des concessions ; régularisation de procédure d'occupation de terrain à l'intérieur du périmètre de la concession ; faculté d'ouvrir des travaux de secours ou des voies de communication en dehors du périmètre ; extension et définition plus explicite de la surveillance administrative des mines ; régularisation des rapports entre exploitants de mines et de minières qui peuvent coexister sur un même gisement de minerais de fer.

une recrudescence de projets de toutes sortes ; chaque législature en voit mettre au jour plusieurs ; le désir de mise en valeur du sous-sol, le développement minier sont relégués au second plan ; c'est l'humanitarisme et la fiscalité qui inspirent presque tous les réformateurs.

Dans son rapport à la Commission des Mines, M. Ajam donne l'énumération de tous ces projets et nous constatons ainsi que :

1^o Dans la législature de 1881 à 1885, sur trois projets soumis au Parlement, deux demandent que les mines fassent retour à l'Etat qui pourra ensuite en concéder l'exploitation par voie d'adjudication ; le troisième s'occupe uniquement des conditions du travail : réduction des heures de service, délégués mineurs, caisses de secours, commissions mixtes d'arbitrage. Quant au rapport considérable de M. Clemenceau, il conclut à la nécessité d'une refonte complète inspirée par le régime de 1791 au point de vue de l'institution des concessions ; dans l'exploitation il demande la participation de la main-d'œuvre aux bénéfices et l'introduction aux cahiers des charges des concessionnaires de dispositions les mettant mieux « en harmonie avec le principe de justice sociale » ;

2^o Dans la législature suivante, quatre projets sont déposés, dont un par le Gouvernement lui-même ; M. Piou en est le rapporteur. Nous retrouvons dans ces projets et les conclusions de M. Piou une remise en honneur de la théorie de la mine à l'inventeur, mais il n'est plus parlé d'adjudication ou d'aliénation temporaire de la mine ; la gratuité et la perpétuité de la concession sont maintenues ;

3^o Dans la législature de 1889 à 1893, c'est la

nationalisation qui est demandée comme préliminaire de la remise aux compagnies ouvrières de mineurs ;

4^o Dans la législature de 1893 à 1897, deux projets sont surtout intéressants au point de vue des principes généraux : l'un, déposé par le Gouvernement, donne la mine à l'inventeur ; l'autre, déposé par M. Jaurès, réclame la reprise complète des mines sans indemnité et leur nationalisation, pour préparer leur mise en exploitation sous la direction d'un conseil central, composé par tiers de représentants des travailleurs de la mine, de délégués des syndicats ouvriers et agricoles de toutes les branches du travail national, et de représentants de l'Etat (1) ;

5^o De 1897 à 1901, les trois projets dus à l'initiative parlementaire demandent tous trois la reprise des concessions par l'Etat, puis leur exploitation, ou bien par les travailleurs des mines, ou bien par l'Etat lui-même, ou bien par des concessionnaires temporaires acceptant la participation du personnel aux bénéfices. Quant à la proposition déposée par le Gouvernement pendant la même législature, elle maintenait le système de la concession, mais en procédant au préalable à une adjudication dans laquelle un droit de préférence était reconnu à l'inventeur ;

(1) On retrouvera, quelques années plus tard, l'expression des mêmes idées dans le rapport de M. Zévaès au nom de la Commission des Mines de 1909 ; l'article 3 du projet confiait l'administration des mines à un conseil composé de : 1^o douze représentants désignés par les Chambres, dont quatre par le Sénat et huit par la Chambre des députés ; 2^o six ingénieurs des mines désignés par le ministère des Travaux publics ; 3^o douze délégués élus par les travailleurs des mines (ouvriers et employés) ; 4^o six délégués élus par les groupements syndicaux des diverses corporations ouvrières et agricoles.

6° De 1901 à 1905, on retrouve les mêmes idées directrices : reprise des concessions, exploitation des mines par les travailleurs eux-mêmes ou par l'Etat ;

7° De 1905 à 1909, le courant est le même : annexion au domaine public, nationalisation, etc.

En résumé, et pour la période la plus récente, de 1893 à 1908, seize projets de réforme totale ou partielle furent proposés et deux rapports très remarquables déposés sur le bureau de la Chambre. Si l'on jette un coup d'œil rapide sur ces travaux parlementaires pour en dégager les tendances générales, en comparaison avec celles qui inspirèrent la loi de 1810, on voit tout d'abord qu'aucun d'eux ne soutient plus les droits du propriétaire de la superficie ; la théorie de l'accession disparaît complètement en la matière, avec toutes ses conséquences, et l'on constatera même peu après, dans le projet de réforme rapporté par M. Ajam, la suppression des redevances tréfoncières. Au contraire, les droits de l'inventeur, et surtout ceux de l'Etat, sont affirmés avec plus de vigueur que jamais.

D'autre part, une partie des projets conserve le système de la concession, mais en en supprimant la gratuité et en la faisant précéder d'une adjudication ; le plus grand nombre prétend en remettre l'exploitation à l'Etat ou aux associations ouvrières, et, dans tous les cas, la participation aux bénéfices doit être organisée.

On perçoit très bien l'influence que prennent de plus en plus les parlementaires socialistes et leur désir d'affirmer leurs doctrines, en même temps que la pénétration de plus en plus accusée des idées étatistes chez les membres du Parlement restés réfractaires au collectivisme. Cependant, malgré des manifestations tapageuses

de tendance socialiste, il semblerait que la Chambre actuelle ait esquissé un mouvement de recul ; alors qu'en 1908 la Commission des Mines avait confié le rapport à un socialiste, en 1910, c'est un adversaire déclaré de la nationalisation ou de la socialisation qui était chargé de ce travail. Il y aurait assurément là une indication très intéressante, si l'on n'avait eu déjà tant d'exemples de l'illogisme parlementaire.

CHAPITRE II

Les Décrets de 1908

et la Question des « Offres de Concours »

Avec 1908, nous entrons dans une période tout particulièrement intéressante. A cette époque, nous sommes en présence d'un projet de refonte présenté par le Gouvernement sous l'impulsion de la Chambre ; le rapport est déposé, on n'attend plus que sa discussion, et l'on est tellement convaincu d'une transformation complète et très prochaine de la loi que le ministère des Travaux publics a cessé d'instituer les concessions qui lui ont été demandées.

Cette suspension d'exercice de la loi amène à la tribune, le 25 novembre 1907, un député envoyé au Parlement par la région métallurgique de l'Est, tout particulièrement qualifié pour ouvrir le débat, et par les intérêts qu'il représente, et par sa compétence toute spéciale en la matière.

L'interpellateur, M. Lebrun, signalant la situation faite à la métallurgie par l'inertie du ministère, montrait la production houillère française en déficit de 14 millions de tonnes sur la consommation, malgré les efforts des

Compagnies en exercice ; il rappelait l'existence des gisements dont l'exploitation aurait pu combler en partie ce déficit ; il faisait état des sommes considérables dépensées en recherches et en sondages par les métallurgistes lorrains et demandait au ministre d'en terminer enfin.

« Il ne suffit pas, disait-il, que ces richesses aient été « découvertes ; tant qu'elles continueront à dormir dans « la terre, elles resteront inutiles pour la richesse publique ; il faut les mobiliser, les concéder ; qu'attend-on « et quand cette situation prendra-t-elle fin ? »

Pendant tous ces atermoiements, les métallurgistes de l'Est prenaient des participations dans des sociétés étrangères, des houillères belges et allemandes en l'espèce ; ils y avaient engagé à cette époque plus de 50 millions, ce qui fournissait à l'orateur l'occasion d'élever le débat et de lui donner plus d'ampleur :

« Il y a là une situation déplorable. A quelque parti « politique qu'on appartienne, de quelque école économique qu'on se réclame, quelque conception qu'on « puisse avoir sur le régime minier qui convient le mieux « à son pays, il faut convenir que ce pays comprend et « gère mal ses intérêts, qui laisse une partie de ses capitaux aller féconder des industries étrangères et y créer « de nouveaux centres d'activité et de richesse, quand il « pourrait les appliquer à son propre sol et, tout en leur « assurant une rémunération méritée, réserver à ses enfants de nouvelles provisions de travail. »

Le ministre ainsi interpellé (1) répondit qu'il s'était préoccupé de cette situation, et que, pour tenir compte tout à la fois des nécessités signalées par M. Lebrun et

(1) M. Barthou.

des désirs de réforme exprimés à maintes reprises par le Parlement, il avait écrit au Conseil d'Etat pour lui demander son avis sur la possibilité d'introduire dans les cahiers des charges des concessionnaires des conditions spéciales d'ordre technique et d'ordre social.

Le Conseil d'Etat en délibéra dans les séances des 19 et 26 décembre 1906 et transmet son avis au ministre, sur rapport de M. Colson. Cet échange de vues entre le ministère et le Conseil d'Etat est d'une importance capitale, tant au point de vue de ses conséquences immédiates qu'au point de vue de la discussion qu'on y trouve des principes généraux de notre droit minier ; aussi important-il de s'y arrêter tout spécialement.

La thèse du ministre repose tout entière sur l'assimilation de la concession de mines à une concession perpétuelle de travaux publics d'origine purement contractuelle. « On ne saurait dénier à la concession de mines le caractère d'un contrat, et tel est bien l'esprit de la loi », écrit le ministre.

Il y a là une erreur certaine et, si l'avis du ministre était admis tel qu'il est formulé, il entraînerait des conséquences contraires à l'esprit qui règne actuellement dans les milieux administratifs et parlementaires, car le respect dû aux contrats s'opposerait très certainement à des mesures fiscales, non prévues lors de la passation du contrat et appliquées depuis aux concessionnaires, ou à d'autres dont on projette de les frapper.

De plus, l'esprit de la loi n'était aucunement de lier par un contrat l'Etat et le concessionnaire, mais bien de créer une véritable propriété nouvelle possédant tous les caractères de la propriété immobilière, et, en particulier, dont le contentieux relèverait de la juridiction civile, nullement

de la juridiction administrative. La compétence du Conseil de préfecture en matière de travaux publics datait du 28 pluviôse an VIII, la Commission spéciale du contentieux avait été instituée par le décret du 11 juin 1806; ces institutions étaient antérieures à la loi sur les mines, et, si la pensée du législateur de 1810 avait été d'assimiler la concession de mine à la concession de travaux publics, nul doute qu'il eût poursuivi l'assimilation jusqu'au bout et qu'il les eût soumises aux mêmes juridictions.

Si, après cet argument historique qui tire une valeur plus considérable de l'époque à laquelle ont eu lieu ces faits et des désirs d'uniformité et de symétrie dont s'inspiraient les reconstructions poursuivies alors, on passe à l'examen intrinsèque de la question, les mêmes conclusions s'imposent à l'esprit.

Tout d'abord, on constate que la propriété de la mine appartient tout entière à son concessionnaire, tandis que le concessionnaire de travaux publics n'est reconnu en rien propriétaire de la partie du domaine public qu'il occupe; c'est l'Etat seul qui lui permet de s'établir sur sa propriété et dans l'unique but d'effectuer les travaux stipulés au contrat. Aussi, et comme conséquence, la redevance que peut percevoir le concessionnaire de travaux publics de la part des particuliers qui useront de ses services est-elle fixée ou homologuée par l'Etat lui-même, tandis que l'on conçoit malaisément son intervention dans la fixation des tarifs miniers, soumis à toutes les fluctuations commerciales dans l'appréciation desquelles son incompétence est manifeste. Ajoutons que la difficulté serait d'autant plus grande qu'il s'agit le plus souvent, non seulement du marché intérieur, mais bien de

transactions et de contrats où l'étude des marchés étrangers joue un très grand rôle.

Les conditions de l'expropriation sont très soigneusement déterminées par la loi de 1810 et, dans le cas où elle autorise la dépossession des tiers, elle fixe par avance l'indemnité au double de la valeur des terrains expropriés. Rien de semblable pour la concession de travaux publics.

Même divergence pour les cessions ou aliénations. Une fois la propriété minière constituée par le décret de concession, elle devient soumise à toutes les dispositions législatives auxquelles est soumise la propriété immobilière : cession, transmissibilité, hypothèque, etc. La transmission de la concession de travaux publics ne peut se faire sans l'intervention de l'administration intéressée, dont l'assentiment est nécessaire.

Enfin la mine est perpétuelle comme la propriété elle-même ; la concession de travaux publics, au contraire, est temporaire de son essence ; elle prend fin avec l'exécution du travail, lequel doit lui-même être exécuté dans un délai fixé par le décret de concession. S'il s'agit d'un service public, transport ou autre, l'Etat détermine dans le contrat le temps pendant lequel le concessionnaire devra prendre l'engagement d'assurer ce service.

Le comte Stanislas de Girardin, dans son rapport au Corps législatif, était bien formel en ce qui concerne la propriété minière. Il distingue très clairement la concession minière, telle qu'elle existait sous l'ancien régime, de celle que veut instaurer le législateur de 1810. Il s'exprime sans équivoque possible sur ce point quand il écrit :

« Les mines concédées à perpétuité n'étaient donc pas
« de véritables propriétés ; mais, du moment où la loi
« proposée sera publiée, toutes les mines de la France,

« exploitées légitimement en vertu de droits acquis,
« deviennent, entre les mains de ceux qui les exploitent,
« des propriétés perpétuelles, protégées et garanties par
« le Code civil. »

Et, soulignant l'un des bienfaits les plus considérables de la nouvelle loi, il continue :

« Les mines concédées à l'avenir recevront le même
« caractère par l'acte de concession. Ce caractère de
« propriété aura l'avantage inappréciable de donner aux
« exploitants cet esprit de prévoyance, de conservation et
« de perfectionnement qui semble appartenir exclusive-
« ment au propriétaire.

« A l'instant donc où la loi sera publiée, les conces-
« sionnaires deviennent propriétaires incommutables. »

Le rapporteur est ainsi très net ; c'est bien une propriété pleine et entière que la loi veut établir, l'Etat n'intervenant qu'en tant que puissance publique et dans l'exercice de son pouvoir suprême de police.

Ce disant, le comte de Girardin ne faisait que donner la pensée de l'inspirateur de la loi lui-même. Craignant l'équivoque que pourrait créer dans l'avenir le terme de « concession » appliqué aux mines, Napoléon I^{er} donnait à la Commission toute la précision désirable :

« Il y a, disait-il, un très grand intérêt à imprimer aux
« mines le cachet de la propriété ; si l'on n'en jouissait
« que par concession, *en donnant à ce mot son acception*
« *ordinaire*, il ne faudrait que rapporter le décret qui
« concède pour dépouiller les exploitants, au lieu que si
« ce sont des propriétés, elles deviennent inviolables. »

Fidèle interprète du législateur, le Conseil d'Etat, dans sa réponse du 26 décembre 1907, relevait l'erreur de principe commise par le ministre ; il se refusait à confondre

la propriété minière et la concession de travaux publics et rappelait spécialement le caractère de perpétuité attaché à la propriété minière (1). Précisant même davantage encore, il se refusait à admettre, lors de la constitution de cette propriété, des clauses ayant un but autre que celui de « faciliter l'exercice des droits de police et de « surveillance conférés à l'autorité publique ».

Les choses semblaient donc parfaitement remises en état par la Haute Assemblée, au point de vue de la doctrine ; mais, dans sa réponse à la question spéciale posée par le ministre, relativement aux fonds de concours qui pourraient être exigés des concessionnaires pour l'exécution des travaux publics pouvant faciliter le transport des produits de la mine, le Conseil d'Etat, après avoir écarté comme illégale « la stipulation d'un versement en argent » (2), en admettait la possibilité dans certains cas, tout en la repoussant d'une manière générale. Il s'inspirait certainement là de ce qui avait été fait en 1899-1900, lors de

(1) « Considérant que si le mot concession est employé, en « droit administratif, pour désigner de nombreux actes de natures « très différentes, l'identité de dénomination n'implique aucune « assimilation nécessaire entre ces divers actes; que, notamment, « on ne saurait établir aucune analogie entre la concession de travaux « publics, par laquelle une autorité confie à une société privée la « gestion d'un service public, sous des conditions déterminées « spécialement dans chaque cas et pour une durée limitée, et la « concession des mines, par laquelle la puissance publique institue « une *propriété perpétuelle* dont le régime est fixé par la loi du « 21 avril 1810 - 27 juillet 1880. »

(2) « Considérant que la stipulation d'un versement en argent « dans le cahier des charges serait en contradiction avec le principe « de la gratuité des concessions, qui découle de l'ensemble des « dispositions de la loi du 21 avril 1810... »

l'institution des mines de fer du bassin de Briey, où les concessionnaires s'étaient engagés à aider de leurs deniers la construction d'une ligne de chemins de fer qui desservirait leurs concessions, mais cet engagement n'avait été inscrit dans aucun acte administratif ; il n'y avait eu de leur part qu'un engagement verbal auquel ils avaient fait honneur par la suite.

Allant plus loin cette fois, et ne s'arrêtant plus aux cas particuliers où le concessionnaire pourrait être amené à participer à des travaux dont, en fin de compte, il serait l'un des principaux bénéficiaires, au même titre que les communes ou les industriels intéressés versant des fonds de concours aux départements pour faciliter la construction de chemins de fer d'intérêt local, le Conseil d'Etat voyait en ces offres une indication en faveur du demandeur en concession qui en était l'auteur et une marque du sérieux de ses intentions ; il semblait même y trouver un moyen de départager entre eux les demandeurs concurrents, et il manifestait son regret de ne pas voir la mise en adjudication des concessions inscrite dans la loi (1) ; en outre, il ne se refusait pas à ce que le concessionnaire s'acquittât du prix de l'adjudication, tout au moins en partie, par un versement annuel, à la condition que la forme suivant laquelle serait déterminé ce prélèvement ne vint en rien gêner l'exploitant dans l'exercice de sa

(1) « Considérant... que ces inconvénients disparaîtraient si une « disposition législative permettait de substituer au mode actuelle-
« ment suivi pour les concessions la mise en adjudication par lots
« des gisements sur lesquels il n'existe aucun droit d'invention... »

gestion (1). Après avoir proclamé tout d'abord son respect de la loi, le Conseil d'Etat ne lui portait pas moins un coup très rude en condamnant le principe de la gratuité, consacré par elle, et en exprimant le désir de le voir disparaître ; de plus, malgré toutes les réserves que prenait la Haute Assemblée concernant la libération de l'adjudicataire par versements annuels, le souhait qu'elle formulait n'en présentait pas moins les plus graves dangers.

Cet avis devait immédiatement porter ses fruits.

Poussé, d'un côté, par les parlementaires socialisants, couvert, d'un autre côté, par l'avis autorisé du Conseil d'Etat, dès 1903, le Gouvernement déposait un projet de loi par lequel, tout en conservant à la propriété minière ses caractères généraux, y compris la perpétuité, il se réservait la faculté d'imposer au concessionnaire, par l'acte de concession lui-même, des engagements spéciaux : participation à des travaux publics, construction d'usines, d'hôpitaux, etc. Ce n'était cependant de sa part que la consécration d'actes antérieurs, car, le 16 juin, quelques mois avant le dépôt de son projet, il avait consenti à accorder plusieurs concessions de houille dans la partie Sud du Bassin du Pas-de-Calais, en stipulant l'obligation pour les bénéficiaires de participer à des travaux publics éventuels et de construire un hôpital pour

(1) « ...Que rien n'empêcherait d'ailleurs de faire porter l'adjudication sur le montant d'un prélèvement annuel à faire sur les recettes en sus de la redevance proportionnelle, en même temps que sur un paiement en capital ; que cette manière de procéder n'aurait aucun inconvénient, pourvu que la forme et les conditions du prélèvement fussent déterminées de manière à ne pas entraîner une immixtion de l'Administration dans la gestion industrielle et commerciale, de nature à entraver la liberté de l'exploitation... »

les ouvriers ; la stipulation était inscrite dans le préambule de l'acte de concession (1). L'illégalité était cette fois commise au grand jour ; le ministre appliquait en réalité l'une des dispositions de la loi projetée, avant même qu'elle fût déposée sur le bureau de la Chambre.

Les projets et les actes mêmes du Gouvernement ne désarmèrent point, même momentanément, les adversaires de la loi en vigueur. Ils se rendaient compte de l'illégalité accomplie et redoutaient le retour du Gouvernement à une plus exacte observation de la loi ; ils connaissaient, d'autre part, la situation absolument anormale faite à notre industrie, et craignaient que le ministre, cédant aux instances qui se faisaient de plus en plus pressantes, consentît à accorder quelques-unes des concessions demandées ; aussi l'un des membres du groupe socialiste, rapporteur de la Commission des Mines (2), demandait au ministre, dans la séance du 26 octobre 1909, de s'engager à ne plus accorder de concessions « en vertu d'un régime qui est aujourd'hui suranné et « qui est condamné par les projets mêmes du Gouver-
« nement ».

(1) «...Vu l'engagement pris, aux dates des 22, 27 e 28 février 1908, « par les représentants des sociétés concessionnaires, en vue « de l'exécution éventuelle de travaux de navigation par l'Etat, « de contribuer à la dépense effectuée jusqu'à concurrence d'un « maximum fixé par ledit engagement ;

« Vu la lettre adressée à M. le Ministre du Travail et de la Pré-
« voyance sociale, en date du 1^{er} avril 1908, par laquelle les mêmes
« représentants s'engagent, tant à titre individuel qu'à titre collec-
« tif, à construire et à aménager un hôpital destiné aux blessés, et
« éventuellement aux malades, moyennant un capital dont le mini-
« mum est fixé dans la dite lettre... »

(2) M. Zévaès.

M. Millerand, alors titulaire du portefeuille des Travaux publics, répondait avec sa netteté coutumière par un excellent exposé de la situation minière et métallurgique ; il faisait justice, en passant, de l'opinion qui veut voir dans l'inexploitation de certaines concessions la cause du déficit de la production houillère, et concluait à la nécessité impérieuse de donner au plus tôt à notre industrie des matières premières qui lui manquaient. Mais, en ministre prévoyant, il ne cachait pas l'illégalité des stipulations non prévues par la loi de 1810, et les difficultés qui pourraient s'élever avec les nouveaux possesseurs de la mine au cas de cession ; pour assurer à ces ententes les sanctions qui les feraient respecter, il demandait à la Chambre de voter sans retard la modification de l'art. 7 de la loi de 1810 obligeant les concessionnaires à organiser la participation de leur personnel aux bénéfices et ce, sous peine de déchéance. La modification projetée devait être incorporée à la loi de finances, et le ministre s'engageait à ne retarder l'octroi des concessions que jusqu'à son vote.

L'abus de pouvoir commis à l'encontre des demandeurs de 1908 était donc reconnu, et le ministre se refusait à commettre des actes qu'il considérait comme illégaux ; il désirait mettre sous ce rapport sa responsabilité complètement à couvert, tout en donnant satisfaction aux intérêts généraux du pays et aux vœux exprimés par la Chambre. On peut cependant discuter la valeur du remède qu'il offrait comme condition provisoire du retour à un régime normal ; l'organisation de la participation ouvrière aux bénéfices est chose très grave et très délicate à établir, aussi la Chambre n'osa s'engager dans une voie si grosse de conséquences sans un débat approfondi ; dans sa

séance du 2 mars 1910, elle vota la disjonction de l'article 148, qui visait la modification partielle projetée, et son renvoi à la Commission des Mines, de sorte que la question resta en suspens.

Le Gouvernement obtenait, d'autre part, gain de cause au point de vue fiscal ; la redevance fixe était quintuplée, le Parlement en ayant porté le principal de 0 fr. 10 à 0 fr. 50 par hectare, et la redevance proportionnelle était établie sur la base de 6 % du revenu net, au lieu de 5 %.

Quant au projet de résolution déposé par la Commission des Mines, demandant au Gouvernement de surseoir à l'attribution de concessions nouvelles tant que la nouvelle loi sur les mines n'aurait pas été votée, M. Millerand, persistant dans sa manière de voir et renouvelant ses déclarations antérieures, refusait de s'y associer, par égard pour les pouvoirs du Sénat (1), la Chambre ne pouvant se permettre seule de suspendre l'exercice d'une loi ; mais il demandait à nouveau, et avec insistance, le vote de la modification des articles ayant trait à la participation ouvrière, et il voulait bien promettre de n'attribuer de nouveaux gisements qu'après ce vote. Quelques

(1) M. MILLERAND, ministre des Travaux publics. — « ... C'est une « proposition inacceptable, complètement contraire à la Constitution « elle-même.

« La loi est l'œuvre des deux Chambres ; il ne peut pas dépendre « d'une seule, par un projet émané d'elle *motu proprio*, d'en « suspendre les effets.

« Pas plus que le Sénat seul ne peut faire ou défaire une loi, pas « plus ce n'est au pouvoir de la Chambre de faire seule une loi ou « d'en arrêter seule les effets. »

(Journal Officiel, séance du 4 juillet 1910).

jours après, d'ailleurs, M. Millerand déposait un nouveau projet de loi modifiant complètement le régime minier et inspiré en grande partie par le projet de 1908.

Le résultat de toutes ces discussions ne fut pas moins que, de 1907 au 23 avril 1910, 27 concessions seulement furent accordées et que, du 23 avril 1910 au 4 avril 1912, c'est-à-dire pendant deux années entières, il n'en fut attribué aucune, alors qu'il y avait en instance 189 demandes, dont 19 pour la houille, 69 pour le fer, 38 pour l'or, 20 pour le sel et 48 pour des substances métalliques diverses (1).

Nous nous sommes peut-être étendu un peu longuement sur tous ces incidents administratifs et parlementaires, mais nous l'avons cru utile pour bien faire apparaître l'état d'incertitude, d'hésitation, des divers organes ayant eu à jouer un rôle dans toutes ces discussions. On perçoit mieux ainsi toute la difficulté qu'il y a à porter la main sur un monument législatif tel que celui qui nous occupe, et, à la lecture des différentes pièces : correspondance du ministre avec le Conseil d'Etat, projets de lois divers, débats parlementaires, etc., on se sent réellement tenté d'y trouver le témoignage d'une sorte d'impuissance à créer quelque chose de réellement utile et de réellement durable, en même temps que profitable au pays, pour remplacer une législation, imparfaite sans doute, mais qui s'est imposée par les services rendus à la prospérité nationale depuis un siècle.

Le Conseil d'Etat, la plus haute assemblée administrative du pays, se déclare lié par la lettre de la loi, mais

(1) Ces chiffres sont extraits du rapport de M. Péchadre, rapporteur du budget des Travaux publics pour 1913.

il incite en quelque sorte le ministre à la tourner, en lui en indiquant le moyen. Dans la même consultation, il en condamne l'esprit, il s'élève contre l'une de ses conséquences les plus importantes, la gratuité, et souhaite l'adoption d'une nouvelle procédure d'institution, malgré les suites déplorables qu'elle peut avoir et qu'il a dû prévoir.

Au Parlement, deux projets de réforme complète sont déposés par le Gouvernement, deux rapports de tendance économique toute différente sont distribués en deux années et il se trouve que, des deux rapporteurs successifs, le premier socialiste, le second hostile à toute socialisation, c'est ce dernier qui est l'interprète d'une commission issue d'une assemblée de tendance assurément plus socialiste que sa devancière, comme si cette nouvelle Chambre eût été effrayée elle-même de la mise en pratique de ses doctrines.

Les ministres, soucieux de mettre fin à une situation déplorable à tous égards, désireux de résoudre le plus rapidement possible un problème si grave pour l'avenir économique du pays, restent impuissants, par suite des attermoissements exigés par une seule des deux Chambres. On a pu les voir cependant s'inspirer des conseils d'un humanitarisme à manifestations retentissantes ; les idées personnelles de l'un d'eux sont en accord avec celles de la Chambre ; ce ministre dépose un projet partiel, très discutable sans doute, mais en harmonie parfaite avec les tendances affirmées en diverses occasions par cette assemblée ; cependant, il ne peut aboutir, même auprès d'elle seule.

L'esprit de suite ne se retrouve que dans les actes de l'Administration. On a tout d'abord commencé par exiger

des demandeurs de 1899 un fond de concours pour des travaux qu'ils auraient très probablement suscités et subventionnés de leur propre gré sans l'intervention administrative, très intéressés qu'ils étaient à leur exécution, mais on a voulu respecter les formes ; nul acte administratif ne porte trace de la convention illégale. Plus tard, on viole ouvertement la loi, mais en s'excusant en quelque sorte de motifs philanthropiques. Le Conseil d'Etat laisse faire, le Parlement est impuissant, l'Administration va entrer de plus en plus délibérément dans l'illégalité et substituer son autorité propre à celle des défaillants.

CHAPITRE III

Les Décrets de 1912

Le 4 avril 1912, après une interruption de deux années entières, le *Journal Officiel* publiait quatre décrets portant institution de concessions de mines. Deux de ces décrets avaient pour objet l'attribution de mines de fer, celles d'Abbeville et de la Grande-Rimone, les deux autres avaient pour objet l'attribution de mines de mispickel aurifère et métaux connexes, celles de Beaune et de l'Aurières. Pour nous borner, nous nous arrêterons seulement au premier de ces décrets ; la teneur des autres est à peu de chose près la même et, dans tous cas, le même esprit les a inspirés.

Dans l'article 4 du décret concédant le gisement d'Abbeville à la Société des Aciéries de France, il était pris acte d'offre de concours faite à l'Etat par l'attributaire, et dont la nature était précisée dans une lettre émanant de la Société elle-même, insérée au *Journal Officiel*, à la suite du décret.

Dans cette lettre, la Société offrait de verser à l'Etat 20 % de ses bénéfices annuels d'exploitation et, le cas échéant, des bénéfices de la liquidation. Trois cas étaient prévus :

1^o La Société des Aciéries de France participerait à la création d'une nouvelle société n'ayant pour but que l'exploitation du gisement et la vente du minerai extrait, la concession d'Abbeville lui étant comptée comme apport ;

2^o L'exploitation de la mine ne serait qu'une annexe d'une industrie dans laquelle s'intéresserait l'attributaire ;

3^o L'exploitation serait assurée par les Aciéries de France, en vue d'alimenter leurs usines.

Dans les deux premiers cas seulement, l'Etat prélevait les 20 % sur les bénéfices nets et la lettre de la Société prenait le soin de déterminer aussi exactement que possible comment le calcul en devrait être effectué. Tous amortissements, frais généraux, fonds de réserve prévus par la loi seraient tout d'abord déduits, puis un intérêt de 5 % prélevé pour les actionnaires ; c'est sur le reste que l'Etat opérerait son prélèvement de 20 %. Pour assurer l'exécution de cet accord, l'Ingénieur des Mines du sous-arrondissement minéralogique était désigné pour remplir le rôle de commissaire des comptes, et il lui était reconnu tous pouvoirs pour remplir cet office, aussi bien les pouvoirs généraux attribués en pareils cas par la loi de 1887 que les pouvoirs prévus par les statuts de la Société elle-même.

Au cas où la Société des Aciéries de France exploiterait uniquement pour ses usines métallurgiques, on ne pouvait établir exactement les calculs prévus, sans entrer dans le domaine de l'hypothèse, avec le risque d'amener des discussions par trop délicates avec le concessionnaire, pour établir ce qu'aurait pu être le produit net si le minerai avait fait l'objet de transactions commerciales au lieu d'alimenter directement les hauts-

fourneaux de la Société concessionnaire ; le prélèvement de l'Etat devrait être alors effectué sur le produit brut de l'exploitation. Ce prélèvement était fixé à 0 fr. 10 par tonne extraite pour les premières années, mais avec possibilité de revision tous les cinq ans, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

L'Etat s'engageait à affecter « la portion des bénéfices « d'exploitation, ou éventuellement de liquidation, qui lui « reviendrait, par moitié à des études et travaux entre- « pris par le service des mines en vue de développer l'in- « dustrie minière en France ou d'améliorer les conditions « de l'exploitation, et par moitié à des institutions d'as- « sistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs « et de leurs familles ».

Le cas où « une disposition législative donnerait aux « fonds versés une affectation différente » était cependant prévu, et, même alors, la Société devait continuer ses versements aux mêmes taux.

L'illégalité est commise, cette fois, plus ouvertement encore ; on n'a plus laissé dans l'ombre les obligations financières du concessionnaire, comme en 1899-1900 ; on n'a pas fixé un maximum comme en 1908 pour le « fonds de concours » ; c'est d'une part des bénéfices annuels, pour toute la durée de la concession, que prend acte le décret. Le Conseil d'Etat n'en ignorant point (1), il semble qu'on aurait pu inscrire ces « offres » dans le décret lui-même, sans en renvoyer le détail à une pièce annexe ; mais il

(1) Dans l'article 4 du décret relatif à la concession d'Abbéville, il est pris acte : « de l'offre de la Société en ce qui concerne la « participation de l'Etat aux bénéfices annuels de l'entreprise ».

faut voir dans cette manière de procéder bien moins une sorte de scrupule de la part de l'Administration que son désir d'éviter le recours du concessionnaire contre un acte illégal, en substituant un véritable contrat, que le signataire devait respecter, à l'acte unilatéral qu'eût été le décret.

S'il eût été, en effet, moralement difficile au premier possesseur du titre d'en invoquer la nullité, puisqu'il l'avait en quelque sorte couverte par sa propre signature, il n'en était pas de même de ses successeurs éventuels qui pouvaient se refuser à exécuter un engagement souscrit en violation de la loi.

Pour les concessions de 1899-1900, la chose eût, peut-être, été discutable, si l'obligation n'avait été imposée antérieurement aux décrets les instituant. Les caractères essentiels de l'offre de concours pour l'exécution de travaux publics existaient bien ; il s'agissait réellement d'un travail d'utilité publique appelé à rendre d'incontestables services aux concessionnaires, sinon même à leur donner la possibilité de mettre en valeur leurs gisements, tout au moins à les aider dans une très large mesure. Leur propriété minière gagnait une énorme plus-value, du fait de la mise en service de la voie ferrée qu'ils étaient conviés à subventionner ; aussi peut-on même se demander si l'invitation de l'Etat était bien nécessaire et si les intéressés n'auraient pas offert ce concours de leur propre initiative. De plus, leurs fonds étaient bien employés à la création de la voie projetée et, leur versement opéré, la clause du contrat qui les liait à l'Administration était exécutée pleinement.

Rien de semblable à invoquer pour les concessions suivantes, rien qui puisse rappeler la notion d'offre de

concours pour travaux publics, sans même en discuter pour l'instant la spontanéité. Les « études et travaux » connexes intéressant l'industrie minière en France » n'ont qu'un rapport certainement très éloigné avec l'idée que l'on peut avoir de travaux publics les intéressant tout particulièrement. La formule de l'Administration semblerait avoir en vue, soit l'exécution d'un service public de l'Etat dont bien peu de chose est consacré à l'intéressé par rapport au service tout entier, soit des recherches minières à faire sur l'ensemble du territoire qui n'importent guère au concessionnaire; or, l'un des principaux arguments des réformateurs de la loi contre la gratuité est précisément qu'il ne resterait pas de contribution bien considérable à apporter à l'étude du sous-sol français, bien peu de gisements fructueusement exploitables restant inconnus; on n'est pas en présence d'un pays neuf ou d'une colonie dont l'étude géologique serait à faire entièrement.

Nous avons rappelé antérieurement, quand il s'agissait de la mine elle-même, les caractères généraux des concessions de travaux publics; nous voici contraint d'y revenir dans la discussion des engagements qu'on veut lui imposer. Nous devons donc dire à nouveau que l'exécution d'un ouvrage d'utilité publique ne comporte pas de versements perpétuels, que l'obligation pécuniaire souscrite ayant sa cause dans l'exécution du travail considéré doit lui correspondre strictement. Le versement est ainsi essentiellement temporaire. S'il est fixé à forfait, une fois qu'il est effectué, rien n'est plus à exiger du souscripteur; s'il est fixé par une quote-part sur l'ensemble de la dépense, rien non plus n'est à exiger quand cette quote-part a été versée, que le versement ait eu lieu en

une seule fois ou en un nombre quelconque d'annuités, jusqu'à entière exécution de l'engagement pris. Au contraire, dans la clause discutée, rien n'est fixé, ni forfaitairement, ni suivant une proportion déterminée ; il s'agit d'une obligation perpétuelle, inconciliable avec la notion fondamentale d'un ouvrage public. Ce n'est pas discutable.

La véritable pensée inspiratrice de ces clauses peut légitimement être supposée tout autre : on songeait certainement à donner aux versements une affectation autre que celle que l'on faisait inscrire dans les pièces officielles. L'alinéa qui suivait prévoyait que le concessionnaire resterait tenu de son obligation « dans le cas « où une disposition législative donnerait aux fonds versés « à l'Etat une affectation différente » ; la précaution nécessaire était donc prise ; nous voici plus loin encore, cette fois, de l'exécution de travaux publics et l'on peut apercevoir le but fiscal et l'intervention de tendance socialiste qui sont, en réalité, au fond de toutes les attaques dirigées contre la propriété minière, quelque prétexte que l'on invoque.

Cette hypothèse ne paraît pas si osée, si l'on se reporte au projet du Gouvernement du 30 juin 1910. Son article 60 prévoit un prélèvement de 20 % sur les bénéfices des mines au delà d'un certain chiffre, et dans des conditions déterminées, mais il n'est fait allusion nulle part à une affectation spéciale des fonds ainsi recueillis ; ils semblent donc bien devoir être confondus dans les recettes générales du budget. L'artifice est bien toujours le même.

« C'est une habitude des gouvernements, lorsqu'ils
« veulent pressurer les contribuables, de prendre comme
« excuse un motif tiré de la bienfaisance. Cela rappelle
« les octrois dont nous sommes affligés et qui furent

« rétablis provisoirement, il y a quelque cent ans, sous
« couleur de l'intérêt des hospices et sous le titre d'octrois
« de bienfaisance. » (1)

Quand, dans les récentes institutions de mines, on a indiqué une destination particulière aux versements, il ne s'agissait donc que d'un expédient temporaire, ayant avant tout pour but de stipuler la participation de l'Etat aux bénéfices et permettant d'appliquer à des concessions, instituées avant la modification de la loi, une nouvelle disposition législative inscrite dans une loi promulguée postérieurement à leur établissement, sans encourir le reproche de rétroactivité. Pour le concessionnaire, rien de changé, la quotité de son versement subsisterait la même (2); d'autre part, un simple changement d'affectation des fonds versés harmoniserait le régime des concessions ainsi attribuées avant le vote de la nouvelle loi, avec celui des concessions attribuées après l'adoption de la réforme générale projetée.

Quoi qu'il en puisse être cependant dans l'avenir, on ne peut que conclure à l'illégalité des décrets de 1912, absolument contraires à l'esprit comme à la lettre même de la loi de 1810, malgré toute l'excellence des intentions dont on avait voulu la masquer; il est regrettable de voir le Conseil d'Etat s'associer à des actes administratifs dont son avis de 1907 avait si nettement établi l'irrégularité et persister ensuite dans les mêmes errements, malgré toutes protestations et observations contraires.

(1) L. PORLIER, *Du fondement de la propriété minière*, conférence au 5^e Congrès de la propriété minière, tenu à Liège en 1912.

(2) Au moins pour ceux qui sont taxés à 20 % des bénéfices.

Quant à la spontanéité des offres des demandeurs, elle ne se discute même pas.

Lorsque le ministère du Travail eut été créé, en 1906, on le fit intervenir dans l'institution des concessions, et cette intervention se traduisit par des exigences spéciales de sa part en faveur des ouvriers ; il s'était borné, sans s'occuper des conditions générales du travail fixées par des lois ou des règlements particuliers, à demander aux concessionnaires des engagements de subventions destinées à la fondation d'établissements hospitaliers, mais les subventions avaient été fixées à un taux modeste, si on les compare à ce qui a été exigé depuis, et l'on ménageait quelque peu les formes. Quand l'instruction régulière de la demande avait été faite et l'attributaire choisi, on lui faisait part de la décision qui allait intervenir en sa faveur, mais, en même temps, on l'invitait à prendre vis-à-vis du ministère du Travail certains engagements, en faveur d'institutions d'assistance dont devait bénéficier son personnel ouvrier ; on lui en présentait le modèle et, dès qu'il avait souscrit, la concession lui était accordée. On n'avait évidemment pas fait entrer ce concours financier dans l'examen des titres du demandeur, puisqu'on ne l'avait entretenu de la petite convention annexe qu'après l'avoir avisé des bonnes intentions du ministère à son égard ; l'acte qu'il avait accompli n'était qu'un témoignage « spontané » de sa reconnaissance pour la mesure gracieuse dont il allait bénéficier.

En 1908, on alla plus loin ; le Conseil d'Etat se laissa fléchir et prit acte, dans les décrets qui lui furent soumis, des offres faites par les demandeurs.

En 1912, c'est l'Etat qui fut désigné comme le bénéficiaire des versements et non plus telles ou telles

institutions ; c'est l'Etat seul qui devait répartir les fonds recueillis et l'on provoque les « offres » *avant* de désigner plus ou moins provisoirement l'attributaire, en laissant entendre aux intéressés que leurs chances d'obtenir un bon résultat de leurs démarches seraient en raison directe de leurs engagements. Ce fut le régime de l'« offre forcée » qui aboutit enfin à une véritable adjudication, baptisée par euphémisme du nom de « concours sur titre ».

Quand on parle donc d'offre spontanée, on peut bien dire que cette offre ressemble à l'aumône faite par Gil Blas au mendiant qui lui demandait la charité « l'esco-pette à la main, en le mettant en joue » (1).

Le résultat le plus certain et le plus immédiat de ces procédés sera de donner lieu à toute une nouvelle série d'actions contentieuses. Il y a bien décision administrative prise en violation de la loi ; les bénéficiaires, leurs successeurs éventuels, les tiers eux-mêmes seront fondés à l'attaquer, soit dans son principe, soit dans son application.

Mais, peut-on dire, les actions n'auront guère chance d'être accueillies favorablement par la Section du Contentieux, car le Conseil d'Etat a joué son rôle dans l'établissement des décrets où il a été formellement pris acte des offres de concours, ou du moins, si l'on veut dire qu'il n'en connaissait pas la teneur exacte, il n'en a pas ignoré l'existence. Assurément, la Section du Contentieux pourrait se trouver dans une situation délicate, si la

(1) L. PORLIER, *Du fondement de la propriété minière*, conférence au 5^e Congrès de la propriété minière, tenu à Liège en 1912.

discussion était portée devant elle sur la question de la légalité des engagements, mais elle a donné déjà des preuves de son esprit d'indépendance vis-à-vis des sections administratives, pour que l'on ne doute pas d'elle ; c'est ainsi que, récemment (1), elle annulait des dispositions inscrites dans un règlement d'administration publique. Si la Section du Contentieux se refusait à prononcer l'annulation demandée, ce serait pour elle s'engager dans une voie dangereuse, réveiller les préventions contre la justice administrative qu'elle a mis de louables efforts à faire disparaître et, en réalité, comme l'écrit très justement M. Aguillon, « ériger en dogme l'arbitraire administratif ».

On l'a vue cependant très embarrassée déjà sur la matière, et hésiter devant l'œuvre de justice qu'on lui demandait d'accomplir. Voici le cas : le Gouvernement avait autorisé la fusion de deux concessions attribuées en 1908, celle de Vimy et celle de Fresnoy ; mais, en conformité avec l'avis du Conseil d'Etat administratif, il avait imposé la condition que, dans un délai maximum de quinze ans, deux puits au moins seraient ouverts, un dans chacune des deux concessions primitives, et ce, sous peine de déchéance. La Société nouvelle se pourvut alors devant le Conseil d'Etat au contentieux et lui demanda d'annuler cette clause qui la mettait sous la menace d'une cause de déchéance non prévue par la loi. On vit alors l'Assemblée du Contentieux se refuser à prononcer une annulation, qui s'imposait cependant en bonne justice, sous le prétexte qu'il n'y fallait voir qu'un simple avertissement donné au concessionnaire d'avoir à donner à l'exploitation

(1) 11 juillet 1911, Halles de Paris.

de son gisement une activité en rapport avec sa surface et ses ressources, à peine de déchéance, comme cela résulte en effet de la loi (1). La clause subsiste donc, « avec toutes les interprétations successives qu'on voudra lui donner ».

Le Gouvernement a compris le péril et craint de voir de multiples actions portées devant la Section du Contentieux. Pour assurer l'application perpétuelle des nouvelles clauses, comme de toutes celles qu'il lui plairait de faire souscrire aux demandeurs, il a fait insérer dans la loi de finances du 23 janvier 1911 un article ne permettant plus le transfert du droit d'exploiter une mine qu'après autorisation sur avis conforme du Conseil d'Etat, et il précisait le mobile qui l'avait fait agir, dans une circulaire du 21 février 1912, où il annonçait que l'autorisation ne serait accordée qu'à l'acquéreur s'engageant à remplir les mêmes prestations que son vendeur vis-à-vis de l'Etat ; faute par cet acquéreur de consentir à se substituer à son vendeur dans les mêmes obligations, l'autorisation n'étant pas donnée, la déchéance s'ensuivrait, aux termes mêmes de la loi, pour cause de non-exploitation. On s'assurait ainsi contre toute velléité d'indépendance de la Section du Contentieux.

Le Conseil d'Etat n'a pas été consulté pour la rédaction de cette circulaire, mais lui eût-il même accordé son approbation, ce qui est au moins douteux, que cela ne suffirait pas à couvrir l'irrégularité des dispositions prises par le ministre. Il y a bien de sa part détournement de pouvoir pouvant donner lieu à recours ; il ne lui appar-

(1) Arrêt du 12 juin 1912.

tient aucunement de rien ajouter de sa propre autorité aux dispositions de la loi, en prétendant donner à ces prescriptions la même puissance. On peut aller loin en ce sens dans le domaine de l'hypothèse et supposer des cas où le vendeur n'aurait aucun moyen d'imposer à son successeur les engagements souscrits par lui. La statistique, en effet, nous apprend qu'on a vu plus souvent l'échec que la réussite des entreprises minières ; or, dans la réalisation de l'actif intervenant à la suite de la mise en liquidation d'une société minière, entre nécessairement la mise en vente de l'immeuble que constitue la concession, au profit de la masse créancière ; il est indiscutable, d'autre part, que l'engagement pris par l'exploitant défaillant est purement personnel à l'origine et qu'il n'a aucun caractère de servitude réelle sur le fonds immobilier de la concession ; s'il se trouve donc un acquéreur voulant tenter le risque de reprendre l'exploitation, le fonds lui sera nécessairement acquis indemne de l'obligation dont on voudrait qu'il fût grevé.

Il resterait alors au nouveau possesseur du gisement à obtenir l'autorisation d'exploiter. Le ministre, persistant dans sa manière de faire, la lui refuserait, tant qu'il n'aurait pas consenti à souscrire à ses exigences ; mais si l'affaire est portée devant le Conseil d'Etat, de quel droit le ministre entendrait-il obliger les juges administratifs à lui donner raison dans son abus de pouvoir ? Si, au surplus, le nouveau possesseur administre la preuve qu'il donne toutes les garanties morales et matérielles pour la remise en exploitation du gîte, de quels prétextes le Conseil d'Etat pourra-t-il motiver son refus d'annulation et couvrir le ministre ?

Grâce au même détour, l'Administration pourrait aller

beaucoup plus loin encore ; elle obligerait les acquéreurs de concessions anciennes à prendre des engagements de même nature que ceux qu'elle exige des attributaires actuels ; elle arriverait, par ce procédé, à substituer, en partie tout au moins et progressivement, au régime de 1810, le nouveau régime qu'elle veut instaurer, sans aucune intervention du Parlement.

Dans l'exécution même des engagements, on va au-devant de difficultés de toute espèce. A quel chapitre du budget rattacherait-on, en effet, les versements des concessionnaires de mines faits en vue d'une affectation spéciale que l'on peut considérer comme déterminante de leur acceptation ? L'usage du « compte spécial » n'est destiné qu'à faire face à une dépense particulière plus ou moins exceptionnelle, elle est donc temporaire de son essence ; ici, au contraire, il s'agit de versements perpétuels en principe, comme la concession elle-même. Quelle exception donnée à la règle de la non-spécialisation des revenus publics !

Nous n'ignorons pas que l'on admet parfois certains « fonds de concours », en dehors de l'exécution des travaux publics, avec un sens analogue, mais la pratique en est très rare, tout à fait exceptionnelle, et il faut que ces fonds puissent être rattachés à un article quelconque du budget, ce qui n'existe pas dans le cas qui nous occupe.

Il faut croire que le ministère du Travail, pour ce qui le concerne, escompte le vote par le Sénat de la loi votée déjà par la Chambre, instituant une Caisse de retraites autonome en fondant ensemble la loi du 29 juin 1894 organisant les retraites et les sociétés de secours destinées aux ouvriers mineurs, et la loi du 21 juillet 1903

accordant des majorations nouvelles aux pensions par une contribution spéciale de l'État et une augmentation de la redevance fixe. Ajoutons que la loi de finances du 8 avril 1910 est venue augmenter le prélèvement fait sur les concessionnaires de mines au profit de leurs ouvriers, en portant leur part contributive totale de 333.333 fr. 33 à 500.000 francs. On peut donc supposer que c'est cette nouvelle caisse autonome qui recevra les versements des nouveaux concessionnaires et que la part de l'État s'en trouvera très probablement diminuée d'autant.

Malheureusement, chez nous, les Caisses d'État avec affectation spéciale sont le plus ordinairement des « gouffres qui peuvent servir à rémunérer quelques fonctionnaires » (1) ; quant aux prétendus intéressés, elles leur assurent « le minimum de rendement et le maximum de déchets » (2). M. Porlier donne en exemple ce qui se passe pour le produit des paris aux courses et jeux dans les casinos. La loi du 13 juin 1907 « a institué en faveur de l'État un prélèvement de 15 % sur le produit des jeux, avec affectation spéciale en faveur d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publique... Or, les chiffres officiels nous montrent que, si, depuis 1907, les prélèvements se sont élevés à 25 millions, 14 millions seulement ont reçu une affectation, mais que, sur ces 14 millions, on n'en a payé que 6 aux bénéficiaires désignés. Ainsi, sur 25 millions qu'il a reçus, et que, d'après la loi, il avait le devoir de distribuer, l'État en a payé 6 et en a gardé 19 ».

(1) L. PORLIER, *Du fondement de la propriété minière*, conférence au 5^e Congrès de la propriété minière, tenu à Liège en 1912.

(2) *Ibid.*

Admettons même que, pour les fonds versés par les mines, les choses se passent plus régulièrement et que le « gaspillage » ne prenne pas de semblables proportions, ne peut-on pas craindre cependant des difficultés de la part des nouveaux concessionnaires, si l'on comprend ainsi l'affectation de leurs subventions ? Les prélèvements faits sur leurs bénéfices devraient, en bonne logique, retourner à leurs propres mineurs ; l'affectation spéciale donnée à leurs versements peut être considérée comme le motif de leur acceptation et ils peuvent dire, avec juste raison, qu'ils ont entendu faire œuvre charitable pour les ouvriers contribuant à la prospérité de leur entreprise, et nullement pour des mineurs employés dans des concessions d'une autre région, ne comportant ni travaux du même genre, ni extraction de minerais semblables, ni égalité de charges d'existence, par suite des conditions spéciales de la vie, si variables suivant les provinces.

Les mineurs eux-mêmes pourront entrer en lice, réclamer au ministre, pour les mêmes raisons, l'affectation aux œuvres d'assistance qui les intéressent spécialement, des ressources fournies par prélèvement sur la richesse qu'ils ont contribué à créer, et prétendre contrôler l'emploi des fonds, ou, tout au moins, rechercher si les versements patronaux de leur concession se retrouvent intégralement dans la caisse de leurs institutions propres de prévoyance et d'assistance, déduction faite des seuls frais de gestion et d'administration. La grande formule de la solidarité ouvrière joue peu dans les discussions financières et quand l'intérêt personnel entre en ligne de compte ; les discussions si violentes parfois des ouvriers de la mine nous en ont donné souvent la preuve, et la question des retraites en a été bien souvent l'occasion dans leurs congrès.

Si l'on peut supposer à quel chapitre budgétaire on pourra rattacher les versements promis aux institutions d'assistance, il n'en est pas de même pour ce qui concerne les « études et travaux connexes intéressant l'industrie « minière en France ». Les services réguliers du ministère suffisent à leur office et la contribution exigée des concessionnaires peut devenir hors de proportion avec l'idée que l'on se fait de leur bonne exécution. Il ne subsiste guère de recherches minières à effectuer, comme nous l'avons dit précédemment, et ce genre de travaux ne rentre assurément pas dans leur rôle ; l'initiative privée a suffi pour mener à bien la tâche, et l'appât du gain a été beaucoup plus fécond que n'aurait pu l'être l'institution d'une sorte de prospectorat officiel.

En attendant, le moyen le plus efficace pour « développer l'industrie minière en France » serait assurément de statuer sur les nombreuses demandes de concession en souffrance dans les bureaux du ministère.

Qui sait même si les travaux pour lesquels l'Administration des Mines sollicite les offres des demandeurs en concession ne consisteraient pas en tout autre chose que des travaux de prospection ou d'études générales ? Ne nous préparerait-on pas, avec leur concours, un essai d'exploitation d'Etat, comme peut le faire craindre l'article 14 du projet de la Commission des Mines de 1910 ? En vérité, le procédé serait plus que discutable, mais, avec les tendances de plus en plus en honneur, à quoi ne pourrait-on s'attendre et à quelles expériences ne nous réserve-t-on pas d'assister ?

CHAPITRE IV

Les Mines à l'Encan

Quelques jours après l'insertion à l'*Officiel* des décrets qui viennent de retenir notre attention, nouvel incident. On annonçait que le ministre des Travaux publics (1), le troisième dont l'instabilité parlementaire nous eût dotés depuis 1907, désireux de répondre favorablement aux instances des interprètes autorisés de l'industrie, allait procéder à l'adjudication de quelques concessions dans le bassin lorrain. Le ministre, dans l'impossibilité de juger des motifs ou considérations d'après lesquels « la préférence doit être accordée aux divers « demandeurs », avait pensé que le recours à une adjudication était le meilleur moyen d'éclairer sa religion.

Si l'on ne peut blâmer ce haut fonctionnaire d'éprouver semblable scrupule dans l'exercice d'une fonction qui lui est formellement réservée, il y a lieu de s'étonner, par contre, de le voir indemne de toute appréhension quand il s'agit, non plus de craindre favoriser tel ou tel intérêt particulier au détriment d'un autre qui lui a paru tout aussi estimable, mais bien de violer ouvertement l'une

(1) M. Jean Dupuy.

des lois dont il est chargé d'assurer le respect. La lecture d'un seul alinéa de la réponse du Conseil d'Etat à son prédécesseur de 1907 lui eût rappelé que « la stipulation « d'un versement en argent serait en contradiction avec « le principe de la loi du 21 avril 1810 ». Quelques lignes plus loin, le Conseil d'Etat paraissait bien admettre « dans « certains cas des offres de concours... pour exécution de « travaux publics intéressant l'exploitation future... comme « des preuves d'une intention sérieuse de mettre promptement en exploitation la mine à concéder », mais l'intention du ministre était tout autre ; il ne s'agissait plus, comme en 1899-1900, d'un véritable ouvrage d'utilité publique à exécuter, mais bien d'une réelle mise en vente des concessions au plus offrant.

Il y eut, comme on le pense, une très vive surprise dans les milieux intéressés, quand cette nouvelle y parvint ; la confirmation suivit presque immédiatement avec la publication de la lettre envoyée par le ministère aux divers demandeurs. On y pouvait lire ce qui suit :

« Si vous estimez avoir des titres à l'une des concessions précitées, vous aurez, s'il y a lieu, à m'adresser « une demande en concurrence portant sur tel des périmètres que vous jugerez convenable de demander et « qui n'aurait pas été compris dans votre demande primitive.

« Vous aurez, d'autre part, à me faire parvenir avant « le 15 juin, dernier délai, un exposé détaillé de vos « titres, comprenant notamment l'indication de vos « recherches, les sommes que vous y avez consacrées, la « nature et l'importance de vos besoins métallurgiques, « les offres de concours que vous croirez devoir faire à « l'Etat en vue d'études et de travaux à entreprendre par

« le Service des Mines pour développer l'industrie minière en France ou améliorer les conditions de l'exploitation, ou encore en vue des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles. »

Enfin, l'une des formes de l'adjudication publique était respectée autant qu'il se pouvait ; les documents et offres devaient être adressés « sous double enveloppe cachetée » et rester confidentiels, jusqu'au moment où ils seraient transmis au Conseil général des Mines.

Le résultat devait être le même qu'en 1912, car on avait pris soin de stipuler les mêmes affectations aux versements comme pour s'excuser encore de l'incorrection du procédé ; les décrets rendus à la suite des offres sollicitées devaient donc rationnellement avoir la même teneur et donner lieu aux mêmes critiques.

Il y avait cependant à y ajouter encore.

En effet, non contente d'agir irrégulièrement en sollicitant des offres de concours qu'elle devait comparer entre elles, l'Administration avait ajouté une nouvelle irrégularité aux autres ; elle avait déterminé, de sa propre initiative, les limites des concessions à accorder, et elle les offrait aux demandeurs telles qu'elles les avait établies, mais non telles qu'ils les avaient sollicitées. C'était sortir une fois de plus de son rôle. La loi ne lui permet aucunement d'agir ainsi et de procéder en quelque sorte à un lotissement préalable ; elle n'a qu'à prendre acte des demandes qui lui sont formulées et rechercher, parmi les demandeurs, celui qui lui donne les plus sûres garanties matérielles et morales pour la meilleure exploitation du gisement. Une pratique de ce genre va même à l'encontre des intérêts généraux qu'on croit ménager ; une concession, ainsi

déterminée arbitrairement, prendrait peut-être plus de valeur pour un demandeur, si certaines parties n'en avaient pas été détachées et annexées à un autre lot, et, partant, les offres des intéressés devaient certainement s'en ressentir. Il est certain, par exemple, que des métallurgistes, demandeurs de concessions houillères, rechercheront un tracé grâce auquel ils croiront déterminer un gisement leur donnant des charbons pouvant servir à l'alimentation des fours de leurs aciéries et à la fabrication du coke ; les qualités à teneur moins élevée en matières volatiles seront d'importance beaucoup moins considérable pour eux. Au contraire, un demandeur désireux de se livrer à l'exploitation, dans le seul but d'en mettre le produit dans le commerce, s'efforcera d'établir un périmètre grâce auquel il espérera rencontrer la plus grande variété dans la nature des charbons.

A cela, l'Administration peut répondre que l'objection ne porte pas pour le cas discuté, la nature du minerai ayant été reconnue semblable, mais il n'en est pas moins vrai que, si elle n'a pas trouvé d'autre moyen pour choisir les attributaires définitifs du gisement métallique, elle devra être amenée fatalement à agir de même quand il lui faudra départager les demandeurs de concessions houillères.

Elle peut ajouter que, pour établir son lotissement préliminaire, elle tiendra compte des désirs dont elle aura cru trouver l'expression dans les demandes elles-mêmes, mais alors, en ayant voulu éviter le reproche de partialité dans l'attribution, ne l'encourrait-elle pas à nouveau pour avoir semblé s'être trop inspirée des demandes de tel ou tel concurrent ?

Et d'où vient cette versatilité ? Le 5 avril, les

concessions sont attribuées suivant la procédure habituelle, sans recours apparent à l'adjudication, et, moins d'un mois plus tard, on juge indispensable cette nouvelle façon de faire. Les quatre concessions accordées n'avaient pas que leurs attributaires pour les solliciter ; l'*Officiel* a inséré les décrets de rejet des autres demandes ; comment donc, à un mois d'intervalle, l'Administration serait-elle devenue incapable de prendre une décision de même nature que celle dont elle vient d'assumer la responsabilité ? Qui ne voit tous les dangers auxquels elle s'expose par toutes ses hésitations et ses excursions en terrain extra-légal ?

Tout cela a été bien senti ; aussi, à peine la lettre du ministre était-elle publiée qu'une communication nouvelle suivait, sous forme de note officieuse aux journaux. Il ne s'agissait, disait-on, que d'un supplément d'enquête pour rechercher « le plus digne » parmi les demandeurs ; mais alors, pourquoi parler d'offres de concours parmi les titres dont le ministre se fera juge ? Ce n'était qu'un concours « sur titre » que l'on établissait ; mais qu'est-ce donc, en bonne logique, qu'un concours dans lequel l'un des titres principaux devant emporter l'attribution d'un bien consiste en un versement d'argent, quelle que soit sa destination ? Si ces offres entrent en ligne de compte, c'est bien à une adjudication que l'on procédera, quoi que l'on puisse dire pour s'en défendre ; le reste n'est que subtilité et ne tient pas, quand on veut vraiment aller au fond des choses.

Dans quelle situation se trouverait donc l'Administration vis-à-vis d'un demandeur évincé, malgré une « offre de concours » plus considérable que celle de l'attributaire définitif ? La lettre le sollicitant ne doit-elle

pas être comprise comme autre chose qu'une enquête complémentaire, et ne constitue-t-elle pas un véritable engagement pour elle ?

On a persisté cependant dans la même façon de faire ; il n'y a qu'à revoir les récents décrets de concession pour s'en convaincre.

Voici, par exemple, la concession de Mercy-le-Haut (25 mai 1913). Le décret et l'engagement « bénévole » (?) de l'attributaire rappellent bien, dans leur teneur, les décrets et engagements antérieurs en date, mais d'autres particularités intéressantes apparaissent.

Alors que précédemment, pour l'octroi des gisements de minerai de fer, l'Etat avait cru pouvoir se contenter de prélever à son profit 20 % du bénéfice net, pour Mercy-le-Haut, sa quote-part s'élèvera à 25 %.

De plus, la Société concessionnaire s'engage à mettre la mine en exploitation dans un délai maximum de cinq années à dater du décret en portant institution et, « comme justification complémentaire de cet engagement », elle garantit que le montant de ses versements à l'État ne sera pas inférieur à 20.000 francs, pour chacune des années qui suivront l'institution, et à 50.000 fr., pour chacune des dix années suivantes.

La destination des fonds versés reste la même que pour les concessions accordées depuis avril 1912, mais, de même aussi, on a ajouté que, si une disposition législative venait changer les affectations prévues, la Société concessionnaire restera tenue d'exécuter son obligation telle qu'elle l'a acceptée.

Enfin, la redevance fixe qui est de 0 fr. 50 par hectare concédé, depuis la loi du 8 avril 1910, est remplacée par une somme de 3 francs par hectare, une fois payée.

A la suite de quelles négociations, de quelles pressions de la part des agents du ministère, l'attributaire a-t-il cédé aux nouvelles exigences qu'on lui imposait ? La concession accordée est d'une belle étendue, plus de 2.000 hectares ; son minerai, à la fois calcaire et siliceux, en fait un des plus riches gisements de la région de Briey ; l'Administration ne manquerait point de trouver dans ces motifs la justification du relèvement de ses prétentions ; mais alors, ce serait elle-même qui, de sa propre initiative, s'est instituée juge de la valeur de ce gisement et l'a fixée arbitrairement. C'est donc à une véritable vente de gré à gré, en violation du principe de la gratuité, que l'on serait en droit de conclure tout d'abord.

Mais il y a plus. A la suite du décret institutif de la concession, d'autres décrets notifiaient rejet de demandes, portant en tout ou en partie sur les mêmes terrains ; il faut bien croire que les mêmes exigences ont été formulées auprès de leurs auteurs. Si ces derniers avaient bien voulu y souscrire à l'avance, c'est uniquement le pouvoir discrétionnaire du ministre qui a décidé en dernier ressort, et l'on en serait arrivé enfin à appliquer la loi de 1810, après l'avoir violée au préalable sur le point spécial de la gratuité. Si, au contraire, tous les demandeurs évincés n'avaient pas cru pouvoir les accepter, et n'y eût-il eu même, par ce moyen, qu'une élimination de premier degré, c'est à une véritable adjudication occulte qu'il a été procédé, comme l'indiquerait le chiffre supérieur du prélèvement de l'Etat, et une violation des principes généraux qui régissent la matière de l'adjudication est venue se greffer sur la violation de la loi minière.

Le principe de l'adjudication semble donc reprendre

une nouvelle vigueur, car, si souvent il a été discuté dans les projets de réforme du régime minier, jamais du moins on ne l'avait introduit dans la pratique. Plusieurs des projets signalés au Chapitre Ier croyaient trouver dans son application la solution rêvée. Le projet Brousse et Girard et le rapport Clemenceau en 1884, le projet du Gouvernement et celui de M. Wickerscheimer en 1886 concluaient à son adoption ; de même aussi, le projet déposé par le ministère en 1910 s'y confiait en dernier ressort. Le paragraphe premier de son article 20 était, en effet, ainsi conçu :

« Le ministre peut, après avis du Conseil général des
« Mines, décider que l'attribution éventuelle de la conces-
« sion résultera d'une adjudication entre les explorateurs
« demandeurs concurrents qui seront désignés par le
« Conseil d'État. »

Il semble, à cette lecture, que le Gouvernement ait pris en juste considération l'une des principales objections faites contre l'introduction de l'adjudication à l'origine du droit des concessionnaires ; l'intérêt national peut, en effet, courir les plus graves dangers, si elle est consacrée par la loi. La mine a toujours eu des séductions spéciales pour les esprits aventureux en quête d'un gain rapide. Les détrousseurs de l'épargne publique se sont toujours servis de préférence du placement de titres miniers pour parvenir à leurs fins ; il leur serait facile, à la faveur d'une adjudication, de s'assurer la possession d'un gisement, à n'importe quel prix, et d'écarter les adjudicataires sérieux ; le but poursuivi par eux étant la possibilité d'une émission de titres, fructueuse pour leurs intérêts personnels, plutôt que l'aménagement rationnel du gîte concédé, le résultat le plus certain serait, soit de

retarder la mise en valeur par les méthodes appropriées, soit d'exploiter dans des conditions déplorables de gaspillage, de façon à faire miroiter le plus tôt possible aux yeux de leurs dupes des résultats financiers sans lendemains. On en arriverait ainsi, après quelques essais infructueux, sur lesquels viendraient se greffer des catastrophes financières retentissantes, à détourner l'épargne d'emplois où elle trouverait de légitimes profits, tout en assurant le développement de la fortune publique et l'exploitation nécessaire des richesses que recèle son sous-sol.

Pour se couvrir contre ce danger, dans son projet de 1910, le Gouvernement abritait en quelque sorte sa responsabilité derrière celle du Conseil d'Etat et, dans l'article précité, lui confiait le soin de faire une sélection préalable entre les concurrents. A ne voir que le texte, on pourrait croire que le nombre de cas où on aurait recours à l'adjudication devrait être très limité, ainsi que l'écrit M. Ajam dans son rapport, en le commentant : « Il est des circonstances, *peu fréquentes il est vrai*, où « les titres des demandeurs sont sensiblement équivalents et « où le ministre ne peut faire un choix qui paraisse suffisamment justifié...; les concurrents ne peuvent être pris « que parmi les « explorateurs concurrents », et on a « spécifié le sens précis et limité de ces deux termes. » Mais, dans l'exposé des motifs du projet, on ne trouve pas la même précision ; en réalité, le dernier mot devra rester à l'Administration et au Conseil d'Etat, car l'article se termine par l'alinéa suivant :

« Un règlement d'administration publique fixera la « procédure de ces adjudications et les conditions sous « lesquelles elles auront lieu. »

Les « explorateurs » sont, par définition, les « propriétaires de la surface ayant fait la déclaration », ou les « explorateurs munis d'un permis administratif » ; il sera relativement facile d'en acquérir la qualité.

De plus, l'exposé des motifs est moins catégorique et il paraît bien, à sa lecture, qu'en dernier ressort, on en viendra à l'adjudication restreinte. « ... Le système de « l'adjudication est, au contraire, le plus avantageux, « lorsque l'Administration, ne pouvant sans arbitraire « choisir entre des concurrents qui lui paraissent avoir « des droits équivalents, ouvre une adjudication restreinte entre ces concurrents. L'article 20 prévoit, en « conséquence, qu'après avis du Conseil général des « Mines, le ministre peut décider que l'attribution éventuelle de la concession résultera d'une adjudication. « Dans ce cas, les concurrents admis à se présenter « seront désignés par le Conseil d'Etat... »

En quoi donc le Conseil d'Etat serait-il plus compétent que le Conseil général des Mines pour apprécier la valeur des concurrents ? A moins que l'on ne crée auprès de la Haute Assemblée un nouveau service de fonctionnaires spécialistes en la matière, ce sont les agents du ministère des Travaux publics qui feront l'étude préalable des dossiers des demandeurs, et, dans tous les cas, les nouveaux attachés du Conseil d'Etat les recevront de leurs mains complètement en état ou à très peu de chose près ; comment donc le Service des Mines, reconnu apte à préparer le travail du Conseil d'Etat, ne le serait-il pas tout autant quand il s'agirait de le faire pour le ministre ?

Ce que l'on a cherché n'est pas autre chose qu'un déplacement de responsabilité ; les attaques que l'on a

voulu éviter contre le pouvoir discrétionnaire du ministre n'en existeront pas moins, mais au lieu d'être dirigées contre ce haut fonctionnaire, elles le seront contre le Conseil d'Etat.

Cette assemblée, à laquelle on s'efforce louablement de donner une autorité morale au-dessus de toute discussion, se trouvera en butte aux réclamations violentes de demandeurs déçus, protestant contre une décision qui ne les a pas jugés dignes de mettre leurs enchères, ou leurs offres, en concours avec celles de tels ou tels autres demandeurs, dont ils discuteront âprement les titres. L'assimilation de l'exploitation minière avec une concession de travaux publics, poursuivie avec tant de ténacité, conduirait fatalement à appliquer aux demandes en concession les règles générales suivies dans les adjudications de travaux ; or, il n'est pas accordé, dans ce cas, un pouvoir arbitraire d'exclusion à l'Administration. Il existe des recours juridictionnels contre les décisions d'exclusion ; logiquement, et tôt ou tard, on en viendrait à les étendre à ce nouveau contentieux, et le Conseil d'Etat se trouverait dans l'impossibilité d'écarter, de sa propre autorité, des enchérisseurs jugés par lui nuisibles aux intérêts bien compris de la nation.

Le Conseil d'Etat, il faut bien le reconnaître, ne récolterait en réalité que ce qu'il aurait semé, et, partant, serait peut-être moins à plaindre, si l'on n'avait à se préoccuper des autres conséquences de la nouvelle procédure ; l'expédient trouvé par le Gouvernement pour se mettre à couvert ne vaut réellement rien sous aucun rapport.

Si le législateur veut prendre la responsabilité d'introduire dans la loi minière le principe de l'adjudication, avec tout son cortège de conséquences plus déplorables

les unes que les autres, libre à lui de le faire. Mais alors, puisqu'on s'attaque à l'arbitraire, il ne suffit pas d'en changer seulement l'auteur possible ; il est inutile de mêler le Conseil d'Etat à la procédure pour un autre rôle que son rôle actuel. Espérons cependant que le Parlement voudra épargner au pays un essai dont les résultats ne peuvent être que désastreux.

En attendant, la pratique introduite par l'Administration est suivie de façon constante. C'est un véritable droit prétorien que l'on tend à créer à côté du régime de la loi.

Le rapporteur du budget des Travaux publics de 1913 s'en félicite en le constatant, et, après avoir déploré l'inertie du Gouvernement pendant deux années, il espère que « le trouble profond » causé par la suspension d'exercice de la loi va pouvoir cesser, grâce à la pratique des « offres de concours », que le Conseil d'Etat a bien voulu admettre, en attendant la revision de la loi qui, écrit-il, « progressait lentement », et son adoption « qui « paraissait encore bien lointaine ».

C'est donc bien le pouvoir administratif empiétant sur les attributions du pouvoir législatif, et se substituant à lui, de sa propre autorité, pour la réforme d'une loi.

Le document tout récent que nous donnons ci-dessous vient donner, entre tant d'autres, une preuve palpable de toutes ces tractations et négociations occultes, en même temps qu'il montre bien la situation qui est faite aux demandeurs de concessions.

Dans le rapport soumis, en mai dernier, à l'Assemblée générale des actionnaires de la Société lorraine de Charbonnages réunis, par son Conseil d'administration, on pouvait lire ce qui suit :

« L'exercice écoulé, *le neuvième de la Société*, n'a pas encore apporté l'octroi de la concession attendue, fruit de nos dépenses et de nos travaux.

« Nos démarches ont toutefois obtenu de l'Administration supérieure qu'à la suite d'une nouvelle étude de la question, elle propose au ministre l'attribution d'une seule concession à notre Société, concession remplaçant les deux périmètres antérieurement proposés pour notre Société et pour nos filiales.

« Les conditions mises par le Gouvernement à l'octroi de cette concession comportent, sous la forme de la participation de l'Etat dans les bénéfices à retirer de l'exploitation de la mine, des sacrifices que ne consacre pas la loi, et qui pourraient écartier les capitaux, quand on voudrait constituer une société d'exploitation de la mine.

.
« En outre, la communication qui nous a été faite à ce sujet avait seulement le caractère d'une indication et ne constitue pas un engagement de concéder, dans le cas où nous accepterions les conditions imposées. »

On ne peut plus clairement exposer les choses et dénoncer les agissements dont sont victimes les demandeurs. Leur requête est prise en considération ; on leur indique la façon onéreuse de s'acquérir la bienveillance de l'Administration, sans prendre d'ailleurs, vis-à-vis d'eux, aucun engagement, au cas où ils l'acceptent ; et pendant que les ministres déplorent à la tribune la difficulté pour l'industrie nationale d'extraire du sous-sol la houille qui lui est nécessaire, leurs services font attendre neuf années une Société qui offre de risquer des capitaux

dans une entreprise qu'ils proclament indispensable au développement économique du pays.

Ajoutons que, pendant ces neuf années, cette Société a dépensé, en travaux de recherches, une somme de 1.382.444 francs, sur un capital de 1.650.000 francs, et, si l'on fait entrer en ligne de compte les intérêts composés à 5 % des fonds ainsi immobilisés, c'est une somme de 773.967 francs qu'il faudrait ajouter à son passif.

On ne peut exiger du Gouvernement une solution immédiate, sitôt qu'une demande de concession lui est adressée ; mais réellement, n'y a-t-il pas là un excès déplorable. Est-ce par des procédés de ce genre que l'on pense encourager des initiatives jugées si utiles ? (1)

(1) Dans l'enquête récente ouverte par la revue *Finance-Univers* sur le besoin de capitaux dans les différentes industries, on relève la déclaration suivante, faite par M. Gruner, vice-président du Comité central des Houillères de France :

« ...Les capitalistes n'ont donc pas manqué de hardiesse.

« Ce qui a, depuis bien des années, enrayé l'activité minière et « découragé les capitalistes, c'est l'inconcevable attitude du Gou-
« vernement, qui ajourne, d'année en année, l'octroi de toute
« concession nouvelle, jusqu'au jour où le Parlement aura édicté
« un nouveau Code minier pour remplacer la loi de 1810, pourtant
« si remarquable à tous égards, qui a été le fondement de la richesse
« houillère française et que la plupart des nations étrangères ont
« adoptée sans changements essentiels.

« C'est cette hésitation du Gouvernement à concéder des gites
« nouveaux qui retarde indéfiniment le groupement des capitaux
« pourtant prêts à intervenir pour l'essai de mise en valeur, non
« seulement des gites houillers péniblement entrevus, mais aussi
« des gisements de minerais de fer, de minerais aurifères et autres,
« reconnus dans plusieurs districts français.

« C'est cette hésitation qui a précipité vers la Westphalie, vers
« la Campine belge, et, d'une façon générale, vers l'étranger, les
« capitaux considérables qui n'ont pas trouvé à s'employer en
« France. »

.....
(*Finance-Univers*, n° du 15 mars 1913, p. 19.)

Actuellement, du fait du retard dans l'octroi des concessions, on évalue à plus de cent millions la perte des salaires ouvriers. Quant aux demandeurs, voici ce qu'écrivait à leur adresse une revue spéciale, il y a plus d'un an :

« Capitalistes, on a calculé que, dans les 172 concessions en instance, il avait été dépensé par vous près de « *soixante millions*; soyez patients, les intérêts courent. » (1)

Que l'on ajoute à ces soixante millions les cinquante autres millions sortis de France, dont M. Lebrun parlait en 1907, et qui n'ont fait qu'augmenter depuis, c'est plus de cent dix millions perdus sans retour pour l'industrie nationale.

(1) *Echo des Mines*, août 1912.

CHAPITRE V

L'Etatisme dans les projets de réforme parlementaire et dans les actes administratifs

Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'exposer et de critiquer les idées d'Etatisme qui, de plus en plus, s'affirment, sous les formes les plus diverses, dans les récents projets de réforme du régime des mines et dans les actes administratifs, c'est-à-dire dans les décrets de concessions.

Il serait intéressant de rechercher, dans les projets de loi déposés depuis la première législature, la façon dont ces idées ont pris corps et la manière dont elles se sont développées, sous l'influence sans cesse grandissante de la propagande socialiste ; mais cela dépasserait le cadre de notre travail.

Aussi nous bornerons-nous à étudier les projets déposés par le gouvernement dans la présente législature et dans la précédente.

SECTION I

Les Projets de Loi de 1908 sur les Mines et le Rapport Zévaès

La Nationalisation des Mines

A la date du 17 novembre 1908, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre deux projets de loi :

1^o Un projet de loi sur le rachat des concessions de mines, présenté par M. Louis Barthou, ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, et M. Caillaux, ministre des Finances (1) ;

2^o Un projet de loi sur le régime général des mines, présenté par MM. Barthou, J. Caillaux et Viviani, ce dernier, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (2).

Ces deux projets furent renvoyés à la Commission des Mines.

Le premier projet, sur le rachat des concessions de mines, n'est pas, comme son titre paraît l'indiquer, un projet de rachat de toutes les concessions ; l'exposé des motifs est d'ailleurs peu précis sur le but exact du projet, et, à le lire, on ne voit pas bien à quoi veut en venir le Gouvernement. Il s'exprime ainsi :

« Il faut le reconnaître, il peut se produire des *circons-*
« *tances particulières* où il serait nécessaire que le Gou-
« vernement pût reprendre la libre disposition d'une
« mine déterminée.

(1) Chambre. des députés, annexe au P. V. de la 2^e séance du 17 novembre 1908, n^o 2113.

(2) Chambre des députés, annexe au P. V. de la 2^e séance du 17 novembre 1908, n^o 2114.

« La loi de 1810 prévoit bien qu'un concessionnaire
« peut être exproprié pour cause d'utilité publique, en
« vertu de lois spéciales, dans les cas et selon les formes
« prescrites pour les autres propriétés ; l'indemnité qui
« lui est due est réglée conformément aux dispositions
« du droit commun. Mais la législation ne prévoit pas le
« rachat des concessions, et il y a là une lacune qu'il
« nous a paru opportun de combler.

« Tel est l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre. »

Nous ne saurions nous contenter de cette simple expression « circonstances particulières ».

L'article 1^{er} est ainsi conçu :

« A toute époque, l'Etat peut racheter, conformément
« aux dispositions de la présente loi, toute concession de
« mines, libre de toutes charges provenant du fait du
« concessionnaire. »

Les autres articles — 18 en tout — se rapportent aux modalités du rachat.

Le deuxième projet sur le régime général des mines a une tout autre importance. C'est une refonte complète du régime de la loi de 1810 et c'est la consécration pratique de toutes les tendances étatistes qui, depuis plus de trente ans, s'accusent de plus en plus ouvertement au Parlement.

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement critique le système actuel : « Trois reproches, dit-il, peuvent être adressés au système qui résulte de l'application de la loi telle qu'elle est faite.

» On a été choqué, dans certaines circonstances exceptionnelles, de la disproportion évidente entre l'effort

« de l'explorateur et la valeur de l'attribution ; en
« d'autres termes, on s'est élevé contre le principe de la
« gratuité qui a été constamment observé depuis la mise
« en vigueur de la loi de 1810. On a regretté, d'autre
« part, que certaines conditions qui, dans quelques
« circonstances, paraissaient opportunes ou justifiées,
« n'aient pu être imposées à l'attributaire. Dans certains
« cas, enfin, l'Administration ne pouvait arriver à faire
« un choix motivé entre les demandeurs qui se présen-
« taient avec des titres équivalents. »

Pour remédier à cette situation, le Gouvernement estime que l'Etat peut prélever une part des bénéfices et, pour ne léser aucune des parties (!), il adopte le système du partage des bénéfices. Mais l'Etat ne se contente pas de si peu ; puisqu'il paraît décidé à prendre sa part du gâteau, il la veut belle, et l'exposé des motifs poursuit ainsi :

« Jusqu'ici, l'Administration n'avait pas cru devoir
« imposer aux concessionnaires d'obligations spéciales,
« autres que celles explicitement prévues par la loi. Le
« Conseil d'Etat, récemment consulté à cet égard, a
« posé le principe qu'en l'état actuel de la législation,
« les seuls démembrements que pouvait subir la pro-
« priété d'une mine, aussi bien lors de son institution
« qu'au cours des transmissions dont elle est l'objet,
« sont ceux qui rentrent dans les droits réels admis
« par le Code civil. Il y a des circonstances, cependant,
« où il peut être équitable ou nécessaire d'astreindre
« l'attributaire et ses successeurs à certaines conditions
« non prévues par la loi actuelle. L'article 17 du projet
« de loi introduit à cet égard un principe nouveau,
« d'après lequel le Gouvernement a la faculté d'imposer

« à l'attributaire, en vertu d'un engagement souscrit par
« lui et visé par l'acte de concession, l'obligation pour
« lui et ses successeurs, soit de *construire une usine*, de
« la nature de celles qui emploient les produits à extraire
« de la mine, soit de *concourir à l'exécution de travaux*
« pour la création ou le développement de voies de
« communication destinées à desservir la mine, soit de
« *donner une subvention* à des établissements créés en
« faveur des ouvriers de la mine. A défaut par le conces-
« sionnaire de se conformer aux obligations prescrites,
« il peut être déchu de sa concession. »

C'est la première fois qu'apparaît ce que l'on a appelé
la *servitude d'usine*.

Le paragraphe qui suit pose le principe de l'adjudication :

« Enfin, s'il n'y a pas de motifs déterminants pour
« fixer le choix du Gouvernement parmi les divers
« demandeurs dont les titres sont jugés équivalents, le
« projet porte que le choix de l'attributaire éventuel
« résultera d'une *adjudication* entre les concurrents. Lors-
« qu'il aura été décidé qu'il y a lieu de recourir à cette pro-
« cédure, le Conseil d'Etat sera appelé à désigner les
« demandeurs concurrents admis à soumissionner. Cette
« procédure est analogue à celle qui est suivie dans le cas
« des adjudications restreintes où la désignation des
« concurrents admis à soumissionner est faite par une
« commission spéciale. »

Ainsi, trois principes sont posés par l'exposé des motifs,
trois idées directrices sont à la base du projet de loi :

1^o Participation de l'Etat aux bénéfices ;

2^o Obligation pour les concessionnaires, dans certains
cas, de construire une usine, de concourir à l'exécution
de travaux pour le développement des voies de

communication, ou de subventionner des établissements créés en faveur des ouvriers ;

3^o Principe de l'adjudication pour désigner l'attributaire.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, ce projet fut renvoyé à la Commission des Mines. Il est intéressant de connaître les noms des membres de cette Commission. Elle était composée de MM. Dron, président ; Basly, Charpentier, Gabriel Baron, Léon Janet, vice-présidents ; Thivrier, Andrieu, Pelisse, Simonet, Besnard, Jean Grillon, secrétaires ; Vidon, Selle, J. Cornudet, Ridouard, Chau-meil, Varenne, Ledin, Demellier, Ghesquière, Allemane, Torchut, Durre, Jacques Piou, Zévaès, Bouveri, Bar, Plichon, Mélin, Lhopiteau, Cuttoli, Dehove, Alfred Le Roy (Nord).

Comme on le voit par cette énumération, les socialistes n'étaient pas oubliés, et ce fut l'un d'eux qui fut nommé rapporteur : M. Zévaès.

On pourrait croire que ce socialiste profiterait de l'occasion unique qui lui était offerte pour faire le procès de la société moderne et pour discuter vigoureusement la théorie individualiste qui est à la base de la loi de 1810. Or, contrairement à ce que l'on en pouvait attendre, son rapport ne contient aucun exposé doctrinal ; il se borne à affirmer, il ne cherche pas à démontrer.

Il déplore, tout d'abord, que l'Etat, en échange de la propriété perpétuelle et transmissible qu'il a créée en instituant une concession, se soit seulement réservé le droit de prélever, sous le nom de « redevances », un très modeste impôt sur le produit de l'exploitation des mines. M. Zévaès voudrait voir s'accréditer cette idée d'après laquelle les mines sont les biens les moins imposés.

Une semblable affirmation ne résiste pas au moindre examen. Voici, d'après M. Ajam, établi avec autant d'exactitude que possible, le tableau des impôts qui frappent normalement aujourd'hui une exploitation minière :

Contribution foncière des propriétés bâties : sur toutes les constructions sans exception, même celles qui servent uniquement à l'exploitation minière : maisons ouvrières, bâtiment recouvrant les puits, usines servant à la préparation, magasins de toutes sortes, voies ferrées, et même sur les câbles aériens, servant au transport des produits extraits.

Contribution foncière des propriétés non bâties : sur tous les terrains quelconques possédés au jour.

Contribution personnelle-mobilière : sur tous les locaux à l'usage de la direction et des divers organes de la Compagnie, locaux servant aux réunions du Conseil d'administration et des assemblées.

Contribution des portes et fenêtres : sur les ouvertures de tous locaux habitables : logements d'employés, usines, bureaux, magasins, ateliers, hangars...

Contribution des patentes (fours à coke, usines à agglomérer et industries diverses annexes).

Taxe additionnelle à la contribution des patentes pour le fonds de garantie (loi du 2 avril 1898 sur les accidents du travail).

Taxe des biens de main-morte.

Impôts sur les titres :

Droits de timbre sur les actions et obligations.

Droits de transmission sur les actions et obligations.

Taxe de 4 % sur le revenu des actions et obligations.

Taxe des prestations (chevaux et voitures employés soit au jour, soit au fond). Cette taxe est particulièrement lourde dans les communes où la prestation en nature est remplacée par des centimes additionnels aux quatre contributions (loi de budget de 1903).

Taxe des chevaux et voitures.

- Taxe des automobiles, vélocipèdes, chiens, etc.
- Impôts pour Chambres de commerce.
- Frais de contrôle des appareils à vapeur.
- Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer (embranchements particuliers).
- Frais de contrôle des distributions d'énergie.
- Taxe des poids et mesures.
- Droits pour lignes télégraphiques et téléphoniques.
- Droits de timbre et d'enregistrement pour achat d'immeubles, marchés, baux, etc.
- Timbres de quittance et d'effets de commerce.
- Taxes municipales diverses (octroi, etc.).
- Subventions industrielles pour chemins, canaux, etc.
- Les mines sont en outre soumises à des centimes additionnels pour le fonds de garantie (loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail) ; à une redevance pour la rétribution des délégués mineurs, etc.

M. Zévaès ne peut nier que l'industrie minière se soit considérablement développée depuis un siècle ; mais, d'après lui, il ne faut pas attribuer cette prospérité aux bienfaits de la loi de 1810 : « Ce qui a provoqué l'essor « des divers modes d'exploitation des mines, dit-il, ce « sont les continuels progrès de l'industrie de la métal-
« lurgie, des moyens de transport ; c'est encore la paix
« stimulant l'esprit d'entreprise. » Evidemment, l'industrie minière, comme toute industrie, ne peut prospérer que dans la paix, mais il faut autre chose pour la faire prospérer, il faut l'esprit d'initiative, le travail, une bonne gestion et surtout la liberté pour le concessionnaire de gérer au mieux des intérêts de ses mandants.

Tous les griefs que peut invoquer M. Zévaès contre la loi de 1810 sont les suivants :

« Par contre, l'Etat frustré de son domaine, dépouillé
« de tout contrôle sur la gestion de celui-ci, réduit à une

« redevance dérisoire ; près de la moitié de ce domaine
« minier laissé improductif, bien que concédé ; nos
« diverses industries, dont la houille est le pain, ren-
« dues tributaires des compagnies minières ; telles sont
« les néfastes conséquences, aussi naturelles qu'inévi-
« tables, de la loi du 21 avril 1810 et du démembrement
« de la nation qu'elle a organisé. »

M. Zévaès s'attache ensuite à démontrer que les Compagnies ont, depuis leur origine, réalisé d'énormes bénéfices ; il traite aussi la question de la situation des ouvriers mineurs et des grèves. Un chapitre est consacré à la législation étrangère, et enfin, nous trouvons sa conclusion dans le chapitre VII, dont le titre seul est tout un programme : *La Nationalisation des Mines*.

« C'est donc à la nationalisation des mines — c'est-à-dire au retour à la nation de la propriété minière et à son exploitation sous le contrôle de la nation — que nous concluons, dit M. Zévaès.

« Cette nationalisation est justifiée par le caractère même de la production dont il s'agit : le charbon est nécessaire à toutes les industries, à tous les moyens de transport ; il est indispensable à tous. Nationaliser les mines, c'est libérer la nation tout entière du tribut qu'à l'heure présente, et depuis 1810, elle paye aux compagnies concessionnaires. »

Puisque le charbon est indispensable à tous et que, pour ce motif, M. Zévaès propose de nationaliser sa production, nous sommes étonné qu'il n'ait jamais proposé au Parlement, lorsqu'il en faisait partie, de nationaliser la production du blé, de la vigne, en un mot, de toutes les matières — et elles sont nombreuses — qui sont indispensables à la vie nationale. M. Zévaès ajoute :

« Enfin, si la propriété se justifie par le travail individuel
« qui y est incorporé, comment la justifier dans ces
« exploitations dont la base même est une concession de
« l'Etat et dont la matière produite est une richesse
« soustraite par définition à l'appropriation individuelle. »
Avec l'affirmation du droit de l'Etat au domaine éminent,
c'est toute la théorie socialiste de la valeur qui est posée,
avec toutes ses conséquences possibles.

Quels sont les avantages qui, d'après le rapporteur,
résulteraient de la nationalisation des mines ?

Il en distingue quatre essentiels :

« Organisation et unité de la production ;

« Source de revenus pour la nation ;

« Amélioration des conditions d'existence du personnel
« ouvrier ;

« Régularisation des prix de vente. »

Et il conclut en ces termes :

« Nous voulons enfin qu'un meilleur parti soit tiré des
« richesses minières de la France. A l'heure actuelle,
« il n'existe aucune organisation méthodique pour les
« rechercher et les déterminer, aucune commission
« d'études chargée d'explorer minutieusement une région
« géologique donnée. Soucieux de ne pas laisser à l'état
« de capital mort une portion plus ou moins considé-
« rable des richesses de notre sous-sol, nous énumérons,
« parmi les attributions du Conseil national des Mines,
« la recherche attentive et régulière des gîtes nouveaux
« et nous décidons que, sur les recettes produites par
« l'exploitation, une part servira à indemniser et encou-
« rager cette recherche. »

Le rapporteur regrette qu'il n'y ait pas de « commission

« chargée d'explorer minutieusement une région géologique déterminée » !

On s'est souvent complu, non sans raison, à critiquer le travail des commissions ; nous ne pensons pas qu'en cette matière une commission ferait mieux que ce que font habituellement les commissions. Les recherches aboutiraient à un rapport... et ce serait tout ! Jusqu'à preuve du contraire, nous persistons à croire que les meilleures explorations seront faites par ceux qui y ont un intérêt immédiat, et qui sont attirés vers ces recherches par l'appât d'un gain parfois largement rémunérateur, mais souvent aussi problématique.

Nous n'insisterons pas sur le texte du projet de loi qui accompagne le rapport.

Ce n'est pas là un code réglant une branche importante de l'industrie nationale, ce n'est pas une charte économique, c'est un texte de pure fantaisie.

Dans un ouvrage récemment paru (1), M. Rostaing critique vivement la théorie étatiste de la nationalisation des mines :

« L'industrie nationalisée des mines, dit-il, pourrait être une cause de perturbation grave dans le budget de l'Etat, plutôt qu'une source de revenus pour la nation. Les bénéfices retirés par l'Etat prussien de l'exploitation de ses mines sont bien médiocres, si l'on tient un compte juste de l'énormité des entreprises fiscales.

« Or, l'Etat prussien s'efforce d'exploiter comme une société privée en faveur de ses ouvriers ; il n'a pas fait

(1) ROSTAING, *Etude sur le régime des concessions de mines*, Lyon, 1913, p. 199 et suiv.

« plus que n'ont fait les grandes sociétés de Westphalie ;
« il semble même que les ouvriers de l'Etat allemand
« reçoivent un salaire moindre (1).

« Si l'Etat doit exploiter comme le ferait une compagnie
« privée, à quoi bon nationaliser les mines ? »

M. Rostaing ajoute :

« Les partisans de la nationalisation des mines parais-
« sent considérer le retour à la nation des richesses
« minières comme la solution juste et nécessaire d'une
« question de principe avant tout : alors que, dans une
« matière qui touche à l'économie politique, il faut, pra-
« tiquement et sans parti pris doctrinal, s'efforcer vers
« la plus grande utilité économique et le meilleur profit
« social.

« La nationalisation des mines serait une opération
« pleine de dangers pour les intérêts généraux du pays,
« dont l'avenir économique serait compromis. Jamais,
« nulle part, un Etat n'a tenté de s'appropriier tout le
« domaine minier : la Hollande, la Prusse n'ont pas
« nationalisé les mines. L'Etat prussien a constitué son
« domaine minier sans législation spéciale. Il est impos-
« sible que soit votée la proposition de loi de M. Zévaès
« qui, d'ailleurs, n'indique pas la solution de la difficulté
« essentielle de la nationalisation. »

M. A. Amieux (2), dans un article paru dans la *Revue des Questions pratiques de législation ouvrière et d'Économie*

(1) Nous verrons, à notre chapitre VI, ce qu'il faut penser et conclure de la gestion des mines fiscales allemandes.

(2) A. AMIEUX, « Le régime des mines en France. » *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, année 1909, page 281.

sociale, en 1909, critique de même, et très vivement, la théorie de la nationalisation à laquelle conclut M. Zévaès :

« Le projet de M. Zévaès, écrit M. Amieux, ne présente
« pour nous qu'un intérêt de curiosité : nous ne croyons
« pas qu'il puisse se réaliser sous sa forme actuelle et
« avec la formule absolue de son article premier.

« Les mines déjà concédées, dit-il en substance, feront
« retour à la nation. Aucune concession ne sera possible
« pour les mines qui seront ultérieurement découvertes.

« Ce projet ne saurait avoir notre confiance : non pas
« que nous repoussions l'idée d'un organisme fournissant
« des ressources pour la création des retraites ouvrières.
« Mais il faudrait savoir ce que l'on veut. Veut-on trancher
« le principe de la législation des mines ? Veut-on simplement trouver de l'argent pour les réformes sociales ?

« Si l'on veut trancher une question économique, il ne
« faut pas lancer l'Etat dans une aventure comme serait
« celle qui consisterait à reprendre les concessions. Comment, d'ailleurs, exiger la rétrocession, dans quelles
« conditions et en échange de quoi ? M. Zévaès tourne
« la difficulté en laissant à d'autres le soin de déterminer
« les conditions de la reprise des concessions. Une loi
« ultérieure tranchera cette question accessoire. Ah ! le bon
« billet que nous avons là ! Et que nous sommes payés,
« par l'exemple des retraites ouvrières, pour savoir ce
« que deviennent les lois sociales quand on ne prévoit pas
« ce que coûtera à l'Etat leur exécution.

« Est-il donc si nécessaire de transformer l'Etat tour
« à tour en entrepreneur de transports, en mineur, etc.,
« pour lui procurer des ressources ? Où s'arrêtera-t on
« dans cette voie, et l'origine de ressources la plus

« abondante ne serait-elle pas dans une administration
« sage et économe, dans la suppression du gaspillage dont
« la marine et les arsenaux maritimes ne donnent qu'une
« faible idée ?

« Nationalisons, oui ! mais réservons le libre jeu de
« l'initiative individuelle : elle est encore le plus sûr
« garant du bien-être de la masse ! »

M. Painlevé, qui cependant n'est pas tendre pour la loi de 1810 (1), prend néanmoins parti contre la nationalisation dans un article écrit en 1911 dans *Le Parlement et l'Opinion* (2) :

« L'Etat ne va-t-il pas se heurter à la concurrence
« malveillante des exploitations en activité ?... Et les
« embarras budgétaires ne l'entraîneront-ils pas à une
« exploitation plus fiscale qu'industrielle, j'entends au
« prélèvement immédiat de tous les bénéfices pour le
« grand dommage de l'avenir de ses entreprises ? Il ne
« pourrait surmonter ces graves difficultés initiales que
« s'il était secouru par un puissant courant d'opinion.
« Or, ce courant fait défaut aujourd'hui. Pour ces rai-
« sons et pour beaucoup d'autres, la nationalisation des
« mines nouvelles est une solution qui ne paraît avoir
« aucune chance d'être adoptée. »

La crainte qu'exprime M. Painlevé relativement à l'esprit de réalisation immédiate qui inspirerait la gestion de l'Etat se justifie, quand on lit, sous la plume de

(1) Voir l'*Effort Social* du 15 juillet 1910, article de M. P. PAINLEVÉ : « La Question minière ».

(2) *Le Parlement et l'Opinion*, numéro du 10 février 1911.

M. Renard (1), le théoricien socialiste, qu' « une exploitation unique *ne serait pas tenue de maintenir en exploitation les mines décidément reconnues comme trop peu avantageuses* et, par l'unité de direction; « pourrait concentrer les efforts sur les exploitations les plus économiquement et avantageusement productives ».

Ce serait, en réalité, la fermeture, partielle tout au moins, de nombre d'exploitations peu rémunératrices peut-être pour leurs possesseurs, mais qui apportent cependant, à l'heure présente, leur quote-part à la richesse nationale ; ce serait le sacrifice de l'intérêt des générations futures à celui des générations présentes fait par l'Etat qui, perpétuel de sa nature, leur doit à toutes la même sollicitude et les doit mettre sur le même pied d'égalité ; ce serait l' « après nous le déluge », érigé par lui et pour lui en dogme économique.

Quand on connaît les sacrifices considérables qu'exige la mise en exploitation d'une mine, on est en droit de se demander ce qu'il en adviendrait après quelques années seulement d'une telle gestion.

La théorie de la nationalisation des mines n'est pas sérieusement soutenable ; elle est, partant, moins à craindre que d'autres formes d'Etatisme. Plus dangereux sera l'Etatisme que nous trouverons dans le projet de 1910.

(1) Georges RENARD, *Le socialisme à l'œuvre*, p. 265.

SECTION II

Le Projet de Loi de 1910

Le Rapport Ajam

Le projet déposé en 1908 n'étant pas venu en discussion avant la fin de la législature, le Gouvernement déposa au début de la présente législature, dans la séance du 30 juin 1910, un nouveau projet de loi sur le régime général des mines (1) ; il fut présenté par MM. A. Millerand, ministre des Travaux publics ; Georges Cochery, ministre des Finances, et René Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce projet se rapproche beaucoup de celui de 1908 ; nous n'analyserons pas l'exposé des motifs qui est, à peu de chose près, la reproduction de l'exposé des motifs de 1908 ; nous signalerons, cependant, qu'en outre des obligations que le projet de 1908 imposait aux concessionnaires :

- 1^o Participation de l'Etat aux bénéfices ;
 - 2^o Obligation pour les concessionnaires de construire une usine et de subventionner des établissements en faveur des ouvriers, etc. ;
 - 3^o Principe de l'adjudication pour désigner l'attributaire,
- le projet de 1910 créait une obligation nouvelle : *la participation des ouvriers aux bénéfices.*

(1) Chambre des députés, annexe au P. V. de la séance du 30 juin 1910, n^o 202.

Les articles du projet qui, par leur essence, s'inspirent de ces principes étatistes sont les suivants :

1° Participation de l'Etat aux bénéfices :

ART. 60

Si le produit net d'une concession dépasse le dixième du capital de premier établissement, estimé comme étant celui qui serait actuellement nécessaire pour établir la mine avec la production effective maximum qu'elle a pu atteindre avec le concessionnaire actuel, la redevance sur l'excédent sera portée à 20 %.

Le capital de premier établissement visé à l'alinéa précédent est évalué par le ministre, sauf recours au Conseil d'Etat au contentieux, en tenant compte des conditions actuelles de gisement et d'exploitation de la mine, dans le district où elle est située. Ce prélèvement supplémentaire pourra être accru avec la production de la mine.

2° Obligation pour le concessionnaire de construire une usine et de subventionner la construction de voies de communication, ainsi que des établissements en faveur des ouvriers :

ART. 17

L'acte de concession peut astreindre l'attributaire, en conformité d'un engagement par lui souscrit et visé par ledit acte, à l'une des obligations suivantes :

1° Construire une usine de la nature de celles qui emploient des produits à extraire de la mine ;

2° Donner une subvention pour construire ou développer des routes, voies ferrées ou voies navigables pouvant être utilisées par les produits à extraire de la mine ;

3° Donner une subvention à des établissements créés ou à créer en faveur des ouvriers mineurs et dont pourraient profiter les ouvriers de la mine.

Ces obligations astreindront tous les concessionnaires ultérieurs de la mine dans les limites et dans les conditions de l'engagement originaire. Elles pourront à toute époque, en conformité de la demande du concessionnaire, être modifiées ou supprimées par un décret rendu dans les formes de l'acte de concession, à l'exception de l'enquête locale prévue à l'article 19.

A défaut par le concessionnaire de se conformer aux obligations prévues par le présent article, la déchéance peut être prononcée et poursuivie, dans les conditions prévues aux articles 74 et suivants.

3° Principe de l'adjudication :

ART. 20

Le ministre peut, après avis du Conseil général des Mines, décider que l'attribution éventuelle de la concession résultera d'une adjudication entre les explorateurs demandeurs concurrents qui seront désignés par le Conseil d'Etat.

Un règlement d'administration publique fixera la procédure de ces adjudications et les conditions sous lesquelles elles auront lieu.

4° Participation des ouvriers aux bénéfices :

ART. 18

Les attributaires des concessions qui seront désormais instituées seront tenus d'intéresser les ouvriers aux bénéfices, en conformité des règles qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

Ce projet de loi fut soumis à la Commission des Mines, qui était composée de la façon suivante :

MM. Dron, président ; Edouard Andrieu (Tarn), Basly, Coureau, Monestier, vice-présidents ; Thivrier, Python, Lamendin, Cabrol, Noël, Boudoint, secrétaires ; Ajam,

Bar, Becays, Paul Bignon, Georges Bonnefous, Julien Bougues, Bouveri, Emmanuel Brousse, Davaine, Delelis-Fanien, Devèze, Jacques-Louis Dumesnil, Alfred Dumont (Nord), Durafour, Camille Fouquet, Franklin-Bouillon, Gaffier, Goniaux, Grandjean, Louis Guislain, Hucher, Armand Jousselin, Lefebvre du Prey, Lhopiteau, Margaine, J.-B. Morin, Painlevé, Léon Perrier (Isère), Jacques Piou, Plichon, Roden, vicomte de Villebois-Mareuil, Daniel Vincent (Nord).

Cette fois, les socialistes ne sont pas en nombre et c'est M. Ajam (1), dont les théories et les idées anti-étatistes sont connues, qui est rapporteur.

Après avoir fait l'historique de la question et étudié, en passant, les régimes étrangers, M. Ajam discute le principe de la *gratuité des concessions*, qu'il accepte.

Rappelons ici la définition qui a été donnée de la concession de mine : « C'est le droit, pour celui qui l'obtient, d'y engloutir ses capitaux, à ses risques et « périls. »

Cependant, à diverses reprises, on a critiqué, à la tribune de la Chambre ou dans les commissions, ce principe de la gratuité qui est posé dans l'article 14 du projet : « Nulle mine ne peut être exploitée qu'en vertu « d'un acte de concession rendu par décret, en la forme « des règlements d'administration publique. »

Voici, à titre purement documentaire, sous la plume de M. Ajam, le résumé de ces critiques :

« 1^o L'Etat, en concédant les mines, aliène sans raison et sans rémunération, une partie de la richesse nationale.

(1) Chambre des députés, annexe au P. V. de la séance du 11 juillet 1911, n^o 1172.

C'est un cadeau qu'il fait à des capitalistes peu intéressants ;

« Entre les mains de l'Etat, les mines deviendraient une source presque inépuisable de profits. Le Trésor public s'enrichirait des dividendes actuellement perçus par les actionnaires et les sommes ainsi encaissées pourraient être consacrées à des améliorations sociales ;

« 3^o Les concessionnaires, une fois nantis, exploitent mal ; ils abusent de leur puissance patronale à l'égard des ouvriers ; ils ne cherchent que de gros bénéfices en négligeant de protéger leur personnel contre les accidents ;

« 4^o Le système de la concession a permis de laisser inexploités des domaines importants qui constituent des richesses mortes ;

« 5^o L'exploitation de l'Etat permettrait d'améliorer considérablement le sort des ouvriers mineurs ;

« 6^o Les documents de législation comparée, et notamment l'exploitation fiscale des mines prussiennes, sont en faveur de la monopolisation. »

La Commission, après examen, décida de modifier l'article proposé et de donner la faculté à l'Etat, s'il le jugeait utile, d'exploiter directement ; elle s'arrêta à la rédaction suivante :

« Les mines seront exploitées en vertu d'un acte de concession rendu par décret, en la forme des règlements d'administration publique, sans préjudice du droit de l'Etat de procéder, le cas échéant, à l'exploitation directe. »

M. Ajam parle ensuite du principe de l'*adjudication* ; il constate que la Commission des Mines n'était pas, en

majeure partie, favorable aux doctrines étatistes, mais néanmoins qu'elle l'admit.

Dans un très remarquable article, publié dans la revue *Finance-Univers* (1), M. Berthélemy, professeur à la Faculté de Droit de Paris, écrit à ce propos :

« Sur quoi l'enchère portera-t-elle, en effet ? On oublie de le dire, et le projet n'offre pas même de moyens de le deviner.

« La mine sera-t-elle adjugée à qui promettra de payer à l'Etat les plus grosses redevances ? Non, puisque la détermination des redevances est faite une fois pour toutes dans les articles 58 et suivants.

« Préférera-t-on celui qui offrira les plus sérieux avantages aux voisins ? ou celui qui promettra les plus forts salaires aux ouvriers ?

« Cherchez et vous ne trouverez pas. »

Si ce principe était un jour inscrit dans la loi, le Gouvernement, malgré lui, se laisserait vite entraîner à accorder les concessions au plus offrant et dernier enchérisseur, en tenant compte plutôt du prix offert que de la valeur des titres miniers des concurrents. Il ne lui serait pas possible d'éviter cette conséquence logique.

La Commission des Mines ayant accepté le principe de la mine onéreuse ne crut pas devoir s'opposer à ce que des charges diverses, de toutes sortes, fussent imposées aux concessionnaires ; c'est ainsi qu'elle admit la *servitude d'usine* et un certain nombre d'autres servitudes concernant

(1) BERTHÉLEMY, « La réforme du régime minier », *Finance-Univers*, numéro du 15 juin 1911 (épuisé).

des subventions à donner à des chemins de fer ou à des œuvres en faveur des ouvriers.

M. Ajam présente ainsi les diverses objections contre cette servitude d'usine :

« Cette clause est :

« 1^o Sans précision ;

« 2^o Sans portée ;

« 3^o Sans utilité pratique.

« 1^o *Sans précision* : Construire une usine.

« Où ?

« De quelle nature ?

« De quelle importance ?

« Ou on arrêtera ces détails dans l'acte de concession, et voilà le département des Travaux publics qui se fera juge des opportunités économiques et des procédés industriels ;

« Ou on se bornera à une formule vague, et alors, si l'intérêt conseille à l'exploitant une entreprise sérieuse, il fera celle qu'il aurait faite en tout état de cause.

« Si l'intérêt lui conseille l'abstention, il se bornera à un simulacre ou à une réduction qui, satisfaisant l'Administration, fera sourire les techniciens.

« 2^o *Sans portée* : Construire est peu de chose ; la seule chose qui ait de l'intérêt au point de vue public, c'est que l'entreprise annexe vive. Et voici encore le dilemme :

« Si elle se trouve dans des conditions industrielles favorables et tant qu'elle s'y trouvera, elle fonctionnera.

« Dans le cas contraire, elle sera, quel que soit son coût, laissée de côté.

« A. — Si le concessionnaire le sait d'avance, au moins, dira-t-on, sa mauvaise foi lui aura coûté une forte amende. Mais cet argent est jeté à l'eau. Que ne l'a-t-on demandé plutôt en espèces ou appliqué à des œuvres utiles ? Le brimage en ces matières est inévitablement une maladresse.

« B. — Que l'Administration en impose alors le fonctionnement ; que l'arrêt de l'usine soit la déchéance de l'exploitant. Solution pire encore, car elle engage, elle compromet l'Administration dans les complications et les difficultés de la vie industrielle.

« A l'exploitant qui affirmera que son usine perd de l'argent, qu'elle est mal placée, qu'il vaut mieux vendre que transformer, comment répondra l'Administration ? Par une discussion d'ordre professionnel ? Quel titre y a-t-elle ? Par un acte de force ? Redoutable responsabilité, prime, en vérité trop tentante, aux interventions politiques. Motif trop sérieux d'hésitation pour l'industriel digne de ce nom et qui n'arrêtera pas les autres, c'est-à-dire les aventuriers et les incapables.

« 3^o *Sans utilité* : Que veut l'Administration ?

« A. — Chercher, suivant la formule de la loi de 1810, l'exploitant le plus digne ?

« Elle a tous les moyens de le connaître, et, en fait, elle le connaît parfaitement. Elle sait, avec tous les intéressés, qui a besoin de minerai, dans quelle mesure et avec quels moyens. L'engagement envisagé dans le projet ne le lui dira d'ailleurs pas, il indiquera simplement le demandeur le plus audacieux, le moins réfléchi, le moins scrupuleux.

« B. — Départager entre une série de demandeurs dont les titres sont égaux.

« Elle a l'adjudication pour le gisement sans inventeur. Que n'en use-t-elle régulièrement dans ce cas ? »

Dans un article paru dans *l'Économiste Français*, M. Paul Leroy-Beaulieu critique vivement ces obligations nouvelles que l'on veut mettre à la charge des concessionnaires (1).

« On projette, dit M. Leroy-Beaulieu, d'imposer aux concessionnaires des stipulations au profit du voisinage : par exemple, on exigerait des concessionnaires la construction d'usines diverses, ou des subventions pour construire ou développer des voies ferrées, des canaux, des routes ; on leur imposerait aussi la création d'établissements en faveur des ouvriers mineurs. Il est à craindre que, de cette façon, on augmente d'une manière excessive les charges, de façon à rebuter, quand il s'agit de mines pauvres, médiocres ou même moyennes, les concessionnaires, ou, s'ils y consentent, à les jeter dans des embarras et peut-être à les pousser à la faillite.

« Quand il s'agit de mines riches, ces stipulations deviennent inutiles, les concessionnaires étant amenés par leur propre intérêt à établir des voies ferrées, des sections de canaux et à créer tous les ateliers dont la présence peut être utile à leur industrie.

« Ainsi ces stipulations en faveur du voisinage sont ou oppressives, quand il s'agit de mines médiocres, ou superflues quand il s'agit de mines prospères. »

(1) Paul LEROY-BEAULIEU, *L'Économiste Français*, numéro du 5 août 1911, article : « La Législation sur les Mines ».

M. Yves Guyot (1), au *Journal des Economistes*, fait également le procès de l'article 17, qui consacre la servitude d'usine :

« Si une mine ne crée pas spontanément un établissement métallurgique pour employer son minerai, c'est qu'elle a intérêt à l'employer ailleurs, à le porter peut-être là où se trouve le charbon.

« Son intérêt sera toujours un meilleur guide que l'intervention de l'Administration.

« Quant aux subventions à donner, est-ce que les exploitants de mines ne connaissent pas l'importance des voies de communications au point de vue des débouchés ? »

De même aussi, M. Berthélemy (2) s'élève contre les obligations imposées par l'article 17 :

« Quand on cherche, dit-il, à quel mobile obéissent les rédacteurs du projet, voici ce qu'on découvre pour toute réponse : « Ces stipulations sont précises et se justifient d'elles-mêmes. » Ce n'est pas une explication.

« La vérité, c'est que, sous le régime actuel, on s'est demandé quelle valeur pouvaient avoir, dans un décret de concession, des réserves chargeant une mine concédée de servitudes au profit des industriels du voisinage : « Exploitée dans le pays, disait-on, il faut que la mine profite au pays. »

M. Berthélemy ajoute :

« Un industriel sollicite l'autorisation d'exploiter une mine. Est-il sensé de le contraindre à entreprendre en

(1) YVES GUYOT, *Journal des Economistes*, mois d'août 1910.

(2) BERTHÉLEMY, *La réforme du régime minier*, op. cit.

même temps une exploitation connexe essentiellement différente ? Est-il raisonnable de l'obliger à subventionner des chemins de fer qu'il enrichira s'il réussit, et qui ne lui serviront à rien s'il échoue. Est-il sage enfin d'exiger d'avance qu'il crée des hôpitaux ou des logements économiques pour ses ouvriers, alors qu'on ne peut rien augurer encore de l'issue de sa tentative et de l'importance que pourra recevoir son exploitation ?

« Les industries prospères créent des usines, subventionnent des chemins de fer, fondent des hospices ou des écoles. Alors, on a dit : Il faut obliger tous les concessionnaires à en faire autant. Mais on oublie de garantir le même succès aux concessionnaires. »

Pour notre part, en nous appuyant sur toutes ces excellentes raisons, nous ne saurions admettre ces stipulations ; elles peuvent constituer, dans certains cas, une lourde charge pour les concessionnaires et l'industrie nationale n'en retirera aucun bénéfice. Ce n'est pas parce que l'on contraindra les propriétaires de mines à construire des usines que l'industrie sera plus prospère.

L'article 60 du projet de loi institue la *participation de l'Etat aux bénéfices*, sous certaines conditions. Il consacre la théorie du droit de l'Etat au *surdividende*.

M. Ajam commente ainsi, dans son rapport, cet article 60 :

Il fut soutenu que l'article 60 ne constituait qu'une disposition fiscale et que l'on pouvait dès lors frapper les mines anciennes en raison de leur richesse à venir. Du moment, disait-on, que l'on frappe seulement les bénéfices futurs, en consolidant les dividendes actuellement acquis, en n'atteignant que des *surdividendes*, on ne lèse pas les droits des exploitants, tels qu'ils dérivent de la loi de 1810. On ajouta que si l'on n'imposait pas ce sacrifice aux sociétés

anciennes, il serait impossible de l'imposer aux sociétés nouvelles, qui se trouveraient placées dans une situation manifeste d'infériorité.

La majorité de la Commission a été convaincue que l'article 60 violait le principe de la non-rétroactivité.

L'économie de cet article se résume ainsi :

Aussitôt la loi organique votée, l'Etat fera procéder à une estimation générale du capital de premier établissement de toutes les mines. Ce capital, dit le projet dans une phrase un peu alambiquée, « sera estimé comme étant celui qui serait actuellement nécessaire pour établir la mine avec la production effective maximum qu'elle a pu atteindre avec le concessionnaire actuel ». On voit combien cette définition est élastique. En dernière analyse, le capital ainsi calculé ne peut être que très approximatif ; le sort des sociétés sera entre les mains d'experts qui procéderont à vue de nez. Quelles données leur permettront-elles de calculer le capital nécessaire pour amener la concession d'Anzin au point où elle est aujourd'hui parvenue ? Comment feront-ils pour reconstituer sur de justes bases les dépenses qui ont été effectuées au milieu du XVIII^e siècle ?

Et pour la plupart des mines de la Loire, qui remontent à trois cents ans, comment opéreront-ils ?

Le « rétablissement » de ce capital sera, n'en doutons point, du pur arbitraire.

Une fois ce chiffre tant bien que mal connu, on prendra son dixième et ces 10 % seront reconnus comme le dividende maximum légal des actionnaires. Au-dessus de ces 10 %, l'Etat prendra 20 % des bénéfices supplémentaires.

Toutefois, si la moyenne des produits nets des trois années antérieures à 1910 dépasse déjà 10 % du capital arbitré, cette moyenne sera consolidée au profit des actionnaires, et la redevance complémentaire portera seulement sur l'excédent de cette moyenne consolidée.

L'Etat émet donc la prétention de ne pas toucher aux bénéfices actuellement acquis ; il ne veut frapper que les bénéfices futurs.

.

Ainsi présentée, la formule paraît bénigne, puisqu'elle frappe des actionnaires déjà fortement rémunérés et dans une mesure qui leur laisse la meilleure part des bénéfices futurs.

Elle est cependant plus que hardie, parce qu'elle constitue une hérésie juridique.

Si, dans une société civilisée, la loi et les contrats qui dérivent de la loi ne sont pas respectés pour une catégorie de citoyens, tous les autres citoyens sont menacés dans leurs droits.

Toutes les personnes qui auront bien su se pénétrer des principes auront compris la nature juridique de la concession minérale, telle que l'a voulue le législateur de 1810.

M. Ajam pousse encore plus énergiquement sa pointe contre l'article 60 :

Ainsi l'État, volontairement, n'a pas voulu courir les risques de l'exploitation minière et quand, sur des milliers d'efforts particuliers, quelques dizaines ont réussi, sans se soucier des échecs, il vient demander aux vaillants, aux audacieux, qui ont fait surgir des trésors dont la propriété complète leur a été promise, de lui remettre une partie de leurs gains.

Cette partie fût-elle d'un centime, la reprise ainsi opérée, à la lumière des principes du Code, est un vol.

C'est d'autant plus un vol que la mine est, si possible, plus sacrée encore que la propriété civile provenant de l'achat ou de l'héritage. Un domaine rural est en effet une valeur perpétuelle ; la mine n'est qu'une valeur fugitive ; il n'y a pas de géologue, si savant soit-il, qui puisse affirmer d'une manière certaine la durée d'une concession.

Mais, a-t-on dit, cette reprise de l'État n'est pas l'acte d'un contractant revenant sur des conditions essentielles d'un contrat, c'est une simple redevance fiscale supplémentaire. Personne ne peut contester à l'État le droit d'établir de nouveaux impôts.

Personne assurément. Mais, puisque la propriété de la mine est une propriété comme une autre, il est contraire à toute justice qu'elle soit frappée dans ses bénéfices d'une manière autre que toutes les propriétés particulières.

Ces considérations ont paru décisives à la Commission, qui a rejeté l'article 60.

Dans un récent discours prononcé le 11 octobre 1913 à l'issue du déjeuner mensuel de la Fédération des industriels et des commerçants français, M. Ajam, dans une causerie sur « Les taxes minières et la confiscation de « l'État » (1), a exposé très clairement la théorie du *sur-dividende* qu'il combat dans son rapport :

« Dans toute industrie, dit-il, il y a un moment, où, les frais généraux étant payés par la vente du produit, naît le profit. Je me garderai bien de l'aborder philosophiquement. Pendant un instant, ce profit est conservé dans la caisse patronale, dans la caisse de la société qui a fait naître l'objet fabriqué.

« Avant que le bénéfice ne pénètre dans la poche des particuliers, il paraît donc très élégant, très facile pour le fisc, d'intervenir et d'affirmer « son droit sur ce gain qui « n'est pas encore distribué ». Pendant la période de temps qui s'écoule entre le moment où le profit s'extraît des frais généraux et le moment où il va passer dans le porte-monnaie du capitaliste, l'Etat vient, s'installe dans le bureau patronal, compte les écus et dit : « Il faut que « j'aie ma part, je ne m'inquiète pas de ce que dira « ensuite le capitaliste, je m'inquiète peu des répercussions ; j'ai le droit, moi, le Prince, de prendre l'argent

(1) *Bulletin mensuel de la Fédération des Industriels et des Commerçants Français*, mois de novembre 1913, n° 122, page 62.

« où il se trouve, attendu que là où il n'y a pas d'argent,
 « je suis dans la situation du coiffeur qui ne peut peigner
 « le diable dépourvu de cheveux. »

Comment donc peut-on faire accepter plus facilement aujourd'hui l'idée de la participation de l'Etat aux bénéfices des mines? C'est que depuis longtemps les adversaires de la loi de 1810 n'ont cessé de s'employer à accréditer une légende d'après laquelle les mines étaient pour les exploitants et pour les actionnaires une source de bénéfices énormes, scandaleux, une poule aux œufs d'or, leur permettant de vivre largement aux dépens de pauvres diables de mineurs qui accomplissent, à mille pieds sous terre, une besogne d'esclave.

Et le gros public a souvent suivi ces redresseurs de torts; il a germé, lui aussi, sur le sort des ouvriers mineurs (1), il a honni les riches actionnaires, il s'est

(1) Voici quelques chiffres cités par M. de Peyerimhoff qui éclaireront ce point particulier.

	Pourcentage des naissances		Pourcentage des décès	
	1898-1902	1903-1907	1898-1902	1903-1907
Territoire de la commune de Bruay (exclusivement minier).	4,49	4,17	2,13	1,86
Arrondissement de Béthune (mi- nier et agricole)	3,889	3,668	2,143	1,957
Département du Pas-de-Calais (en majeure partie agricole)	3,085	2,971	2,033	1,873
Montceau-les-Mines	2,864	2,206	1,578	1,387
Arrondissement de Chalon-s-Saône	2,181	1,985	1,872	1,788
Département de Saône-et-Loire . .	2,234	2,032	1,912	1,846
Carmaux	3,000	2,418	2,242	1,953
Arrondissement d'Albi	2,166	2,234	2,124	2,136
Département du Tarn.	1,942	1,843	2,012	2,001

En France, pendant les dix dernières années (1901-1910, y compris Courrières), le nombre des ouvriers mineurs (houille) tués par accident a été de 1,686 ‰ ;

Dans les mines autres que celles de charbon, elle a été de 2,238 ;

fait, à la suite de théoriciens souvent intéressés, une conception réellement par trop simpliste des choses.

Mais les esprits sérieux, les esprits critiques, les économistes ont protesté, ils ont relevé les erreurs, ils ont jugé les faits sans passion ; avec autant d'énergie qu'en avaient mis leurs adversaires à accréditer la légende de la mine trésor, ils ont fait toucher du doigt la réalité.

Dans l'*Economiste Français* du 5 août 1911, M. Paul

Dans les carrières souterraines, elle a été de 1,826.

En *Allemagne*, de 1905 à 1910, la moyenne des tués par accident a été de :

Dans la corporation des mines.	2,07
Dans la corporation du charroi	2,09
Dans la corporation de la navigation intérieure	3,04

Pour les quatre dernières années 1907-1910, la moyenne des tués s'abaisse à 1,06 par mille ouvriers dans les mines de houille françaises. Elle est, dans la même période, de 1,35 pour mille dans les industries de terrassement et de construction en pierre.

Le tarif de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident établit les primes suivantes pour le jugement des frais judiciaires et la constitution des rentes :

<i>Mines de houille.</i>	5,25
Abatage du bois.	7,24
Fabriques de bois découpés	5,21
Gros camionnage	6,39
Carrières (en général)	5,97
Carrières de sable, gravier et cailloux	8,25
Charrues à vapeur	5,95
Fabrication des copeaux de bois	6,34
Couvreurs.	5,51
Travaux de démolition	5,95
Hache-fourrages	6,77
Moulins	5,90
Nettoyage du coton brut	5,68
Puisatiers	7,95
Scieries	5,32

Leroy-Beaulieu expose, à l'aide de quelques chiffres, la situation exacte de l'industrie minière (1) :

« Dans notre *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, nous avons fourni un certain nombre de renseignements sur les résultats qu'offrent les mines en France et en Belgique. D'après la Statistique (ministérielle) de l'Industrie minérale, il y avait, en 1906, en France, 559 mines de toute nature exploitées ; 228 avec des bénéfices que l'Administration évaluait à 64.140.500 francs et 331 avec des pertes qui, d'après l'Administration, s'élevaient à 26.673.500 francs ; le revenu net de l'ensemble de l'industrie minière en France ne montait donc qu'à 37.467.000 francs. D'autre part, l'Administration percevait comme redevances 3.348.958 fr. ; si on les défalque du gain total, celui-ci s'abaisse à 34.148.958 francs, sans avoir déduit les impôts qui frappent les actions et les obligations.

« Ces chiffres, tirés des renseignements officiels, montrent que la situation de l'industrie minérale ne justifie aucunement des impôts particulièrement draconiens de la part de l'Etat. *Certaines mines sont très prospères, c'est l'exception* ; le plus grand nombre sont en perte (331 contre 228) et la majorité des mines en gain ne réalisent que *des profits très modestes*. Si l'on a la prétention de réduire outre mesure les bénéfices des rares mines qui réussissent, il ne restera plus aucun attrait dans une industrie où la plupart des entreprises, d'après les renseignements officiels, sont en perte. »

(1) Paul LEROY-BEAULIEU, *L'Economiste Français*, 5 août 1914, *op.cit.*

M. Berthélemy (1) émet une opinion semblable :

« Les critiques qu'on adresse à la loi de 1810 proviennent de ce qu'on n'a de regards que pour les entreprises dont le succès a largement dépassé les espérances. Ce n'est pas sur de pareilles données qu'il faut raisonner. La concession d'un gisement nouveau, plus d'une fois sur deux, n'a procuré aux bénéficiaires de cette prétendue faveur qu'une occasion de se ruiner. »

M. André Lebon, au cours d'une allocution prononcée à la Fédération des Industriels et Commerçants français (2) au mois d'octobre 1913, à la suite de la causerie de M. Ajam, s'élève contre cette idée que les mines font d'énormes bénéfices :

« Je me rappelle, dit M. Lebon, qu'il y a quelque vingt ou vingt-cinq ans, notre très regretté ami, M. Aynard, a publié, dans je ne sais quel journal économique, une étude où il récapitulait l'ensemble des capitaux qui ont été affectés à l'extraction de la houille en France, où il établissait toutes les sommes employées ou gaspillées dans des houillères qui ont réussi et dans celles qui n'ont pas réussi ; et il était arrivé à cette conclusion extrêmement curieuse que, si on totalisait l'ensemble de ces capitaux, on arrivait à discerner que, même en comptant les énormes dividendes que distribuent aujourd'hui certaines mines du Pas-de-Calais, le rendement moyen de ces

(1) BERTHÉLEMY, *Finance-Univers*, « La Réforme du Régime minier », numéro du 15 juin 1911.

(2) *Bulletin mensuel de la Fédération des Industriels et Commerçants français*, mois de novembre 1913, numéro 122, page 70.

capitaux n'était que de 3 %, en défalquant, de celles qui ont réussi, celles qui ont échoué. »

M. André Lebon, à la suite de M. Aynard, est plutôt au-dessus de la réalité ; nous verrons ultérieurement quelle est l'exacte vérité relativement aux résultats obtenus par les houillères qui ont réussi, en même temps que leurs causes.

Enfin, dans son article de la *Revue Politique et Parlementaire*, M. Louis Aguillon (1) se montre, lui aussi, l'adversaire de la théorie du surdividende.

Examinons maintenant la question de la *participation des ouvriers aux bénéfices*. Cette participation obligatoire est inscrite dans l'article 18 du projet de 1910. Le rapporteur expose ainsi cette idée :

« Parmi les innovations du projet gouvernemental, la plus importante était, sans aucun doute, celle que contenait l'article 18 et qui prévoyait obligatoirement dans les cahiers des concessions une clause organisant la participation du personnel ouvrier dans les bénéfices.

« Cette formule était acceptée, d'un côté, par les étatistes qui, tout en plaçant les droits du Trésor public au premier plan, étaient cependant décidés à constituer des avantages au profit du travail, et, d'un autre côté, par les partisans du régime 1810, qui préféraient de beaucoup admettre un bénéfice en faveur de la main-d'œuvre qu'en faveur de l'Etat.

« La majorité de la Commission proclama immédiatement que l'article 18, tel qu'il était rédigé dans le projet,

(1) L. AGUILLON, « Les Concessions de Mines », *Revue Politique et Parlementaire* du 10 juin 1912.

était trop vague. Il prévoyait seulement le principe de la participation ouvrière et il renvoyait l'organisation pratique à un règlement d'administration publique.

« La Commission se proposa comme but de créer une formule précise indiquant, dans la loi même, les conditions de la participation.

« Elle abordait ainsi un problème des plus intéressants, car, jusqu'à présent, aucune disposition législative n'a prévu la participation aux bénéfices. »

Il ne nous apparaît pas que la participation de la main-d'œuvre aux bénéfices puisse, comme beaucoup l'ont cru, résoudre jamais la question sociale dans l'industrie en général, et surtout dans l'industrie minière ; pour combattre cette théorie, nous ne saurions mieux faire que de citer la réfutation faite par M. Berthélemy dans l'article dont nous avons déjà parlé sur la Réforme du Régime minier :

« Que vaut en général le système de la participation aux bénéfices ? Grave problème économique, dont la solution varie avec le temps, les lieux, les milieux surtout et le genre d'industrie où l'on propose de l'adopter.

« *A priori*, voici qu'on le déclare excellent dans les industries extractives. C'est, d'ailleurs, l'opinion de M. Leroy-Beaulieu ; l'éminent économiste justifie cette manière de voir en constatant que la « main-d'œuvre a « une influence prépondérante dans la bonne exploitation « d'une houillère ; le capital n'y joue qu'un rôle subordonné (1) ».

« Je le veux bien, mais je ne puis m'empêcher de

(1) LEROY-BEAULIEU, *Questions ouvrières au XIX^e siècle*.

remarquer que le capital est seul à courir les risques des pertes que l'excédent des recettes sur les frais doit servir à compenser. Est-il juste, d'autre part, que l'ouvrier, qui a la même peine et fournit le même effort, reçoive davantage, parce que la mine où il travaille est plus riche ?

« La participation aux bénéfices est plus avantageuse, quand le succès de l'industrie qui l'applique dépend de l'art, de l'habileté, du zèle, de l'attention, de la minutie, en un mot du travail des ouvriers qui y collaborent. L'extraction du minerai n'a rien d'artistique et n'exige aucune habileté particulière. Il est convenable que les ouvriers mineurs soient largement payés, parce que leur travail est pénible et dangereux. Et ces forts salaires leur sont dus, même si l'exploitation ne fournit pas de bénéfices, parce qu'ils sont le juste prix de leurs efforts. Mais la participation aux bénéfices n'y est pas équitable pour les travailleurs, puisque le succès de l'entreprise ne dépend pas de leur activité ; elle n'est pas avantageuse pour le patron, qu'elle ne dispense pas de payer des salaires normaux, en rapport avec le travail effectué. »

Quels sont, dans la doctrine, les jugements qui ont été portés sur l'ensemble du projet de loi de 1910 et sur les idées étatistes qui en sont le fondement ?

M. P. Pic, dans son *Traité élémentaire de Législation industrielle*, donne son avis sur le projet de 1908. Il lui est plutôt favorable, et comme le projet de 1910 est, à peu de chose près, la reproduction de celui de 1908, on peut considérer que ce que dit M. Pic du projet de 1908 s'applique aussi à celui de 1910 (1) :

(1) P. PIC, *Traité élémentaire de Législation industrielle*, page 520, note 3.

« Il y aurait eu lieu également de renforcer législativement les droits de l'Etat, en vue de lui permettre d'insérer, dans les cahiers des charges des concessions nouvelles, des clauses dans l'intérêt des ouvriers, analogues à celles qui figurent aujourd'hui dans les cahiers des charges des adjudications de travaux publics.

« Le Conseil d'Etat estime, en effet, qu'en l'état actuel de la législation, de telles clauses seraient illégales (Conseil d'Etat, avis des 19 et 26 décembre 1907).

« Le projet de 1908, analysé plus loin, contient à cet égard d'utiles innovations. »

M. Rostaing (1), tout en faisant quelques réserves, est, au fond, l'adversaire du projet. C'est ainsi que, dans la conclusion de son ouvrage, il s'exprime en ces termes ;

« En réalité, les modifications apportées aux principes généraux de notre droit minier sont profondes et la situation juridique des exploitations de mines paraît quelque peu changée.

« Les concessions de mines se trouvent rapprochées des concessions de services publics par l'institution de l'adjudication, la fixation d'un véritable prix de vente dans certains cas et l'établissement d'une participation de l'Etat aux bénéfices. Le rapporteur, M. Ajam, parle fréquemment de contrat à propos de l'acte de concession. Est-ce donc que la concession n'est plus un acte de la puissance publique, mais un traité où l'Etat joue le rôle de co-contractant ? Ce serait admettre le principe de la domanialité des mines.

(1) Léopold ROSTAING, *Etude sur le régime des concessions de mines*, Lyon, 1913

celle du rachat du réseau de l'Ouest, n'a été que trop concluante, elle aussi. En cinq années, le produit de l'exploitation a déchu de 61 $\%$. Voici quels furent, de 1909 à 1912, les chiffres accusés :

1908	ancienne Compagnie de l'Ouest	71.567.500 francs
1909	Ouest-Etat	66.558.900 francs
1910	do	56.470.100 francs
1911	do	32.247.900 francs
1912	do	27.731.379 francs

C'est la courbe régulièrement décroissante.

Les Compagnies de chemins de fer obtiennent un coefficient d'exploitation de 56 $\%$ en moyenne ; l'ancien réseau de l'Etat dépassait seul 91 $\%$ et voici que le nouveau va allègrement vers le même taux. En 1908, sous la gestion de l'ancienne Compagnie de l'Ouest, il était encore de 67 $\%$; en 1909, sitôt après le rachat, il devient 69,65 $\%$; puis il s'élève graduellement, au fur et à mesure que la « réorganisation » par l'Etat se poursuit, à 73,38 $\%$ pour 1910, 86,38 $\%$ pour 1911, 88 $\%$ pour 1912.

Qu'en serait-il donc dans les mines !

Quant à « l'action dissolvante » et aux dangers des entreprises publiques au point de vue plus général de la société elle-même, ils sont manifestes, et chaque tentative nouvelle d'activité de l'Etat dans le sens économique les a confirmés. M. Yves Guyot dénonce très énergiquement la démoralisation et la corruption qui en sont les conséquences (1). Or, ces résultats politiques et

(1) « Le véritable moyen de supprimer la corruption, c'est de supprimer les occasions de corruption.

« Or, plus les entreprises d'Etat et de municipalité augmentent en

sociaux, s'ils ont une valeur en thèse générale, en prennent une certainement plus considérable encore dans un régime démocratique où l'élection est à l'origine du pouvoir.

SECTION III

Les récents Décrets de Concessions minières

Les idées d'Etatisme que nous avons vues, développées et concrétisées, dans les projets de loi de 1908, dans le rapport de M. Zévaès et dans le projet de loi de 1910, se retrouvent dans les récents décrets de concessions de mines.

Comme nous l'avons indiqué dans notre chapitre sur « Les Décrets de 1912 », le Gouvernement, après une

« nombre et en importance, et plus ces occasions se multiplient.

« Les entreprises d'Etat sont un élément tentateur terrible pour les meneurs du personnel. Ils savent que la peur a une valeur ; et ils deviennent exploiters de la peur de leurs chefs, des députés, des ministres.

« Si tous ne réussissent pas, il est de trop qu'on puisse citer quelques-uns d'entre eux qui y ont trouvé des avantages avoués. D'autres y ont trouvé des avantages cachés.

« Les ouvriers des arsenaux de la marine contemplent avec admiration M. Goude, et plus d'un jeune commis de l'Administration se dit :

« — Voilà le moyen de parvenir ! Imitons-le. »

M. Yves Guyot a formulé humoristiquement ce qu'il appelle les *règles de l'Etat-patron modèle* qui contiennent malheureusement une trop grande part de vérité. En voici quelques-unes :

« 1^o L'Etat doit être le patron-modèle, et sa générosité ne doit pas être limitée par la fortune des contribuables, car elle doit être un instrument de reprise de la propriété privée au profit de la pro-

interruption de deux années, se décida à accorder de nouveau des concessions. Au *Journal Officiel* du 4 avril 1912 figurent quatre décrets de concessions de mines.

Ces décrets sont accompagnés d'une lettre dans laquelle le concessionnaire énumère les diverses offres de concours qu'il promet à l'Etat.

Le Gouvernement ayant recommencé à accorder des concessions, d'autres décrets ont suivi par la suite, et toujours, suivant la coutume établie, après chaque décret, on trouve la fameuse lettre concernant les « offres de concours ».

Il serait sans intérêt de discuter en détail les clauses de chacune de ces lettres : cela dépasserait de beaucoup le cadre de notre étude et nous en avons fait, au surplus,

« p riété collective, de tous les moyens de production, de répartition
« et d'échange.

« 6° L'ouvrier et l'employé sont inamovibles, mais ils ont droit à
« la grève.

« 7° La direction des services appartient aux seuls compétents qui
« sont les employés et ouvriers du service.

« 8° Le service n'étant pas la propriété du public qui le paye, mais
« des employés et ouvriers qui doivent le rendre, les profits leur
« appartiennent et doivent être partagés entre eux.

« 9° Les ouvriers et employés étant propriétaires du service, ne
« doivent avoir d'autres règles que d'en user au mieux de leur inté-
« rêt. »

(Yves Guyot, *La Gestion par l'Etat et les Municipalités.*)

Sous leur allure paradoxale, ces « règles » donnent un reflet trop exact de l'état d'esprit créé et entretenu dans une partie de leur personnel par les exploitations d'Etat. Le péril s'accuse plus grand et plus général depuis quelques années, ces dispositions morales fâcheuses, nées dans les régies et exploitations industrielles et commerciales, tendant à gagner du terrain et à pénétrer de plus en plus dans les autres services publics.

une rapide critique dans le chapitre qui leur a été consacré spécialement. D'ailleurs, quand on les lit, on constate qu'elles sont à peu près toutes conçues dans les mêmes termes ; c'est que, à n'en pas douter, le ministre des Travaux publics a indiqué aux futurs concessionnaires dans quel sens et même selon quelle formule leurs offres de concours devaient être faites.

Nous nous contenterons donc simplement de faire une énumération des décrets qui ont paru depuis le 4 avril 1912 et, après cette énumération documentaire, nous pourrions apprécier à sa juste valeur le rôle du Gouvernement dans toute cette affaire.

Le *Journal Officiel* du 4 avril 1912 publiait les quatre décrets suivants, portant institution de concession de mines :

Décret portant institution de la concession de mines de fer d'Abbéville (Meurthe-et-Moselle) (page 3278) ;

Décret portant institution de la concession de mines de mispickel aurifère et métaux connexes de Beaune (Haute-Vienne) (page 3280) ;

Décret portant institution de la concession de mines de mispickel aurifère et métaux connexes de l'Auriéras (Haute-Vienne) (page 3281) ;

Décret portant institution des mines de fer de la Grande-Rimont (Meurthe-et-Moselle) (page 3282).

1^o Décret portant institution de la concession de mines de fer d'Abbéville.

Dans la lettre annexée au décret, laquelle est datée du 17 décembre 1911, nous trouvons la stipulation suivante, par laquelle la Compagnie offre de céder à l'État les 20 % dont nous avons parlé sur les bénéfices :

La Société anonyme des Aciéries de France, à raison du profit tiré par elle, tant des études générales publiées sur la région par les soins de l'Administration des Mines, que des concours qui lui ont été donnés par les ingénieurs et agents du service local au cours des travaux de sondage et de recherches, *offre d'attribuer à l'État une portion de 20 % des bénéfices annuels de l'exploitation de la mine d'Abbeville* et, le cas échéant, des bénéfices de la liquidation de la Société concessionnaire, si cette société avait pour objet principal l'exploitation de la mine.

La portion des bénéfices d'exploitation, ou éventuellement de liquidation, ainsi attribués à l'État, sera calculée comme il est dit ci-après :

1° Si la mine appartient à une Société anonyme, ayant pour objet uniquement l'exploitation de la concession ou l'exercice d'une industrie dont l'exploitation de la mine ne serait qu'une annexe, le produit des opérations sociales, déduction faite des frais généraux et charges de toute nature et de tous amortissements, dépréciations et réserves industrielles, constituera les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, après les prélèvements nécessaires pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi, il sera prélevé, chaque année, la somme nécessaire pour payer aux actionnaires, à titre de premier dividende cumulatif, 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties, étant entendu que, si les bénéfices d'une année n'atteignent pas ce chiffre, l'insuffisance sera comblée au moyen des bénéfices des années subséquentes, avant toute attribution à l'État.

Ensuite, la Société aura la faculté de prélever les sommes nécessaires pour amortir les actions ou pour former un fonds spécial d'amortissement des actions, sans que toutefois le prélèvement annuel ainsi effectué puisse dépasser 3 % du chiffre auquel s'élèvera le capital nominal de la Société au moment où sera décidé ce prélèvement.

Sur l'excédent restant disponible après les divers prélèvements ci-dessus, 20 % seront attribués à l'État français, le surplus restant à la disposition de la Société.

La portion des bénéfices d'exploitation ou éventuellement de liquidation attribuée à l'Etat par la présente offre sera mise à la disposition de l'Etat à titre de fonds de concours pour être affectée par moitié à des études et travaux entrepris par le Service des Mines en vue de développer l'industrie minière en France ou d'améliorer les conditions de l'exploitation, et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement de 20 % continuera à être effectué par la Société au profit de l'Etat, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation autre que celle spécifiée ci-dessus.

2^o Décret portant institution de la concession de mines de mispickel aurifère et métaux connexes de Beaune.

Dans la lettre du 16 décembre 1911, annexée au décret, on trouve l'offre de céder à l'Etat une portion des bénéfices :

A raison du profit tiré par le demandeur pour la reconnaissance du gîte, tant des études générales publiées sur la région par les soins de l'Administration que des concours qui lui ont été donnés par les ingénieurs et agents du service local au cours des travaux de recherches, le Conseil d'administration de la Société des Mines de Beaune, muni d'ores et déjà des pouvoirs de l'unanimité des actionnaires de ladite Société, offre de prendre vis-à-vis de l'Etat l'engagement de modifier, dans le sens qui va suivre, les statuts de ladite Société et de rapporter, *avant la signature du décret de concession*, la ratification dudit engagement par l'assemblée générale des actionnaires.

M. Auguste Rodocanachi, seul propriétaire de la totalité des parts bénéficiaires, s'engage également à ratifier purement et simplement lesdites modifications aux statuts.

Cet engagement consiste :

A. — A attribuer une part de bénéfices à l'Etat français, à titre de fonds de concours, pour être affectée par moitié à des études et travaux entrepris par le Service des Mines, en vue de développer l'industrie minière en France ou d'amé-

liorer les conditions de l'exploitation, et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement prévu ci-dessus continuera à être effectué par la Société concessionnaire au profit de l'Etat, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

B. — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, sur le produit net de la liquidation, il sera prélevé, sur le solde de ce qui restera immédiatement après le règlement des engagements de la Société et le remboursement des sommes dont les actions seront libérées et non encore amorties : 12,5 % au profit de l'Etat, à titre de fonds de concours, pour être affectés comme il est dit ci-dessus, le surplus restant à la disposition de la Société.

C. — *A faire attribuer par la Société aux ingénieurs des mines, désignés à cet effet par l'Etat, les mêmes pouvoirs d'investigation que ceux que la loi du 24 juillet 1867 attribue aux commissaires des comptes et à les convoquer à toutes les assemblées générales d'actionnaires.*

3^o Décret portant institution de la concession de mines de mispickel aurifère et métaux connexes de l'Auriéras.

Ici encore, nous trouvons dans la lettre trois clauses semblables à celles concernant les mines de Beaune ; elles sont rédigées d'une façon à peu près identique :

A raison du profit tiré par le demandeur pour la reconnaissance du gîte, tant des études générales publiées sur la région par les soins de l'Administration que des concours qui lui ont été donnés par les ingénieurs et agents du service local au cours des travaux de recherches, le Conseil d'administration de la Société des Mines de l'Auriéras, muni d'ores et déjà des pouvoirs de l'unanimité des actionnaires de ladite Société, offre de prendre vis-à-vis de l'Etat l'engagement de modifier, dans le sens qui va suivre, les statuts de ladite

Société, et de rapporter, avant la signature du décret de concession, la ratification dudit engagement par l'assemblée générale des actionnaires.

M. Jean-Denis Klein, seul propriétaire de la totalité des parts bénéficiaires, s'engage également à ratifier purement et simplement lesdites modifications aux statuts.

Cet engagement consiste :

A. — A attribuer une part de bénéfices à l'Etat français, à titre de fonds de concours, pour être affectée par moitié à des études et travaux entrepris par le Service des Mines, en vue de développer l'industrie minière en France ou d'améliorer les conditions de l'exploitation, et par moitié à des institutions de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement prévu ci-dessus continuera à être effectué par la Société concessionnaire au profit de l'Etat dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Le prélèvement prévu ci-dessus au profit de l'Etat sera effectué dans les conditions suivantes :

Les produits nets de l'exploitation, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et de tous amortissements jugés nécessaires par le Conseil d'administration, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices il est prélevé, savoir, après que l'inventaire et les comptes annuels ont reçu l'approbation de l'assemblée générale :

1° 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ;

2° Somme nécessaire pour verser aux actions un intérêt de 6 % sur le montant des sommes dont elles seront libérées et non amorties ; cet intérêt ne sera cumulatif qu'après la fin du deuxième exercice ;

3° Une somme dont le montant sera fixé par l'assemblée, destinée à former une réserve extraordinaire. Cette réserve sera facultative et ne pourra jamais dépasser le montant de la moitié du capital existant de la Société.

Sur l'excédent restant disponible, après les divers prélèvements ci-dessus :

12,5 % sont attribués à l'Etat français, le surplus restant à la disposition de la Société.

B. — A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, sur le produit net de la liquidation, il sera prélevé, sur le solde de ce qui reste immédiatement après le règlement du passif social et le remboursement du capital social non encore amorti, en principal et intérêts de 6 % :

12,5 % au profit de l'Etat, à titre de fonds de concours, pour être affectés comme il est dit ci-dessus, le surplus restant à la disposition de la Société.

C. — A faire attribuer par la Société aux ingénieurs des mines désignés à cet effet par l'Etat les pouvoirs d'investigation que la loi du 24 juillet 1867 attribue aux commissaires des comptes et à les convoquer à toutes les assemblées générales d'actionnaires.

4^e Décret portant institution des mines de fer de la Grande-Rimont.

Ici également, une clause très détaillée attribuant à l'Etat, sous certaines modalités, une portion des bénéfices annuels :

La Société des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, à raison du profit tiré par elle, tant des études générales publiées sur la région par les soins de l'Administration des Mines, que des concours qui lui ont été donnés par les ingénieurs et agents du service local, offre d'attribuer à l'Etat une portion de 20 % des bénéfices annuels de l'exploitation de la mine de la Grande-Rimont, et, le cas échéant, des bénéfices de la liquidation de la Société concessionnaire, si cette Société avait pour objet principal l'exploitation de la mine.

La portion des bénéfices d'exploitation, ou éventuellement de liquidation, ainsi attribuée à l'Etat sera calculée comme il est dit ci-après :

1° Si la mine appartient à une société anonyme ayant pour objet uniquement l'exploitation de la concession ou l'exercice d'une industrie dont l'exploitation de la mine ne serait qu'une annexe, le produit des opérations sociales, déduction faite des frais généraux et charges de toutes natures, et de tous amortissements, dépréciations et réserves industriels, constituera les bénéfices nets ;

Sur ces bénéfices nets, après les prélèvements nécessaires pour constituer le fonds de réserve prévu par la loi, il sera prélevé chaque année la somme nécessaire pour payer aux actionnaires, à titre de premier dividende cumulé, 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties, étant entendu que, si les bénéfices d'une année n'atteignent pas ce chiffre, l'insuffisance sera comblée au moyen des bénéfices des années subséquentes avant toute attribution de l'Etat.

Ensuite, la Société aura la faculté de prélever les sommes nécessaires pour amortir les actions ou pour former un fonds spécial d'amortissement des actions, sans que, toutefois, le prélèvement annuel ainsi effectué puisse dépasser 3 % du chiffre auquel s'élèvera le capital nominal de la Société au moment où sera décidé ce prélèvement.

Sur l'excédent restant disponible après les divers prélèvements ci-dessus, 20 % *seront attribués à l'Etat français*, le surplus restant à la disposition de la Société.

A l'expiration de la Société, toutes les valeurs provenant de la liquidation après l'extinction du passif, et après prélèvement des sommes nécessaires : 1° pour compléter l'attribution de 5 % pour chaque année écoulée au capital-actions versé et non amorti ; 2° pour rembourser ce capital, seront réparties dans la même proportion, 20 % étant attribués à l'Etat français, 80 % restant à la disposition de la Société.

Il est entendu d'ailleurs que le capital-actions, d'après le

montant duquel seront calculés les prélèvements et amortissements susmentionnés, ne pourra comprendre à titre d'apport que 800.000 francs au maximum.

Toutefois si, en sus de la concession, l'apport de la Société des Usines métallurgiques de la Basse-Loire à la Société à créer comprend des terrains, des bâtiments et installations mécaniques ou autres, des cités ouvrières et des constructions quelconques érigées dans le but de l'exploitation de la mine, des raccordements de chemins, canaux ou autres moyens de desserte de la mine et de transport de ses produits, la rémunération de l'apport pourra être augmentée de la valeur des installations, constructions, etc. La valeur de celles-ci sera établie soit en se basant sur les dépenses réellement faites, soit sur leur valeur à dire d'expert.

2° Aussi longtemps que la mine n'appartiendra pas à une Société anonyme spéciale, ayant pour objet principal son exploitation, la participation de l'Etat sera représentée par *un prélèvement sur le produit brut de l'exploitation*. Ce prélèvement est fixé pour les premières années à 10 centimes par tonne extraite.

Le taux de ce prélèvement pourra être révisé tous les cinq ans, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, de manière à concorder à ce que donnerait l'application à une société prudemment administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation d'un semblable gisement de minerai de fer avec la même production, du quantum de participation déterminé ci-dessus au profit de l'Etat.

En cas de désaccord sur la fixation du prélèvement à faire par tonne extraite pour maintenir cette concordance, le litige sera examiné, avant tout recours au juge compétent, par une commission d'expertise composée d'un expert nommé par le concessionnaire, d'un ingénieur des mines désigné par l'Etat, et d'un tiers-expert désigné d'un commun accord par les deux premiers et, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal civil du ressort, sur la requête présentée par la partie la plus diligente.

Pour assurer l'exécution de la présente convention, dans

le cas où, comme il est dit ci-dessus, il serait constitué une Société anonyme, ayant uniquement pour but l'exploitation de la mine, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession de la Grande-Rimont, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La portion des bénéfices d'exploitation ou, éventuellement, de liquidation attribuée à l'Etat par la présente offre, sera mise à la disposition de l'Etat à titre de fonds de concours pour être affectée par moitié à des études et travaux entrepris par le Service des Mines, en vue de développer l'industrie minière en France ou d'améliorer les conditions de l'exploitation, et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Cette attribution continuera d'ailleurs à recevoir son effet dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Il est bien entendu que l'attribution prévue par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société des Usines métallurgiques de la Basse-Loire.

Le 31 décembre 1912, trois nouveaux décrets de concessions sont insérés à l'*Officiel* :

Décret portant institution de la concession de mines métalliques de Ternand (Rhône) (page 11052) ;

Décret portant institution de la concession de mines métalliques de la Valette (Gard) (page 11053) ;

Décret portant institution de la concession de mines d'arsenic de Matra (Corse) (page 11053).

Pour ces trois concessions, *aucun engagement et aucune offre de concours* n'ont été demandés aux bénéficiaires.

Le 26 janvier 1913, nous trouvons un décret portant institution de la concession de mines de Berchoux (Rhône), *Journal Officiel*, page 351.

Dans une lettre du 1^{er} août 1912, qui fait suite au décret, la Société prend l'engagement de verser à l'Etat une fraction des bénéfices nets annuels de la mine, suivant certaines modalités ; il est en outre spécifié que, « dans le cas où la Société anonyme des Mines et Produits chimiques de Villefranche n'utiliserait pas elle-même, dans ses usines, tout ou partie de ses minerais, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique dans lequel est placée la concession de mines de Berchoux, aura tous pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867 ».

A l'*Officiel* du 27 février 1913, quatre décrets :

Décret portant institution de la concession de mines métalliques des Amaden (département de Constantine) (page 1907) ;

Décret portant institution de la concession de mines métalliques de Nouzilléras (Haute-Vienne) (page 1908) ;

Décret portant institution de la concession de mines métalliques de Lacaud (Haute-Vienne) (page 1969) ;

Décret portant institution de la concession de mines métalliques de Cheni (Haute-Vienne) (page 1910).

1^o *Décret portant institution de la concession de mines métalliques des Amaden.*

Une offre de participation de l'Etat aux bénéfices est faite par lettre du 6 février 1913 :

A l'appui de sa demande et comme titre supplémentaire à l'obtention de la concession, M. Sorine, le concessionnaire,

offre de verser, chaque année, à l'Algérie, le 1^{er} avril au plus tard, un *prélèvement sur le produit brut* de l'année précédente, fixé à dix francs par tonne de minerai employée ou vendue.

Le tonnage, qui servira de base au calcul de ce prélèvement, sera fixé par M. le Préfet, sur déclaration faite par M. Sorine et reconnue exacte par le Service des Mines.

En cas de désaccord sur la fixation du prélèvement annuel, le litige sera examiné, avant tout recours au juge compétent, par une commission d'expertise constituée par un expert nommé par le concessionnaire, un ingénieur des mines désigné par l'Etat et un tiers-expert désigné d'un commun accord par les deux premiers, et, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal civil du ressort, sur la requête présentée par la partie la plus diligente.

En cas de cession, de transmission sous une forme quelconque, de la concession obtenue, M. Sorine s'oblige également à imposer à ces cessionnaires l'exécution du présent engagement.

Il va de soi que cet engagement n'exonère nullement M. Sorine des charges imposées par les lois en vigueur ; mais il est entendu que, si une loi imposait aux mines concédées une participation aux bénéfices sous forme d'impôt complémentaire aux redevances fixe et proportionnelle, les sommes à verser au titre du présent engagement seraient diminuées de celles à payer au titre de l'impôt complémentaire.

Le présent engagement annule tous ceux que le soussigné avait souscrits précédemment relativement au payement d'une redevance.

Le prélèvement sur le produit brut sera mis à la disposition de l'Algérie, à titre de fonds de concours, pour être affecté soit à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en Algérie, soit à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers des mines algériennes et de leurs familles.

Le taux de ce prélèvement pourra, sous les recours de

droit, être revisé tous les cinq ans par M. le Ministre des Travaux publics, de manière à représenter, suivant l'état de l'industrie minière, pour chaque période de cinq années, une charge équivalente à celle résultant du versement de 10 francs par tonne pour la première période.

Le prélèvement dont il s'agit continuera à être effectué par le concessionnaire au profit de l'Algérie, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Il est bien entendu que l'attribution prévue par la présente offre n'aura lieu qu'en cas de la concession susmentionnée au profit de M. Sorine.

2^o Mines métallurgiques de Nouzilleras.

Par lettre du 10 janvier 1913, le concessionnaire expose les conditions dans lesquelles il offre de verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels; il déclare, en outre, que l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

3^o Mines métallurgiques de Lacaud.

Ici également : 1^o offre de verser à l'Etat une portion des bénéfices; 2^o autorisation d'investigation donnée à l'ingénieur des mines.

4^o Mines de Cheni.

Une lettre du 10 janvier 1913, qui fait suite au décret de concession, offre à l'Etat une participation aux bénéfices

(15 %) et donne à l'ingénieur des mines les pouvoirs de contrôle.

Nous trouvons, au *Journal Officiel* du 2 avril 1913, un décret portant concession de mines métalliques à Chèze et à Saligos (Hautes-Pyrénées).

Le décret est suivi d'une lettre datée du 31 janvier 1913, contenant les offres de concours de la Société :

Le soussigné, Gaston Savary, domicilié à Lille, 116, rue Nationale, agissant en qualité d'administrateur délégué de la Société anonyme de Gisements miniers de Luz-Saint-Sauveur, laquelle société a présenté, le 24 mars 1909, une demande en concession de mines de zinc, plomb, argent, cuivre et métaux connexes portant sur les communes de Chèze, Saligos, Vizos, Esquièze, Sassis, Grust et Viscos, arrondissement d'Argelès-Gazost, département des Hautes-Pyrénées,

Offre, au nom de la Société anonyme de Gisements miniers de Luz-Saint-Sauveur et *comme titre supplémentaire à l'obtention de la concession*, de verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction de 15 % du montant total des sommes distribuées, au cours de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts sous la forme de dividendes ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties.

Si les distributions faites pendant certaines années n'atteignent pas ce chiffre de 5 %, les distributions des années subséquentes ne donneraient lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ne soit comblé.

A l'expiration de la Société, toutes les valeurs provenant de la liquidation après l'extinction du passif et après prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, s'il y a lieu, l'attribution de 5 % pour chaque année écoulée au capital-actions versé et non amorti et pour rembourser ce capital,

seraient réparties dans la même proportion, les sommes versées à l'Etat français représentant 15 % de celles qui resteraient à la disposition de la société anonyme.

Pour assurer l'exécution de la présente offre, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La portion des bénéfices d'exploitation ou, éventuellement, de liquidation versée à titre de fonds de concours sera mise à la disposition de l'Etat pour être affectée par moitié à des études et travaux connexes entrepris par le Service des Mines en vue d'améliorer les conditions de l'exploitation, et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement de 15 % continuerait à être effectué par la société concessionnaire dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Il est bien entendu que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession au profit de la Société anonyme de Gisements miniers de Luz-Saint-Sauveur.

L'Officiel du 10 mai 1913 publie un décret concédant des mines de fer dans la commune mixte d'Akbou (Constantine).

Par lettre du 17 janvier 1913, le concessionnaire prend les engagements suivants :

A l'appui de sa demande et comme *titre supplémentaire à l'obtention de la concession*, M. Tellièrre offre de verser chaque année à l'Algérie, le 1^{er} avril au plus tard, un prélèvement sur le produit brut de l'année précédente, fixé une fois pour toutes à 25 centimes par tonne de minerai employée

ou vendue (que ledit minerai provienne d'ailleurs de la minière ou qu'il provienne de la mine).

Le tonnage qui servira de base au calcul de ce prélèvement sera fixé par M. le Préfet, sur déclaration faite par M. Tellière et reconnue exacte par le Service des Mines.

En cas de cession, de transmission sous une forme quelconque de la concession obtenue, M. Tellière s'oblige également à imposer à ses concessionnaires l'exécution du présent engagement. Il va de soi que cet engagement n'exonère nullement M. Tellière des charges imposées par les lois en vigueur ; mais il est entendu que, si une loi imposait aux mines déjà concédées une participation aux bénéfices, sous forme d'impôt complémentaire aux redevances fixe et proportionnelle, les sommes à verser à l'Algérie, au titre du présent engagement, seraient diminuées de celles à payer au titre de l'impôt complémentaire.

De plus, le présent engagement annule tous ceux que le soussigné avait souscrits précédemment, relativement au paiement d'une redevance.

Le prélèvement sur le produit brut sera mis à la disposition de l'Algérie, à titre de fonds de concours, pour être affecté soit à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en Algérie, soit à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs des mines algériennes et de leurs familles.

Le prélèvement dont il s'agit continuera à être effectué par le concessionnaire au profit de l'Algérie, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Il est bien entendu que l'attribution prévue par la précédente offre n'aura lieu qu'en cas de la concession susmentionnée au profit de M. Tellière.

Quelques jours après, le 25 mai 1913, nous trouvons le décret instituant une importante concession de mines de fer à Mercy-le-Haut (Meurthe-et-Moselle), arrondissement de Briey.

Dans une lettre du 5 mars 1913, qui accompagne le décret, nous retrouvons les offres faites à l'Etat de verser une fraction des bénéfices et l'autorisation de contrôler par l'ingénieur des mines :

La société pétitionnaire offre de verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation de la mine, et, le cas échéant, des bénéfices de sa liquidation.

Cette fraction sera déterminée à forfait et sera égale à 25 % du montant des sommes distribuées, au titre de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts et au Conseil d'administration sous la forme de dividendes, ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties. Si les distributions faites pendant certaines années n'atteignent pas ce chiffre de 5 %, les distributions des années subséquentes ne donneront lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ait été comblé, les statuts de la société comportant cet intérêt cumulatif.

A l'expiration de la société, après qu'il aura été procédé à l'extinction du passif et au prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, au titre des exercices antérieurs si les statuts le prévoient, l'attribution de 5 % au capital-actions versé et non amorti, ainsi que pour rembourser ce capital, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront réparties entre l'Etat et la société, les sommes versées à l'Etat représentant 25 % de celles qui resteront à la disposition de la société.

Dans le cas où il y aurait partage en nature des produits de la mine, ou si le ministre venait à reconnaître, par comparaison avec la moyenne des prix pratiqués à la même époque par une société purement minière de la même région produisant un tonnage sensiblement égal d'un minerai de qualité équivalente, que la Société de Mercy-le-Haut pratiquerait une moyenne de prix sensiblement inférieure, ayant

pour effet une réduction des versements revenant à l'Etat, il y aurait lieu de remplacer le versement à titre de fonds de concours, calculé d'après les dividendes, par *un prélèvement sur le produit de l'exploitation*.

La quotité de ce prélèvement sera fixée par le ministre et révisée ensuite tous les cinq ans sous les recours de droit, de manière à correspondre à ce que donnerait, pour une société prudemment administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation directe d'un semblable gisement de fer d'une richesse analogue et produisant le même tonnage, le prélèvement de 25 % prévu ci-dessus.

En cas de désaccord sur la modalité de la participation à verser à l'Etat ou sur le taux du prélèvement, le litige serait examiné d'abord, avant tout recours au juge compétent, par une commission composée d'un expert nommé par le concessionnaire, d'un ingénieur des mines désigné par l'Etat et d'un troisième expert désigné d'un commun accord par les deux premiers, ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal civil du ressort sur la requête présentée par la partie la plus diligente.

La Société de Mercy-le-Haut prend l'engagement de mettre en exploitation la concession de Mercy-le-Haut dans le délai maximum de 5 années après le décret d'institution, et, comme justification supplémentaire de cet engagement, elle garantit que le montant annuel du prélèvement à verser à l'Etat ne sera pas inférieur à 20.000 francs pour chacune des 5 années qui suivront l'institution et à 50.000 francs pendant les 10 années suivantes. Elle s'engage à compléter s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de ces sommes, le prélèvement prévu par la présente offre.

Pour assurer l'exécution de la présente offre, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La portion des bénéfices d'exploitation, ou éventuellement,

de liquidation versée à titre de fonds de concours sera mise à la disposition de l'Etat, pour être affectée par moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en France et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement de 25 % continuera à être effectué par la société concessionnaire, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Etat une affectation différente de celle stipulée ci-dessus.

La Société des Mines de Mercy-le-Haut s'engage, en outre, en cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la présente offre au concessionnaire ou à l'amodiataire.

Il est bien entendu que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société de Mercy-le-Haut.

Nous attirons l'attention sur l'engagement nouveau créant à la société de graves obligations ; nous l'avons d'ailleurs signalé dans notre chapitre IV. Cet engagement pourrait certainement constituer, le cas échéant, une charge très lourde pour elle, car il engage l'avenir incertain ; personne n'ignore combien il est difficile de prévoir quel sera, après cinq, dix ou quinze années, l'état d'une exploitation, non plus que ses résultats.

Le 20 juillet 1913, l'*Officiel* publie un décret portant institution, en faveur de la Compagnie minière et métallurgique d'Auzon, de la concession de mines d'arsenic et métaux connexes de Durances (Alpes-Maritimes).

Une lettre du 3 mai 1913 précise les conditions dans lesquelles la Compagnie offre de verser, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation. L'ingénieur des mines a le droit de contrôle.

A l'*Officiel* du 25 juillet 1913, est publié un décret portant institution de la concession de mines métalliques de Djendeli Nord (département de Constantine) (page 6620).

Suit une lettre du 4 mai 1913 portant l'engagement de verser à l'Algérie, à titre de fonds de concours, un *prélèvement sur le produit brut*, fixé, pour les premières années, à 6 francs par tonne de minerai employée ou vendue.

Le 20 août 1913, un décret est publié à l'*Officiel*, portant institution de la concession de mines métalliques d'Aïn-bou-Hamède (Constantine) (page 7608).

Une lettre du 25 mars 1913 fait des offres de concours suivant des modalités assez complexes :

A l'appui de sa demande, le concessionnaire offre de verser à l'Algérie, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de la mine, calculée comme il est dit ci-après :

1° Si la mine est apportée à une société anonyme ayant pour objet principal l'exploitation de la concession, la fraction des bénéfices versés à l'Algérie sera déterminée à forfait et sera égale à 20 % du montant total des sommes distribuées, au titre de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts et au Conseil d'administration, autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties.

Si les distributions faites pendant certaines années n'atteignent pas ce chiffre de 5 %, les distributions des années subséquentes ne donneront lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ait été comblé, pourvu, toutefois, que les statuts de la société comportent cet intérêt cumulatif.

A l'expiration de la société, après qu'il aura été procédé à l'extinction du passif et au prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, au titre des exercices antérieurs dans le cas où les statuts le prévoient, l'attribution de 5 % au capital-actions versé et non amorti, ainsi que pour rembourser ce capital, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront réparties entre l'Algérie et la société, les sommes versées à l'Algérie représentant 20 % de celles qui resteront à la disposition de la société.

2° Aussi longtemps que la mine n'appartiendra pas à une société anonyme spéciale ayant pour objet principal son exploitation directe, le versement à titre de fonds de concours consistera en un *prélèvement sur le produit brut* de l'exploitation. Ce prélèvement est fixé, pour les premières années, à 6 francs par tonne employée ou vendue.

Le Gouverneur général de l'Algérie pourra décider qu'il en sera de même dans le cas où, l'exploitation étant assurée par une société anonyme, il y aurait partage en nature des produits de l'exploitation, ou encore dans le cas où la vente de ces produits aurait lieu dans des conditions ayant pour effet une réduction systématique du versement à faire à l'Algérie, notamment par cession à des usines de transformation à des prix de faveur.

La quotité du prélèvement par tonne sera révisée tous les cinq ans, sous réserve des recours de droit, par le Gouverneur général de l'Algérie, de manière à correspondre à ce que donnerait, pour une société prudemment administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation directe d'un semblable gisement de minerai de zinc, plomb et cuivre, et produisant le même tonnage, le prélèvement de 20 % prévu ci-dessus.

Pour assurer l'exécution de la présente offre, dans le cas où la mine serait exploitée par une société anonyme, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession d'Ain-bou-Hamède, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des

comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1913.

La portion des bénéfices d'exploitation ou, éventuellement, de liquidation versée à titre de fonds de concours sera mise à la disposition de l'Algérie pour être affectée par moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en Algérie, et par moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement de 20 % ou de 6 francs par tonne continuera à être effectué par le concessionnaire dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés à l'Algérie une affectation différente de celle spécifiée ci-dessus.

Le soussigné s'engage, en outre, au cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la présente offre au cessionnaire ou à l'amodiateur. Il est bien entendu que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de M. Angelo Galéa.

Le 22 août 1913 :

Décret instituant concession de mines métalliques de Champvert (Haute-Vienne).

Par lettre en date du 25 avril 1913 :

La société pétitionnaire offre de verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation de la mine et, le cas échéant, des bénéfices de sa liquidation.

Les sommes ainsi versées seront mises à la disposition de l'Etat pour être affectées par moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en France, et par moitié à des institutions d'assistance ou de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement dû à l'Etat continuera à être effectué par la société concessionnaire, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés une affectation différente de celle stipulée ci-dessus.

La fraction de bénéfices à verser à l'Etat sera déterminée à forfait et égale à 15 % *du montant des sommes distribuées*, au titre de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts sous la forme de dividendes, ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de 5 % des sommes dont les actions seront libérées et non amorties. Si les distributions faites pendant certaines années n'atteignent pas ce chiffre de 5 %, les distributions des années subséquentes ne donneront lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ait été comblé.

A l'expiration de la société, après qu'il aura été procédé à l'extinction du passif et au prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, au titre des exercices antérieurs, l'attribution de 5 % au capital-actions versé et non amorti, ainsi que pour rembourser le capital, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront réparties entre l'Etat et la société, les sommes versées à l'Etat représentant 15 % de celles qui resteront à la disposition de la société.

Dans le cas où la société adopterait un système de partage en nature des produits de la mine ou un mode de détermination des prix de vente ayant pour effet d'entraîner une réduction corrélative du versement à faire à l'Etat, le ministre des Travaux publics pourrait décider que le versement à titre de fonds de concours, calculé d'après les dividendes, sera remplacé par un prélèvement équivalent sur le produit brut de l'exploitation.

La quotité de ce prélèvement sera fixée, sous les recours de droit, par le ministre des Travaux publics, et sera révisée tous les cinq ans, de manière à correspondre à ce que donnerait, pour une société normalement administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation directe d'un semblable gisement de minerai de mispickel aurifère et minéraux connexes et produisant le même tonnage, le prélèvement de 15 % prévu ci-dessus.

Pour assurer l'exécution de la présente convention, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans

lequel est placée la concession, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La Société des Mines de Champvert s'engage, en outre, en cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la présente offre au cessionnaire ou à l'amodiataire.

Il est bien spécifié que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société des Mines de Champvert.

Le présent engagement n'exonère pas la Société des Mines de Champvert des charges fiscales résultant des lois actuelles ou futures ; il est entendu, toutefois, que, s'il était ultérieurement établi, à la charge des exploitations minières, une participation aux bénéfices qui, à raison des conditions de son institution, ne pourrait pas être considérée comme rentrant dans les impôts de droit commun, les sommes à verser annuellement, au titre du présent engagement, seraient diminuées d'une quotité égale au montant de cette participation.

Le 11 octobre 1913 :

Décret instituant, en faveur de la Société des Pyrithes d'Ixassou (Basses-Pyrénées), la concession de mines de pyrites d'Ixassou.

Une lettre du 9 juin 1913 expose que :

La société pétitionnaire offre de verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation de la mine, et, le cas échéant, des bénéfices de sa liquidation.

Les sommes ainsi versées seront mises à la disposition de l'Etat pour être affectées par moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en France, et par moitié à des institutions d'assistance ou de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement dû à l'Etat continuera à être effectué par la société concessionnaire, dans le cas où une disposition législative donnerait aux fonds versés une affectation différente de celle stipulée ci-dessus.

La fraction de bénéfices à verser à l'Etat sera déterminée à forfait et égale à 15 % *du montant des sommes distribuées*, au titre de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts, sous la forme de dividendes ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de cinq pour cent (5 %) des sommes dont les actions seront libérées et non amorties.

Dans le cas où les statuts de la société seraient modifiés de façon à rendre cumulatif le premier dividende de 5 %, si les distributions faites pendant certaines années n'atteignaient pas ce chiffre de 5 %, les distributions des années subséquentes ne donneraient lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ait été comblé.

A l'expiration de la société, après qu'il aura été procédé à l'extinction du passif et au prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, au titre des exercices antérieurs si les statuts venaient à le prévoir, l'attribution de 5 % au capital-actions versé et non amorti, ainsi que pour rembourser le capital, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront réparties entre l'Etat et la société, les sommes versées à l'Etat représentant 15 % de celles qui resteront à la disposition de la société.

Dans le cas où la société adopterait un système de partage en nature des produits de la mine ou un mode de détermination des prix de vente ayant pour effet d'entraîner une réduction corrélative du versement à faire à l'Etat, le ministre des Travaux publics pourrait décider que le versement, à titre de fonds de concours, calculé d'après les dividendes, sera remplacé par un prélèvement équivalent sur le produit brut de l'exploitation.

La quotité de ce prélèvement sera fixée, sous les recours de droit, par le ministre des Travaux publics et sera révisée

tous les cinq ans, de manière à correspondre à ce que donnerait une société normalement administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation directe d'un semblable gisement de minerai de pyrite de fer, et produisant le même tonnage, le prélèvement de 15 % prévu ci-dessus.

Pour assurer l'exécution de la présente convention, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique, dans lequel est placée la concession, aura tous les pouvoirs d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La Société des Pyrites d'Itxassou s'engage, en outre, en cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la présente offre au concessionnaire ou à l'amodiataire.

Il est bien entendu que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société des Pyrites d'Itxassou.

Le présent engagement n'exonère pas la dite Société des Pyrites d'Itxassou des charges fiscales résultant des lois actuelles ou futures ; il est entendu, toutefois, que, s'il était ultérieurement établi, à la charge des exploitations minières, une participation aux bénéfices qui, à raison des conditions de son institution, ne pourrait pas être considérée comme rentrant dans les impôts de droit commun, les sommes à verser annuellement, au titre du présent engagement, seraient diminuées d'une quotité égale au montant de cette participation.

Le 23 octobre 1913 :

Décret portant concession à la Société anonyme des Mines d'Audun-le-Roman (Meurthe-et-Moselle).

Une lettre du 31 juillet 1913 expose de la façon suivante les conditions dans lesquelles sont faites les offres de concours :

La Société métallurgique de Pont-à-Vendin, dont le siège social est à Lens (Pas-de-Calais), représentée par M. Henri

Fayol, spécialement autorisé à cet effet, et la Société des Aciéries de Paris et d'Outreau, dont le siège social est à Paris, représentée par M. Achille Adam, son président, spécialement autorisé à cet effet :

Ont l'honneur d'exposer à M. le Ministre des Travaux publics ce qui suit :

La Société des Aciéries de Paris et d'Outreau a effectué des travaux de recherches qui l'ont amenée à introduire, le 28 décembre 1908, une demande en concession de mines de fer sur le territoire de la commune d'Audun-le-Roman et communes voisines, dans l'arrondissement de Briey, département de Meurthe-et-Moselle.

La Société des Aciéries de Paris et d'Outreau, d'accord avec la Société métallurgique de Pont-à-Vendin, formera, pour l'exploitation de la concession à instituer, une société anonyme, dite Société des Mines d'Audun-le-Roman, au capital de 1 million, que la Société des Aciéries de Paris et d'Outreau se substituera dans ses droits.

En conséquence, la Société métallurgique de Pont-à-Vendin et la Société des Aciéries de Paris et d'Outreau ont l'honneur de solliciter, pour le compte de la Société en formation, la concession d'Audun-le-Roman, telle qu'elle est définie dans la lettre à M. le Ministre des Travaux publics en date du 3 mai 1912.

Ces deux Sociétés s'engagent à obliger la Société des Mines d'Audun-le-Roman à verser à l'Etat, à titre de fonds de concours, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation de la mine, et, le cas échéant, des bénéfices de sa liquidation.

Les sommes ainsi versées seront mises à la disposition de l'Etat pour être affectées par moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en France, et par moitié à des institutions d'assistance ou de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Le versement dû à l'Etat continuera à être effectué par la société concessionnaire, dans le cas où une disposition

législative donnerait aux fonds versés une affectation différente de celle stipulée ci-dessus.

La fraction de bénéfices à verser à l'Etat sera déterminée à forfait et égale à 25 0/0 du montant des sommes distribuées, au titre de chaque exercice social, aux actionnaires et porteurs de parts, sous la forme de dividendes ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital, déduction faite d'un premier dividende de 5 0/0 des sommes dont les actions seront libérées et non amorties. Si les distributions faites pendant certaines années n'atteignent pas ce chiffre de 5 0/0, les distributions des années subséquentes ne donneront lieu à aucun versement de fonds de concours avant que l'arriéré ait été comblé. Les statuts de la Société des Mines d'Audun-le-Roman prévoiront cet intérêt cumulatif.

A l'expiration de la Société, après qu'il aura été procédé à l'extinction du passif et au prélèvement des sommes nécessaires pour compléter, au titre des exercices antérieurs, l'attribution de 5 0/0 au capital actions versé et non amorti, ainsi que pour rembourser le capital, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront réparties entre l'Etat et la Société, les sommes versées à l'Etat représentant 25 0/0 de celles qui resteront à la disposition de la Société.

Dans le cas où la Société adopterait un système de partage en nature des produits de la mine ou un mode de détermination des prix de vente ayant pour effet d'entraîner une réduction corrélative du versement à faire à l'Etat, le ministre des Travaux publics pourrait décider que le versement à titre de fonds de concours, calculé d'après les dividendes, sera remplacé par un prélèvement équivalent sur le produit brut de l'exploitation.

La quotité de ce prélèvement sera fixée sous les recours de droit, par le ministre des Travaux publics, et sera révisée tous les cinq ans, de manière à correspondre à ce que donnerait, pour une société normalement administrée et s'occupant uniquement de l'exploitation directe d'un semblable gisement de minerai de fer et produisant le même tonnage, le prélèvement de 25 0/0 prévu ci-dessus.

En cas de désaccord sur la modalité de la participation à verser à l'Etat ou sur le taux du prélèvement, le litige serait examiné d'abord, avant tout recours au juge compétent, par une commission composée d'un expert nommé par le concessionnaire, d'un ingénieur des mines désigné par l'Etat et d'un troisième expert désigné d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal civil du ressort, sur la requête présentée par la partie la plus diligente.

Vient ensuite un engagement du même genre que celui qui avait été « inspiré » aux concessionnaires de Mercy-le-Haut : la mise en valeur dans le délai de cinq années, avec garantie d'un versement minimum au profit de l'Etat pendant la première période de 5 ans et une seconde période de 10 ans. Voici quel en est le texte ; on verra qu'il est absolument identique à celui de la lettre écrite par les demandeurs de Mercy-le-Haut. Les chiffres seuls diffèrent :

La Société des Mines d'Audun-le-Roman prend l'engagement de mettre en exploitation la concession d'Audun-le-Roman dans le délai maximum de cinq années après le décret d'institution et, comme justification supplémentaire de cet engagement, elle garantit que le montant annuel du prélèvement à verser à l'Etat ne sera pas inférieur à 15.000 fr. pour chacune des cinq années qui suivront l'institution, et à 35.000 francs pendant les dix années suivantes. Elle s'engage à compléter, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de ces sommes, le prélèvement prévu par la présente offre.

Et enfin la clause donnant à l'ingénieur des mines les droits d'investigation :

Pour assurer l'exécution de la présente convention, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique dans lequel est placée la concession aura tous les pouvoirs

d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La Société des Mines d'Audun-le-Roman s'engagera, en outre, en cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la précédente offre au concessionnaire ou à l'amodiataire.

Il est bien spécifié que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société des Mines d'Audun-le-Roman.

Le présent engagement n'exonérera pas la Société des Mines d'Audun-le-Roman des charges fiscales résultant des lois actuelles ou futures ; il est entendu, toutefois, que, s'il était ultérieurement établi, à la charge des exploitations minières, une participation aux bénéfices qui, à raison des conditions de son institution, ne pourrait pas être considérée comme rentrant dans les impôts de droit commun, les sommes à verser annuellement, au titre du présent engagement, seraient diminuées d'une quotité égale au montant de cette participation.

D'une manière générale, les obligations, contractées par les concessionnaires dans leurs lettres, sont donc de deux sortes :

1^o Obligation de verser à l'Etat, à partir d'un certain bénéfice, une somme estimée, suivant les concessions, à 12,5, 15, 20 et même 25 % des bénéfices. C'est, comme nous l'avons vu à propos de la proposition de loi de 1910, la part de l'Etat sur le *superdividende*. Dans son article sur les « Concessions de Mines », paru dans la *Revue Parlementaire* du 10 juin 1912, M. Aguillon condamne cette nouvelle manière de procéder. M. Ajam y est, lui aussi, tout à fait hostile. Le Gouvernement met actuellement en pratique, avant la lettre, l'article 60 du projet

En cas de désaccord sur la modalité de la participation à verser à l'Etat ou sur le taux du prélèvement, le litige serait examiné d'abord, avant tout recours au juge compétent, par une commission composée d'un expert nommé par le concessionnaire, d'un ingénieur des mines désigné par l'Etat et d'un troisième expert désigné d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal civil du ressort, sur la requête présentée par la partie la plus diligente.

Vient ensuite un engagement du même genre que celui qui avait été « inspiré » aux concessionnaires de Mercy-le-Haut : la mise en valeur dans le délai de cinq années, avec garantie d'un versement minimum au profit de l'Etat pendant la première période de 5 ans et une seconde période de 10 ans. Voici quel en est le texte ; on verra qu'il est absolument identique à celui de la lettre écrite par les demandeurs de Mercy-le-Haut. Les chiffres seuls diffèrent :

La Société des Mines d'Audun-le-Roman prend l'engagement de mettre en exploitation la concession d'Audun-le-Roman dans le délai maximum de cinq années après le décret d'institution et, comme justification supplémentaire de cet engagement, elle garantit que le montant annuel du prélèvement à verser à l'Etat ne sera pas inférieur à 15.000 fr. pour chacune des cinq années qui suivront l'institution, et à 35.000 francs pendant les dix années suivantes. Elle s'engage à compléter, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de ces sommes, le prélèvement prévu par la présente offre.

Et enfin la clause donnant à l'ingénieur des mines les droits d'investigation :

Pour assurer l'exécution de la présente convention, l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique dans lequel est placée la concession aura tous les pouvoirs

d'investigation donnés aux commissaires des comptes par les statuts et par le premier alinéa de l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867.

La Société des Mines d'Audun-le-Roman s'engagera, en outre, en cas de cession ou d'amodiation de la concession, à imposer le renouvellement de la précédente offre au concessionnaire ou à l'amodiataire.

Il est bien spécifié que le versement prévu par la présente offre n'aura lieu qu'en cas d'institution de la concession susmentionnée au profit de la Société des Mines d'Audun-le-Roman.

Le présent engagement n'exonérera pas la Société des Mines d'Audun-le-Roman des charges fiscales résultant des lois actuelles ou futures ; il est entendu, toutefois, que, s'il était ultérieurement établi, à la charge des exploitations minières, une participation aux bénéfices qui, à raison des conditions de son institution, ne pourrait pas être considérée comme rentrant dans les impôts de droit commun, les sommes à verser annuellement, au titre du présent engagement, seraient diminuées d'une quotité égale au montant de cette participation.

D'une manière générale, les obligations, contractées par les concessionnaires dans leurs lettres, sont donc de deux sortes :

1^o Obligation de verser à l'Etat, à partir d'un certain bénéfice, une somme estimée, suivant les concessions, à 12,5, 15, 20 et même 25 % des bénéfices. C'est, comme nous l'avons vu à propos de la proposition de loi de 1910, la part de l'Etat sur le *superdividende*. Dans son article sur les « Concessions de Mines », paru dans la *Revue Parlementaire* du 10 juin 1912, M. Aguillon condamne cette nouvelle manière de procéder. M. Ajam y est, lui aussi, tout à fait hostile. Le Gouvernement met actuellement en pratique, avant la lettre, l'article 60 du projet

présenté en 1910. Au point de vue juridique, personne ne peut admettre qu'en agissant ainsi il reste dans la légalité ; en vérité, il viole sciemment la loi de 1810 ;

2^o Droit de contrôle donné à l'ingénieur des mines. Nous voyons là des pratiques d'inquisition fiscale inacceptables, qui s'accommodent mal avec l'esprit français, et qu'il serait désastreux de voir se répandre. Lorsqu'un Gouvernement s'engage dans cette voie, qui sait où il s'arrêtera ?

M. Aguillon s'élève très vivement contre cette dernière stipulation dans l'article que nous avons cité plus haut :

« On ne laisse pas d'éprouver quelque étonnement, écrit-il, de voir des industriels accepter, pour les ingénieurs des mines, ce droit d'investigation sur tous leurs comptes, et aller ainsi au-devant de l'inquisition fiscale la plus caractérisée. Un tel interventionnisme, si facilement consenti, sera chose rare, à coup sûr. Comment le Conseil d'Etat a-t-il pu l'accepter ? A-t-on pensé où cela va conduire pour peu que le régime s'étende avec le système du revenu réservé cumulatif ? Ce sont les comptes de chaque année qu'il faudra vérifier et arrêter avec la possibilité des contestations les plus âpres. Songe-t-on à l'armée de fonctionnaires qu'il aurait fallu, si ce système, inauguré en 1810, devait s'appliquer aux 1.500 concessions qui existent ? Rien que pour l'avenir, on ne doit pas oublier qu'avant la crise que nous traversons, on instituait une douzaine de concessions par an. On n'évitera donc pas un nouveau développement de fonctionnarisme et de contentieux ; et l'Etat devra en supporter la charge, encore qu'il ne soit pas bénéficiaire des ressources que ce régime doit procurer. »

Ce sont donc bien, en réalité, comme nous avons eu maintes fois l'occasion de le relever, les conceptions étatistes qui triomphent et sont mises en application par les services du ministère, avant même que le législateur ait cru devoir les consacrer.

C'est l'arbitraire de l'Etat, en l'espèce l'arbitraire de son administration, dans toute sa splendeur, imposant des participations de taux divers à certains tributaires et en exonérant les autres, menaçant des concessionnaires de véritables astreintes et les épargnant aux autres, enfin, pour couronner son œuvre, posant les bases d'une véritable inquisition fiscale.

Tous ces agissements doivent nous amener petit à petit à l'exploitation d'Etat, si peu défendable qu'elle soit au point de vue de la discussion pure, comme nous l'avons vu en examinant le rapport Zévaès. M. Ajam, lui-même, a dû s'incliner devant les désirs de ses collègues, et insérer au projet de loi, dont il fut le rapporteur, le paragraphe qui la prévoit (1).

Mais l'exploitation d'Etat existe à l'étranger ; voyons donc les résultats qu'elle y a pratiquement obtenus.

(1) Il est bon de remarquer que le projet de réforme, déposé en 1910 par MM. Millerand, Cochery et Viviani, ministres des Travaux publics, des Finances et du Travail, ne contenait aucune allusion à l'exploitation possible par l'Etat.

CHAPITRE VI

L'Exploitation d'Etat à l'Etranger

Lorsqu'on discute la question de l'exploitation des mines par l'Etat, l'argument lancé en dernier ressort est toujours tiré de ce que l'on a appelé le « Système suédois ». On en a parlé à la Commission des Mines, où M. Painlevé avait proposé une solution destinée à faire la part de l'Etat et celle des exploitants en s'en inspirant. La Commission ne s'y est pas arrêtée, mais l'idée fait son chemin ; quand la réforme minière viendra en discussion, il est certain qu'on la mettra en avant.

C'est à M. Nicou, ingénieur au Corps des Mines, que l'on doit les précisions sur cette forme particulière de participation de l'Etat (1), et voici quelle est l'économie du système (2) :

La loi suédoise reconnaît au propriétaire de la surface le droit de s'imposer au concessionnaire comme participant pour moitié dans les bénéfices de l'exploitation,

(1) *Annales des Mines*, septembre et octobre 1908.

(2) Les mines sont, en Suède, concédées par l'Etat en vertu d'une législation qui rappelle la nôtre dans ses grandes lignes et qui date de 1884.

mais à la condition de participer aussi pour moitié aux pertes. Or, l'Etat suédois est propriétaire du sol lapon ; en concédant les mines de Laponie, il pouvait justement revendiquer à son profit le privilège qu'il tenait de cette qualité ; d'autre part, s'il avait à participer aux bénéfices, il lui fallait s'engager aussi à participer aux pertes. Il n'osa le faire, mais s'il s'imposa pour moitié du capital social, comme il en avait le droit, dans les sociétés minières, il compensa son refus de participer aux pertes par de multiples avantages octroyés aux exploitants : tarifs réduits de chemins de fer (1), disposition gratuite de tous les terrains nécessaires à l'entreprise, et, surtout, engagement de ne pas instituer de taxes d'exportation.

Cette dernière stipulation est considérée comme de la plus grande valeur pour les exploitants, car la Suède, très nationaliste, veut conserver la majeure partie des ressources de son sous-sol et en empêcher l'exploitation au profit de l'industrie étrangère ; la question des droits de sortie du minerai a toujours pris dans ce pays une importance de premier ordre, et c'est elle qui fit échouer le projet de 1906, dans lequel les patriotes suédois ne croyaient pas trouver de garanties protectionnistes suffisantes. En 1907, on obtint d'eux l'engagement désiré, mais les sociétés exploitantes souscrivirent, de leur côté, à l'obligation de ne pas dépasser un certain tonnage pour l'exportation ; ajoutons que ce tonnage était triple de celui qui était fixé antérieurement.

(1) Les mines ont, pour leur transport des minerais, un tarif inférieur d'un bon tiers au prix normal des transports ordinaires du pays.

Enfin, le rachat des concessions est prévu ; ses conditions, sa procédure, la composition de la commission d'expertise, la date à laquelle il pourra intervenir, sont déterminés dès maintenant, mais de façon si avantageuse pour les actionnaires que l'on ne croit pas en voir jamais l'accomplissement.

Le « système suédois » est ainsi tout autre chose qu'une participation pure et simple de l'Etat aux bénéfices des mines. Si l'Etat a des avantages, les concessionnaires en ont de leur côté qui viennent compenser, et au delà, la part de bénéfice dont il est amené à jouir ; il s'agit donc d'un véritable contrat pour les sociétés qui ont traité avec lui en 1907, et, lorsqu'on parle des profits de l'Etat suédois dans les mines de Laponie, il est nécessaire d'en mentionner la contre-partie. Ce régime a été inspiré par des nécessités politiques bien plutôt que par des motifs d'ordre purement économique.

Voici du reste et en conclusion ce qu'écrit à son sujet M. Nicou. Le fait primordial qui a motivé ces conventions est le « mouvement nationaliste profond qui anime « d'une façon générale les peuples scandinaves et qui a « reçu en Suède une impulsion nouvelle lors de la sépa- « ration avec la Norvège. C'est ce sentiment nationaliste « qui a poussé la Suède à faire tous ses efforts, par des « mesures diverses, pour conserver à l'industrie natio- « nale la plus grande partie des richesses du sous-sol, « quand bien même cette industrie devrait, pendant long- « temps, sinon toujours, être incapable d'élaborer tout le « minerai qu'une exploitation rationnelle permettrait « d'abattre ; c'est aussi ce sentiment nationaliste qui fait « considérer toute introduction de capitaux étrangers « en Suède d'une manière défavorable et qui pourra

« retarder d'une façon appréciable le développement économique du pays ».



S'il n'est donc pas possible de mettre en avant avec raison le « système suédois », quand on est à la recherche d'arguments en faveur d'une politique minière interventionniste, il n'en est pas de même pour ce qui concerne le régime allemand, et l'on peut s'étonner à juste titre de ne trouver que des allusions plutôt timides ou des commentaires très succincts, dans lesquels les chiffres sont le plus souvent absents, sous la plume des économistes des diverses écoles étatistes. C'est ainsi que, par exemple, le rapport de M. Zévaès de 1909, concluant à la nationalisation des mines par l'Etat, est d'une discrétion plutôt déconcertante à ce propos. Aucun chiffre n'est fourni concernant les résultats financiers ; voici seulement ce que l'on trouve : « En Prusse, des excédents annuels, « produits par l'exploitation des mines, sont portés au budget de l'Etat. » Mais quels sont ces excédents ? Comment le calcul en est-il établi ? Mystère. On peut se douter cependant de la réalité des choses, en se rappelant qu'un peu plus haut le rapporteur écrivait : « ... Les « fins poursuivies par l'Etat ne sont pas seulement fiscales ; « l'Etat n'est pas exclusivement comparable à un capitaliste privé ; il peut être guidé, dans son exploitation, par « des considérations d'ordre social, et ce sont celles-ci « qui, dans notre pensée, dans notre conception, doivent « l'emporter, dans l'intérêt, à la fois, des consommateurs et « de la classe ouvrière. »

S'il en est ainsi, si le résultat financier n'est rien, si, pour descendre au terre à terre, le consommateur doit

acheter son charbon à bas prix pendant que l'ouvrier jouit de salaires élevés, on comprend mieux le mutisme du rapporteur et l'on s'explique que les critiques très vives qui sont faites au régime d'Etat prussien l'aient laissé indifférent. De même aussi, on justifie son silence relativement aux débats parlementaires sur la question.

Et pourtant, quel pays était mieux préparé que la Prusse à l'exercice de l'industrie d'Etat, avec les qualités toutes spéciales que lui donnent son esprit de discipline, son sens des réalités, ses patientes facultés d'organisation méthodique. Il faut voir cependant l'étude de M. O. Henry-Gréard pour constater à quel résultat on y aboutit pratiquement (1).

L'Etat prussien possède des gisements miniers et particulièrement des houillères dont la plus grande partie constitue le bassin de la Sarre à très peu de chose près en entier ; leur superficie totale est de 178.564 hectares, soit six fois l'étendue de notre plus vaste concession française, Anzin, qui comprend 28.088 hectares et plus de vingt-cinq fois l'étendue de notre concession de Lens, dont l'extraction est la plus importante. Ce rapprochement fera mieux ressortir la médiocrité des résultats obtenus sous tous rapports.

Tout d'abord il faut dire que la recherche du rendement financier de l'exploitation fiscale ne va pas sans difficultés ; il est très malaisé d'y voir aussi clair qu'on le voudrait, par suite de l'absence d'une comptabilité spéciale. Jusqu'à présent, on inscrivait simplement au budget, parmi les autres recettes et dépenses générales, les recettes

(1) *L'exploitation des mines par l'Etat dans le royaume de Prusse*, par O. HENRY-GRÉARD, 1912.

et dépenses des exploitations fiscales ; il n'y avait pour elles rien qui puisse rappeler nos budgets spéciaux. Il est impossible de retrouver le capital qui a été immobilisé dans ces entreprises. Quand l'Administration des Mines avait besoin de fonds pour quelque motif que ce soit, on se contentait de prélever le nécessaire sur les crédits budgétaires. Il faudrait donc des recherches considérables *dans tous les budgets* pour arriver à rétablir le montant du capital investi. Aussi, de très vives et très justes critiques s'étant élevées, depuis une quinzaine d'années, on a changé de méthode sur ce point et l'on fait une demande spéciale au Parlement pour les ouvertures de crédit. C'est ainsi que l'on a demandé à l'emprunt, à diverses reprises, les fonds nécessaires, quand il a fallu engager des dépenses exceptionnelles que les recettes de l'exploitation n'aurait d'ailleurs pas suffi à couvrir : on a emprunté de la sorte plus de 250 millions de marks de 1899 à 1911. Ce total, pour important qu'il paraisse, représente certainement une faible partie de ce qui a dû être dépensé.

L'Administration prussienne a, de plus, une manière toute particulière d'établir ce qu'elle appelle « le produit net » de l'exploitation. Par suite de méthodes de comptabilité défectueuses, elle est amenée à ne pas faire état de certaines dépenses qui, en réalité, devraient figurer au compte débiteur (1) ; par exemple, il existe à Sarrebruck

(1) M. Macco, député au Landtag, après avoir critiqué les méthodes de gestion de l'Etat prussien, terminait ainsi son discours : « Si les comptes des mines de l'Etat étaient établis dans les mêmes conditions que ceux des exploitations privées, non seulement ces comptes ne feraient pas ressortir un bénéfice, mais encore ils se solderaient par un déficit tel qu'aucune exploitation privée ne pourrait résister. »

une école destinée *uniquement* à former le personnel secondaire des mines de la Sarre; les charges financières qu'elle entraîne, et qui devraient logiquement être inscrites au budget des mines, n'y figurent pas. D'autres omissions notables de ce genre peuvent être signalées. C'est ainsi que M. O. Henry-Gréard, rien que par un redressement judicieux des chiffres fournis par l'Administration des Mines fiscales, arrive à établir, pour l'exercice 1909-1910, un déficit réel de 3.462.692 marks, alors que le travail officiel donnait, pour le même exercice, un « produit net » de 17.000.051 marks.

Cette façon de faire peut leurrer un temps, en laissant croire à des résultats autres que les véritables; il n'en arrive pas moins un moment où force est bien d'ouvrir les yeux, ne serait-ce qu'en s'attachant, non plus seulement à la valeur absolue des bénéfices accusés, mais à leur valeur relative, en comparant les exercices entre eux et les résultats obtenus dans les entreprises privées du même genre, pendant les mêmes périodes. On a constaté, par un examen fait dans cet esprit, une diminution de moitié dans les bénéfices des houillères de Silésie, de 1900 à 1909, et une diminution des trois quarts dans ceux de la Sarre, alors qu'il n'en était pas de même dans les exploitations non officielles. Aussi, en 1910, le Landtag prussien, de plus en plus alarmé, croyait nécessaire de nommer une commission chargée d'une étude spéciale de la question (1).

(1) M. Yves Guyot constate, de son côté, que, de 1900 à 1909, dans les mines de la Sarre, le prix de revient a augmenté de 38 % et les bénéfices ont diminué de 59 %. — *La Gestion par l'Etat et les Municipalités*, p. 244.

Cette commission ne borna pas son enquête à l'étude particulière de la situation des mines fiscales, mais elle se livra à toute une série de comparaisons avec les autres entreprises minières dont elle connaissait la prospérité. Les prix de vente des produits s'imposent à toutes les mines ; il est toujours inférieur dans les mines concédées ; on ne pouvait donc rien trouver de défavorable de ce côté. Les dépenses sociales et les impôts avaient été augmentés dans de très notables proportions ; mais il en était de même dans les autres mines. Certaines charges, qui pèsent lourdement sur les entreprises privées, sont épargnées aux mines fiscales ; les impôts qui incombent aux houillères de Westphalie sont supérieurs de 50 à 75 % à ceux supportés par les mines de la Sarre ; l'impôt sur le revenu que paient les mines privées est épargné aux mines fiscales. Ces causes agissent dans le meilleur sens pour ces dernières qui, à l'essai comparatif, auraient dû faire ressortir des résultats supérieurs à ceux obtenus ailleurs : il n'en était rien cependant, et, si l'on pouvait noter une baisse de dividende des sociétés houillères en certaines années, il n'en subsistait pas moins que la gestion des mines fiscales apparaissait sous le jour le moins favorable. En conclusion, la Commission d'enquête retint particulièrement deux points : la part croissante des matériaux et celle de la main-d'œuvre dans le prix de revient.

Sur le premier point, on peut remarquer que l'augmentation de 60 pfennigs par tonne dans la dernière période décennale est anormale, quand on compare les mêmes dépenses dans d'autres exploitations ; la comptabilité d'une des plus grandes Sociétés de la Ruhr n'accuse que 26 pfennigs d'augmentation dans le même temps. On

trouvait, dans la Ruhr, 1 mark 50 de dépense de matériel par ouvrier et 2 marks 11 dans la Sarre fiscale (1).

M. Zévaès, en quête d'arguments en faveur de l'exploitation d'État, écrit dans son rapport de 1909 : « D'autres faits, empruntés à l'expérience des mines allemandes, témoignent que l'action de l'Etat peut être aussi prompte que celle des sociétés et compagnies privées et être conçue au moins avec autant de méthode... C'est à Gladbeck que le premier puits devait être achevé en 1904. Or, les documents officiels révèlent que, vers le milieu de 1904, ce puits était complètement outillé. »

Voici la meilleure réponse, sous la plume de M. O. Henry-Gréard :

« Le prix de ces travaux fut une déception. Qu'on en juge. En 1902, le Gouvernement escomptait qu'à partir de 1904, l'exploitation de Gladbeck se solderait par un bénéfice croissant de 400.000 marks à 2 millions, chiffre attendu en 1910. Or, pendant cette période, le déficit n'a pas cessé ; il s'élèvera encore, d'après les prévisions, dans l'exercice 1912, à 1.030.000 marks, et, au lieu d'encaisser, entre 1903 et 1909, des recettes nettes de 5.900.000 marks, il a fallu verser 13.965.000 marks. Même erreur à Bergmannsglück, dont le gisement est pourtant plus riche et plus facile. On devait dépenser 8.170.000 marks de 1903 à 1909 ; on en a dépensé le double (15.889.244). Ainsi de suite. Bref, les intérêts compris, la mise de fonds du programme de 1902 devait être, au 1^{er} avril 1915, de 81.663.540 marks, elle sera au minimum de 138 millions. Calculé à raison de 1 mark

(1) Rapport de M. Hirsch, député d'Essen, rapporteur de la Commission d'enquête.

par tonne, le bénéfice devrait représenter un revenu de 4,90 %; il tombe à 2,90 %, alors que le taux du dernier emprunt d'État, en Prusse, fut de 3,92 %.

Sur le second point, les critiques de la commission se trouvèrent justifiées de même. Si l'on compare le rendement de la main-d'œuvre dans le bassin westphalien et dans le bassin de la Sarre, on constate que la production par ouvrier du fond est de 908 kilogrammes dans le second, tandis qu'elle atteint 1.101 kilogrammes dans le premier. Cette différence de 20 % ne provient pas de difficultés qui tiendraient à la nature du gisement; s'il y avait une atténuation à faire subir de ce chef à la différence considérable accusée, elle n'atteindrait certainement pas une semblable proportion.

La véritable cause réside en la politique sociale suivie dans la Sarre, politique sociale dont se plaignent les ouvriers eux-mêmes, en faveur de qui on a cru agir. Jusqu'en 1896, leurs salaires étaient les plus élevés de l'Allemagne, tandis qu'ils sont maintenant toujours inférieurs à ceux pratiqués dans la Ruhr. Et cela s'explique parce que l'Etat prussien a voulu stabiliser les traitements de ses ouvriers en les augmentant progressivement, sans tenir compte des variations du marché. Ils ont gagné ainsi 50 pfennigs par poste depuis dix ans, tandis qu'en Westphalie l'ouvrier a vu son salaire s'élever ou s'abaisser par des mouvements irréguliers et brusques, suivant les oscillations des nécessités commerciales, mais il est arrivé, en fin de compte, à obtenir plus rapidement une augmentation bien plus considérable que le mineur de la Sarre.

De 1893 à 1908, le salaire annuel du mineur de la Ruhr est passé de 945 marks à 1.494 marks, tandis que

celui du mineur de la Sarre n'était monté de 925 marks qu'à 1.182 marks. Dans ce laps de temps, il est vrai, le mineur de la Sarre n'avait pas eu à subir de diminution de salaire ; c'est à peine si quelques prix furent baissés dans la très mauvaise année 1902 ; dans l'ensemble, on constate une augmentation de 41 marks pour 1902, par rapport à 1901, alors que le mineur de la Ruhr subissait une diminution de 93 marks. Malgré ces fluctuations, l'avantage reste, et de beaucoup, à celui-ci, puisqu'en quinze années il arrive à toucher annuellement 302 marks de plus que le mineur du fisc. On comprend alors les doléances de celui-ci, exposées par les porte-parole du syndicat chrétien, lors de l'enquête parlementaire de 1910 : « La politique sociale suivie dans les mines fiscales a eu, jusqu'ici, le seul avantage de retrancher aux ouvriers le bénéfice des bonnes années. Les salaires se sont maintenus à un niveau modeste et leur développement est loin d'être aussi favorable que dans le district de Dortmund ou d'Aix-la-Chapelle. Il est beau de vouloir que les ouvriers aient un revenu constant, que les budgets de leurs familles ne soient pas exposés à de brusques à-coups ; mais il serait nécessaire, si leurs ressources ne doivent pas changer, que la valeur des vivres restât aussi la même. En pratique, le prix de la vie s'élève et s'abaisse. En général, tout est le plus cher dans les périodes d'activité industrielle, quand l'argent, devenu abondant, roule de tous les côtés. »

La stabilisation des salaires tentée par le fisc n'a donc pas donné les résultats cherchés et l'ouvrier ne se montre pas satisfait de ce « quasi-fonctionnarisme ».

L'ouvrier ne rend donc pas les services que l'on est en droit d'attendre de lui, peu encouragé qu'il est à

produire davantage, et la direction se trouve souvent gênée, dans son action vis-à-vis de lui, par les interventions parlementaires (1). Elle est relativement peu secondée, d'autre part, dans l'exercice de son autorité, par les cadres inférieurs. Les porions et surveillants sont assimilés aux fonctionnaires, et leurs traitements tiennent beaucoup moins compte des services rendus que de l'avantage dû à l'ancienneté; il serait nécessaire de modifier cet état de choses en encourageant leur zèle par des primes, ou en changeant la nature de contrats qui leur assurent une sécurité presque absolue; mais le Gouvernement hésite, car les porions sont syndiqués et ils n'ont pas caché leur hostilité à tout changement apporté à leur statut. La crainte d'un conflit a donc fait ajourner jusqu'à présent la réforme projetée.

Quant au personnel supérieur, il est trop instable et entravé dans son œuvre par des méthodes d'administration trop paperassière qui l'empêchent de donner tout le rendement que l'on serait en droit d'attendre de sa valeur.

Enfin, au point de vue national, l'échec peut être considéré comme complet. On fait souvent grief aux

(1) Il n'y a pas que dans les bouillères fiscales de Prusse que les choses se passent ainsi; c'est un fait d'ordre général dans les entreprises d'Etat ou dans les régies municipales. M. Duval-Arnould, conseiller municipal de Paris, le constatait en ces termes :

« Le même ingénieur est très différent suivant qu'il est dans
« l'industrie, où il a des actionnaires devers lui, ou dans les cadres
« de la ville de Paris; dans ce dernier poste, il est paralysé par les
« multiples soins de n'avoir pas d'affaires avec le Préfet, avec le
« Conseil, et, surtout, avec la Confédération Générale du Travail à
« laquelle obéit le personnel qu'il a sous ses ordres. »

(*Journal des Economistes*, décembre 1912.)

mines concédées de ne pouvoir suivre la consommation dans ses exigences, et, à entendre les partisans de la nationalisation, on pourrait croire que les choses iront au mieux, et que l'équilibre sera retrouvé, quand l'Etat lui-même prendra l'exploitation des mines en mains. Or, il est certain que, sous ce rapport, la mine fiscale a été, là encore, inférieure à la mine concédée.

En 1908, la Chambre de commerce de Sarrebrück se plaignait de la situation faite à l'industrie métallurgique de la région, par suite de l'insuffisance de la production fiscale, incapable de suivre les progrès de l'industrie de la région. « C'est l'existence même de l'industrie métallurgique qui est menacée par cet état de choses », pouvait-on lire dans son rapport annuel.

Au lieu de suivre l'industrie dans son développement, tout au contraire, l'écart se faisait de plus en plus grand entre les besoins de combustibles et les quantités que les mines d'Etat pouvaient offrir aux consommateurs, de sorte que ceux-ci étaient obligés de faire appel de plus en plus aux fournisseurs plus éloignés, dont les produits leur parvenaient grevés de frais de transport considérables... « Le renchérissement des frais de production de la fonte, imposé aux usines de la Sarre depuis 1902 par l'insuffisance de production des houillères royales, a représenté, en 1907, une somme qui n'a pas été inférieure à 2 millions de marks. » (1)

Le tableau suivant soulignera mieux l'importance considérable de cette insuffisance, qui s'accuse de plus en plus chaque année ; il donne les quantités de coke qui

(1) Rapport annuel à la Chambre de commerce de Sarrebrück.

ont été demandées à des producteurs d'autres bassins, rien que pour la fabrication de la fonte :

En 1902,	625 875 tonnes,	soit 46,27 % de la consommation totale.
— 1903,	725.190 —	48,39 —
— 1904,	695.462 —	45,24 —
— 1905,	728.576 —	44,91 —
— 1906,	1.087.347 —	54,03 —
— 1907,	1.112.456 —	56,07 —

Dans ces conditions, l'infériorité des métallurgistes de la Sarre ne pouvait que se manifester de plus en plus vis-à-vis de leurs concurrents sur le marché, et l'on comprend leurs alarmes. Comme conséquence, les hauts-fourneaux sont maintenant établis de préférence auprès des mines de fer, plutôt que près des houillères de la Sarre.

Quant à la place qu'occupent les mines fiscales dans la production totale allemande, elle se fait de plus en plus faible, leur développement étant beaucoup moins rapide que celui des mines privées. En 1890, les mines fiscales produisaient 8,85 % de l'extraction totale allemande ; en 1895, 8,70 % ; en 1900, 8,60 % ; en 1905, 8,77 % ; et en 1910, 6,75 % seulement. Leur extraction montait péniblement de 6.212.140 tonnes en 1890, à 10.333.427 tonnes en 1910. Pendant la même période, le bassin de Westphalie voyait sa production passer de 35.469.290 tonnes à 86.846.599 tonnes, et sa part dans l'extraction totale s'élever de 50,5 % à 56,7 %.

On comprend, après ce très rapide examen, que M. Hirsch ait pu dire, comme le note M. Ajam dans son rapport, que, « de toutes les industries, l'industrie minière « est peut-être celle qui se prête le moins à une exploitation par l'Etat ». Et il est difficile à un esprit véritablement impartial de ne pas souscrire à ce jugement.

CHAPITRE VII

La Question des Houillères

Dans un travail ayant trait, comme le nôtre, aux modifications que fait subir à la loi de 1810 une administration impatiente de se dégager des liens dans lesquels elle se trouve trop enserrée à son gré, il sied de consacrer quelques pages aux houillères, car presque toutes les attaques portées contre notre grande charte minière sont étayées sur les résultats obtenus par certaines de ces entreprises.

Le rapport de M. Zévaès ne déroge pas à la tradition et son préambule peut être considéré comme un modèle des travaux du genre. L'occasion est trop belle, aussi, de sortir toute l'habituelle théorie de chiffres, brutalement, en pleine lumière, sans les correctifs et les ombres nécessaires. On a pu voir aussi, et sous la même inspiration, un de ses collègues, et non des moindres, proposer, en mars 1913, une taxe spéciale sur la production houillère, bien qu'il se défendit de « je ne sais quel programme « démagogique » (1), taxe équivalente au droit de douane qu'elle neutralisait, en handicapant, en quelque sorte,

(1) Albert THOMAS, « Idées fiscales », *Humanité* du 9 août 1913.

quelques-unes de nos houillères, au profit surtout de leurs rivales étrangères, et eu égard aux conditions de la concurrence antérieure. Le ministre lui-même en accepta le principe.

Enfin, le projet du budget de 1914, toujours sous l'influence des mêmes idées, propose une participation directe de l'État aux bénéfices des houillères, en établissant une surtaxe égale à 20 % de l'excédent du produit net « des mines de combustibles, sur le produit par 2 fr. « du nombre de tonnes de houille employées ou vendues « pendant l'exercice servant de base ». On évalue à 6.000.000 de francs le produit de cette surtaxe.

Cette fois, c'est vraiment la rétroactivité de mesures dont l'administration a frappé, de son propre mouvement, les récentes concessions, qu'on demande au Parlement de sanctionner. On veut appliquer à des concessions, antérieures de beaucoup, des dispositions dont rien n'eût pu faire prévoir l'adoption quand on les institua. Un certain nombre de nos charbonnages ont eu le tort de trop réussir, au gré de nos modernes niveleurs, et l'on ne veut pas voir au prix de quels sacrifices, de quel travail continu et persévérant, à l'aide de quels efforts de patiente et méthodique gestion.

Au surplus, les circonstances favorables dont ils ont bénéficié ont profité à d'autres entreprises et leur prospérité a été en partie le résultat de causes économiques générales, ce qu'il importe de rappeler.

En même temps que l'on met en avant, à l'encontre des charbonnages, les cours qu'atteignent leurs actions, et nous verrons plus loin qu'on peut les discuter, il serait loyal de rappeler tout d'abord que, sur quatre concessions

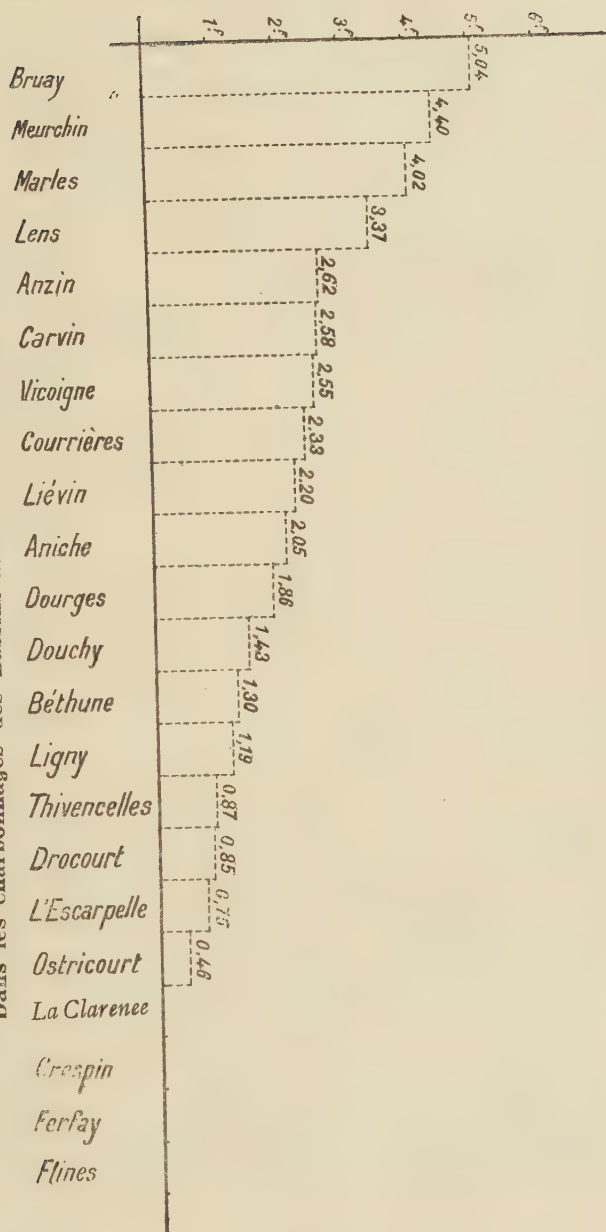
accordées, une seule est payante, et qu'enfin parmi les exploitations qui ont réussi, toutes n'ont pu obtenir des résultats comparables. La période d'attente a été, le plus souvent, fort longue, et l'exemple d'Aniche, passant par tant de vicissitudes et faisant attendre *plus de soixante-dix ans* son premier dividende, est trop connu pour que l'on y insiste. Quelle n'aurait pas été la valeur du capital souscrit originairement et du capital réinvesti en travaux de développement, en y comprenant leurs intérêts composés aux taux de l'époque, quand les guichets de la Compagnie s'ouvrirent pour la première fois à ses patients actionnaires !

Si l'on faisait ainsi le compte de tout ce qui a été dépensé dans notre bassin du Nord et du Pas-de-Calais en sondages, travaux de recherches, mise en valeur ; si l'on faisait état de la perte d'intérêts résultant de toutes les immobilisations ou des essais infructueux, tels que ceux qui se poursuivirent de longues années à la recherche du prolongement du bassin du Nord vers l'Ouest, à quel total formidable n'arriverait-on pas !

On admet qu'il faut, en frais de premier établissement, pour la mise en valeur d'un charbonnage, 40 francs par tonne extraite. Ce chiffre peut être tenu plutôt très inférieur à la réalité. D'après M. Ajam, le capital de Béthune serait de 56 francs par tonne et, pour les mines nouvelles de la Campine belge et de la partie Sud du bassin du Pas-de-Calais (objet des concessions de 1908), il faudra investir 60 à 80 francs par tonne. Le chiffre de 40 francs est donc actuellement un minimum et l'on peut admettre qu'il ne sera jamais plus atteint dans l'avenir.

Or, si l'on dresse un tableau graphique, comme ci-contre, pour indiquer le bénéfice distribué par tonne, on

DIVIDENDE DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE EN 1912 OU 1912-13
 Dans les charbonnages des Bassins du Nord et du Pas-de-Calais



Il n'est tenu compte dans ce graphique que des charbonnages en exploitation et non de gisements concédés mais encore dans la période de préparation ou de fonçage des puits.

constate que, sur les 22 Compagnies en exercice dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, 10 seulement donnent à leurs actionnaires plus de 2 francs par tonne extraite, le placement ressortirait ainsi pour elles au-dessus de 5 % ; on avouera que cela n'a réellement rien d'extraordinaire. Bruay, la plus favorisée de toutes, grâce à son gisement tout spécial, donnerait, en 1912-1913, année exceptionnellement favorable, 12 % du capital immobilisé. Viennent ensuite, entre 10 et 12 % du capital immobilisé, Meurchin et Marles. Quant aux autres, elles donnent toutes aux environs de 6 %, à part Lens, dont l'extraction est la plus importante, qui atteint 8 %.

De plus, dans notre commentaire du tableau ci-dessus, nous avons admis comme exact le chiffre de 40 francs ; si l'on prend celui de 60 francs, plus juste à l'heure actuelle, c'est 8,40 % que donnerait Bruay ; 7,33 %, Meurchin ; 6,70 %, Marles ; 5,62 %, Lens ; 4,33 %, Anzin ; 4,30 %, Carvin ; 4,25 %, Vicoigne ; 3,30 %, Liévin, etc. *Soit, au total, sept charbonnages qui fourniront plus de 4 % du capital de premier établissement.*

La réponse des critiques ne se fait pas attendre néanmoins.

Le capital investi comprend, disent-ils, pour la majeure partie, des bénéfices non distribués et ne résulte que pour très peu de versements d'actionnaires, ou d'emprunts par voie d'obligations ou d'hypothèques. Il en est bien ainsi, en effet, mais le bénéfice, ainsi réinvesti en travaux nouveaux, n'appartenait-il pas aux actionnaires qui s'en sont privés et qui en ont fait en quelque sorte un nouveau placement dans leur société, au lieu d'en rechercher un autre emploi ? Mais c'est tout le problème du développement industriel qui se pose ! Si l'on blâme les gérants

des mines d'avoir cherché avant tout à donner plus d'extension à leurs travaux, d'avoir perfectionné leur outillage, installé des industries annexes pour livrer à leur clientèle des produits adaptés à leurs besoins : cokes, agglomérés, etc., demain, on devra, en bonne logique, frapper l'industriel ou l'agriculteur qui, au lieu d'acheter des titres en Bourse avec le profit qu'il peut retirer de son exploitation, augmente ses usines, acquiert ou loue de nouvelles terres. C'est la stagnation obligatoire.

On peut aller plus loin encore et dire que, dans nombre de Sociétés houillères, et tout particulièrement dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, une très notable partie des bénéfices vient des traitements spéciaux qu'elles font subir à leurs produits. Leur fera-t-on grief de fabriquer elles-mêmes le coke qu'elles destinent à la métallurgie, les briquettes qu'elles destinent aux chemins de fer, etc., et devront-elles se borner à vendre à des industries de transformation des poussières souvent inutilisables pour d'autres emplois ? Leur fera-t-on grief de faire servir les gaz de leurs fours à la production de l'énergie électrique qu'elles distribuent dans des provinces entières, au lieu de les laisser perdre dans l'atmosphère ? Ce sont là, cependant, pour elles, des sources intéressantes de profits, qui prennent une bonne place dans leurs bilans, et ont une large part d'influence sur le bénéfice obtenu (1).

(1) La Compagnie Electrique du Nord, qui achète son courant à Lens, fournit lumière et force jusqu'à près de 150 kilomètres du charbonnage ; la Société Artésienne d'Eclairage et de Force dépend de Béthune ; la Société Béthunoise d'Eclairage et d'Energie

Si l'actionnaire avait consacré une partie de son épargne à s'intéresser dans des usines de production d'agglomérés ou d'énergie électrique, on n'aurait rien objecté. Est-il possible d'agir autrement, en bonne justice, quand c'est la Société elle-même qui tire de ses produits dérivés un bénéfice légitime, au lieu de l'abandonner à d'autres ? Mais, si ses gérants agissaient autrement,

dépend de Bruay ; la Société Electrique d'Auberchicourt dépend d'Aniche, etc.

La production des *cokes* pendant les dix dernières années a été la suivante :

	NORD Tonnes	PAS-DE-CALAIS Tonnes	TOTAUX Tonnes
1904	692.148	851.191	1.544.343
1905	747.407	1.025.686	1.772.793
1906	692.795	986.028	1.678.823
1907	772.174	1.174.593	1.946.757
1908	704.128	1.077.219	1.781.347
1909	748.222	1.198.235	1.946.437
1910	825.441	1.284.450	2.109.891
1911	860.519	1.468.196	2.328.715
1912	845.464	1.597.978	2.443.442
1913	815.666	1.629.384	2.445.050

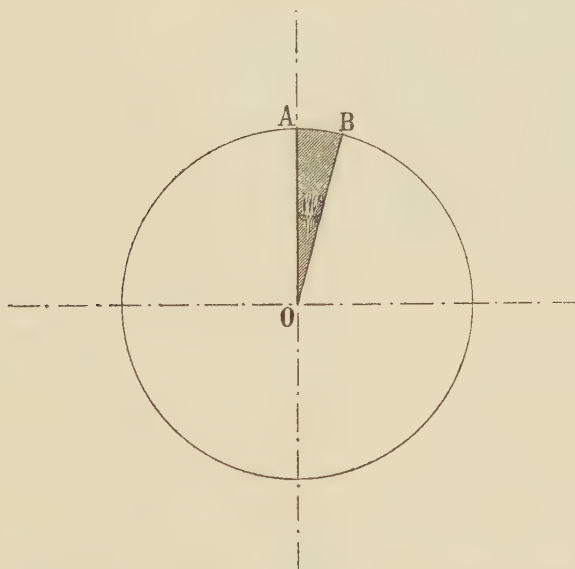
La production d'*agglomérés* dans la même décade :

	NORD Tonnes	PAS-DE-CALAIS Tonnes	TOTAUX Tonnes
1904	533.377	380.143	913.520
1905	559.638	412.491	972.129
1906	580.352	375.981	959.333
1907	740.750	450.547	1.191.297
1908	832.307	507.510	1.339.817
1909	960.378	548.019	1.508.397
1910	1.072.834	565.136	1.637.970
1911	1.131.988	597.597	1.729.585
1912	1.172.723	620.736	1.793.459
1913	1.281.895	570.390	1.852.285

Il faut ajouter à ces produits *industriels* des houillères : le sulfate d'ammoniaque, les benzols, naphthols, etc., extraits par distillation des goudrons.

leurs commettants ne seraient-ils pas en droit de leur reprocher leur négligence à tirer parti d'une source de profits qui s'offre à eux, et dont ils entendent bénéficier, au prix même d'un sacrifice temporaire sur le dividende?

Quoi qu'il en soit, et bien que la part de ces industries dérivées se fasse de plus en plus considérable dans les résultats financiers de la gestion des houillères, nous admettrons, avec M. de Peyerimhoff (1), que le bénéfice



moyen par tonne extraite *peut s'élever à 2 fr. 50, sans faire aucune distinction entre les origines de ce bénéfice*, et nous traduisons graphiquement ci-dessus l'idée qu'il

(1) « ...Dans le sac de 50 kilos qu'on apporte, Mesdames, dans votre cuisine, et que vous payez entre 3 francs et 3 fr. 50, le bénéfice de la mine représente 12 centimes $\frac{1}{2}$, précisément ce que vous

exprimait. On verra ainsi mieux la charge, faible en réalité, qu'il représente pour le consommateur, car c'est toujours à lui qu'il faut en venir, en somme, puisque c'est au nom de ses intérêts, en même temps qu'au nom de la société, que l'on prétend toujours parler.

La surface du cercle ci-dessus représente la valeur, à Paris, d'une tonne de charbon livrée à la consommation, et la surface du secteur AOB le bénéfice moyen du charbonnage.

Le bénéfice de 2 fr. 50 peut être certainement considéré comme un maximum, sauf pour le cas de quelques entreprises très rares. La *Statistique de l'Industrie minière* publiait, jusqu'en 1908, le bénéfice admis au titre de la redevance des mines et l'on y relève les chiffres ci-contre :

donnez de pourboire au livreur s'il vous le porte au cinquième : deux sous et demi. A lui seul, l'octroi de Paris en a pris sept ; le chemin de fer ou le marinier, autant ; nous parlons des perceptions principales et non pas de tous les frais accessoires dont la lecture d'une lettre de voiture ou d'une feuille de perception vous aura donné l'avant-goût. Les salaires des ouvriers de la mine représentent 8 à 9 sous ; les dépenses matérielles d'exploitation, 6 à 7. Ces chiffres devraient être relevés dans une certaine proportion parce qu'il s'agit, dans l'espèce, de sortes classées, ayant été l'objet de manipulations spéciales et devant supporter une part plus forte de frais généraux...» (DE PEYERIMHOFF, conférence du 5 mars 1913, au Musée Social.)

LA QUESTION DES HOUILLÈRES

ANNÉES	PRIX MOYEN sur les LIEUX d'EXTRACTION par tonne	FRAIS de MAIN-D'ŒUVRE par tonne	AUTRES FRAIS par tonne	BÉNÉFICE MOYEN par tonne
1880	12.74	5.76	4.25	2.73
1885	11.73	5.43	4.18	2.12
1890	11.94	5.62	3.95	2.37
1895	11.01	5.69	4.02	1.30
1900	14.95	6.46	5.34	3.15
1905	12.92	6.38	4.99	1.55
1906	13.70	6.81	5.41	1.48
1907	14.97	7.05	5.96	1.96
1908	15.84	7.36	6.34	2.14

Après avoir rappelé ces chiffres, M. de Peyerimhoff (1) ajoute les considérations suivantes :

« ...Depuis, les dividendes distribués par les charbonnages français n'ont jamais dépassé la moyenne de 2 fr. 50 à la tonne. C'est l'augmentation du tonnage produit, c'est la terminaison de certains grands programmes de travaux, ce n'est pas le relèvement des bénéfices unitaires qui entraînent présentement la hausse, d'ailleurs modérée, des répartitions.

« Les bénéficiaires de la hausse des prix de vente, les artisans chroniques de la hausse des prix de revient, ce sont les frais et ce sont les salaires... »

Nous n'ignorons pas qu'il est plutôt rare de voir mettre en avant le bénéfice à la tonne, car, comme nous

(1) *Les grandes industries françaises*, Alcan 1913. — *L'Industrie houillère*, par H. DE PEYERIMHOFF, secrétaire général du Comité central des Houillères de France.

venons de le constater, la discussion est plutôt difficile sur ce terrain. On prétend citer des chiffres en bloc, avec leur valeur absolue, sans s'occuper de leur valeur relative, comme nous venons de le faire, et l'on se sert avec une maîtrise toute particulière des cours cotés en Bourse par les titres charbonniers. Or, là encore, la discussion est possible ; il suffit de voir à quel taux manifestement exagéré sont capitalisés ces titres. A l'heure présente, où le taux de l'intérêt se relève partout, on voit encore les sociétés houillères se capitaliser à un taux très inférieur au taux habituel des autres entreprises industrielles.

Le tableau suivant en donne la preuve :

Compagnies houillères	Cours au 15 nov. 1913 francs	Revenu du dernier exercice francs	Taux de capitalisation o/o
Albi	439	14	3.19
Aniche . . .	2.980	70	2.31
Anzin	8.060	310	3.84
Blanz y . . .	710	20	2.81
Bruay	1.435	45	3.13
Bully	6.275	170	2.70
Carvin	804	37	4.55
Courrières . .	4.950	120	2.42
Douchy . . .	867	30	3.46
Dourges . . .	475	15	3.11
Drocourt . . .	7.450	160	2.14
Escarpelle . .	785	20	2.54
Lens	1.480	45	3.04
Liévin	4.390	135	3.07
Ligny	640	20	3.12
Marles 30 o/o .	3.226	168	5.20
Marles 70 o/o .	4.651	164	3.52
Meurchin . . .	2.245	110	4.89
Ostricourt . .	2.905	55	1.84
Thivencelles .	1.725	35	2.02
Vicoigne . . .	1.750	60	3.42

A noter que c'est le taux de capitalisation *brut* qui est porté à ce tableau ; il y aurait, par suite, pour l'actionnaire, une correction sensible à lui faire subir.

Le véritable motif de cette faveur des charbonnages auprès des capitalistes, et surtout des petits capitalistes, est la confiance en la gestion de leurs dirigeants dont ils ont apprécié l'œuvre admirable, mais c'est un élément tout spécial dont on ne doit pas faire état dans une discussion législative, placée, en principe, en dehors de toute acception de personnes, et tranchant les questions d'une manière générale et aussi absolue que possible.

M. de Peyerimhoff traçait récemment un parallèle de la gestion allemande et de la gestion française, en prenant, comme termes de comparaison, Harpen et Lens, et ses conclusions étaient tout à l'honneur de cette dernière entreprise.

Il montrait Lens développant méthodiquement son gisement, avançant très prudemment dans ses répartitions aux actionnaires, les assurant d'une manière si parfaite, par le jeu de ses réserves et de ses amortissements, qu'elles ne furent que légèrement touchées en 1870, ne faisant, enfin, qu'une seule émission d'obligations en soixante ans.

Harpen, au contraire, malgré son énorme gisement, suspend à plusieurs reprises ses dividendes, les modifie de façon considérable d'une année à l'autre, et voit son capital initial s'augmenter de 118 millions pendant que, dans la même période, Lens n'a fait appel au crédit que pour 3 millions d'obligations, rapidement remboursées. Et tout cela, pour obtenir, en 1911, 7.530.038 tonnes, pendant que Lens en extrait 3.643.206, et répartir aux

actionnaires 9.562.500 francs, tandis que Lens en a distribué 12.600.000.

La gestion de Lens, comme celle de nos grands charbonnages, n'est autre chose que la forme la plus suivie et la plus tenace d'une gestion « patrimoniale » appliquée à une entreprise industrielle, et c'est là, à côté, sans doute, d'heureuses chances naturelles, le véritable secret de toute cette prospérité.

Mais à côté de ces considérations relatives aux méthodes de gestion de nos charbonnages, d'autres causes peuvent influencer la tenue des Bourses, et puisque l'on semble apprécier cette base de critique, il peut être bon de s'y porter aussi.

Tout d'abord, on peut dire que tous les possesseurs de titres n'ont pas été toujours aussi heureux que l'on semble vouloir le dire. Le cours moyen d'Anzin, en 1875, par exemple, n'a jamais été renouvelé depuis. L'acheteur d'Aniche au cours moyen de 1875, 29.900 francs, ne pouvait réaliser son titre qu'entre 8 et 9.000 francs, dix ans après, en 1885, 1886, 1887, 1888, ou même vingt ans après, en 1895 (cours moyen de l'année : 8.850). Bruay valait 9.470 francs au cours moyen de 1874 ; il fallut attendre 1888 pour le voir dépasser. On voit Dourges à 13.448, cours moyen de 1874, à 4.053, cours moyen de 1885 ; ce n'est qu'en 1897 qu'on retrouve le cours moyen de 12.209. Vicoigne donne 20.793 au cours moyen de 1874, 14.836 au cours moyen de 1886 ; ce n'est que pour l'année 1890 qu'on relève le cours moyen de 21.250, etc.

Comme il est permis de supposer que ces titres ne sont pas restés dans les mêmes mains, sans en sortir,

pendant vingt années et plus, et que leurs porteurs ont pu être amenés à les réaliser pour un motif quelconque, nombre d'entre eux peuvent être à plaindre plutôt qu'à envier.

Si l'on poursuit plus loin encore cet examen, et que l'on recherche de plus près les causes de la prospérité des houillères, en dehors même de la cause intrinsèque due à l'excellence de leur gestion, on trouve que la plus remarquable vient du prodigieux développement industriel des quinze dernières années. Il est tout naturel qu'elles aient eu à en bénéficier, elles aussi, puisque leurs produits sont nécessaires au premier chef pour le seconder et, dans bien des cas, le susciter. La région du Nord, si active au point de vue qui nous intéresse, nous en donne la preuve. Les cotes de Bourse sont, là encore, très instructives.

En effet, il est reconnu que l'indice le plus certain du développement industriel d'un pays est donné par le développement de sa métallurgie, de ses ateliers de constructions mécaniques. Si nous nous reportons aux cours pratiqués en Bourse pour les houillères, et que nous les rapprochons des cours cotés par les entreprises métallurgiques aux mêmes époques, nous sommes amenés à toute une série d'observations intéressantes.

Nous constatons ainsi que, si les cours des houillères ont largement progressé, les cours des entreprises métallurgiques de la région ont bénéficié de plus-values généralement plus considérables.

Aucune compagnie de charbonnage ne peut être mise, sous ce rapport, à égalité avec les Ferronneries et Boulonneries de Thiant, par exemple, dont le cours moyen était de 700 francs pour l'année 1901 et 3.600 francs

au 15 novembre 1913 ; aux mêmes dates de comparaison, Bruay donne 481 fr. 35, cours moyen de 1901, et 1.435 francs au 15 novembre 1913 (1).

Le cours moyen de Lens était de 567 francs pour 1901 et son cours, au 15 novembre 1913, 1.480 francs. Pour les Forges et Laminoirs de Saint-Amand, c'est 660 francs (action de capital) et 2.150 francs que l'on trouve pour l'action de jouissance, le capital ayant été remboursé dans l'intervalle.

Le cours moyen de Courrières était de 2.345 francs pour 1901 et son cours, au 15 novembre 1913, de 4.950 francs. Les Forges de Denain et Anzin donnent, dans les mêmes conditions, 978 francs et 2,350 francs.

Le cours moyen de Liévin était de 2.401 francs en 1902 et son cours, au 15 novembre 1913, de 4.380 francs. La Société métallurgique de l'Escaut s'inscrit à 423 francs et 1.648 francs.

Le cours moyen de Dourges était de 273 francs pour 1903, 272 pour 1904, et son cours, au 15 novembre 1913, 475 fr. La Société métallurgique de Senelle-Maubeuge cote en même temps 649, 580 et 1.100 francs.

Le cours moyen de Carvin est à peu près à égalité avec celui des Ateliers de Construction du Nord de la France pour 1901 ; 436 francs contre 439 francs, mais au 15 novembre 1913, Carvin est à 790 francs et les Ateliers

(1) Tous les cours moyens notés ici pour les années antérieures sont extraits de l'*Annuaire des valeurs admises à la cote officielle de la Bourse de Lille*, publié par la Compagnie des agents de change de Lille.

Nous avons porté ici les cotes des titres divisés qui rendent la comparaison plus facile.

du Nord sont à 870. A noter que les Ateliers du Nord atteignaient, pour 1910 et 1911, les cours moyens de 1.350 et 1.330 francs, pendant que Carvin s'inscrivait à 711 et 723 francs.

On peut donc conclure de cet examen rapide de chiffres pris à dessein parmi les cotations d'une même Bourse, celle de Lille, ayant une même clientèle d'acheteurs, que, si les valeurs de charbonnages ont été favorisées d'une hausse notable, cette hausse a certainement été, dans l'ensemble, moindre que celle des valeurs métallurgiques, et n'est que le résultat de l'industrialisation de plus en plus marquée vers laquelle nous marchons, sans qu'il puisse être fait état d'aucun privilège. Elles n'ont fait que suivre la tendance générale.

Mais alors, va-t-on appliquer aux autres industries la théorie du « superdividende » ? Ce serait parfaitement ridicule, on en conviendra, et aller à l'encontre de tout progrès industriel.

Que l'on y prenne garde cependant. Ce qui semble paradoxe aujourd'hui peut être vérité demain : « La mine « a été le champ d'expérience du politicien. » (M. de Peyerimhoff.) La plupart des lois ou des règlements appliqués dans l'industrie ont été tout d'abord expérimentés dans les exploitations minières. Si la participation de l'Etat au « superdividende » s'introduit dans notre législation, tout spécialement pour elles, au début, il est permis de penser que, comme pour d'autres dispositions, bien peu de lustres s'écouleront avant de la voir étendre à d'autres branches de la production ou du commerce. Ne trouvons-nous pas déjà une indication très significative

dans un récent rapport de M. Ceccaldi ! Nous nous contenterons de citer l'allusion qu'y fait M. Ajam dans son discours à la Fédération des industriels et commerçants français : « ...Le profit sacré aux yeux de l'Etat, aux yeux du Parlement, aux yeux du parti radical-socialiste et du parti socialiste, ne doit pas dépasser 5 %, et la preuve de ce que je dis, c'est que, tout dernièrement, lorsque M. Ceccaldi a été chargé de rédiger un projet touchant la retraite des agents des compagnies secondaires de chemins de fer, il n'a frappé le patronat que dans la proportion où le profit dépassait 5 %. C'est donc bien là un chiffre fatidique. »

Nous n'avons aucunement le dessein de nous élever contre le principe des retraites à donner à ces agents, nous ne voulons retenir que le fait lui-même. Nous retrouvons exactement la même inspiration, le même motif humanitaire dont on s'est servi pour imposer les « engagements bénévoles » aux mines, et jusqu'à la même base du superdividende : 5 %. Le projet de M. Dumont, pour le budget de 1914, admet, en effet, 2 francs de bénéfice par tonne, indemnes de toute participation spéciale d'Etat, et, si l'on rapproche de ce chiffre les 40 francs qui représenteraient (?) les frais de premier établissement par tonne extraite, c'est bien 5 % qui semblent considérés comme le seul « bénéfice légal » au delà duquel la participation de l'Etat doit s'imposer.

Les industriels et les commerçants ne sauraient attacher trop d'importance à ces manifestations. La cause des mines, sans que nombre d'entre eux semblent s'en douter, est la leur ; c'est la cause de la production nationale tout entière.

Hodie mihi, cras tibi. L'impôt sur le revenu, qui

menace leurs bénéfices, sera assurément suivi à brève échéance de nouvelles dispositions calquées, suivant la tradition, sur celles que l'on aura appliquées aux mines. Ce sera, par ces temps d'énormes besoins budgétaires, si tentant, en même temps que si commode, quand l'Administration des Finances possédera leurs dossiers complets dans ses cartons ! Ce sera surtout si conforme aux tendances régnant dans certains milieux parlementaires !

A côté d'un très petit nombre d'hommes, appartenant sans doute à des écoles différentes, mais réellement aptes à étudier les problèmes économiques, le Parlement renferme malheureusement trop de... législateurs (?) étrangers au maniement des affaires, de professionnels de la politique, pour lesquels toute motion se résume en une balance fort simple entre les suffrages à perdre et les suffrages à gagner. Ils accepteront tout ce que voudront leur proposer les brouillons démagogues qui siègent auprès d'eux, pourvu que leur sort leur paraisse assuré devant le collège électoral. Le jour où ils croiront s'attirer les bonnes grâces d'une partie de leurs électeurs, en semblant écarter de leurs épaules le fardeau de nouveaux impôts, et où on leur offrira d'étendre, dans ce but, à d'autres industries, les mesures dont on aura frappé les mines, on peut être sûr qu'ils n'auront aucune hésitation.

Les avertissements n'auront cependant pas manqué aux intéressés.

Au moment où nous terminons ce travail, le dernier en date qui nous parvient et qui a été enregistré par toute la presse économique, émane d'une assemblée qualifiée entre toutes. C'est l'Assemblée générale des Présidents des Chambres de commerce qui, dans sa

réunion du 8 novembre 1913, a émis un vœu nettement hostile au principe de la participation de l'Etat aux bénéfices des mines. Dans le compte rendu sténographique de la séance nous relevons le passage suivant :

« M. LE PRÉSIDENT. — ... Voici le vœu proposé :

« L'Assemblée émet le vœu que l'augmentation de
« l'impôt sur les mines de houille soit obtenue par l'éta-
« blissement de décimes sur la redevance des mines, par
« analogie avec les décimes proposés par le Gouverne-
« ment sur les patentes. » (Oui ! oui !)

« M. LE PRÉSIDENT DE SAINT-QUENTIN. — Il faudrait que ce vœu fût formulé avec une certaine force. Vous voulez protester contre deux choses : d'abord contre l'impôt, et ensuite contre un principe grave, contre une innovation singulière, consistant à imposer à des sociétés particulières le partage des bénéfices avec l'Etat. Aujourd'hui, ce sont les houillères, mais, demain, ce seront les sociétés par actions. Nous entrons à pleines voiles dans le collectivisme d'Etat. Il y aurait danger à traiter cette question aussi sommairement que le fait le vœu de M. le Président de Lyon. *Il faut que le vœu proteste contre le principe du partage des bénéfices avec l'Etat.* Il y a là quelque chose d'extraordinaire ; *c'est une innovation, en matière d'impôts, qui n'a pas de précédent.* »

On reconnaît bien, dans cette intervention, la clairvoyance habituelle de M. Touron, le défenseur si vigoureux et si autorisé des intérêts économiques du pays. Par delà cette mesure, que l'on déclare ne devoir frapper qu'une branche de la production nationale, représentée à plus ou moins juste titre comme particulièrement

favorisée, il a signalé la menace qui se dresse bien contre elle tout entière et entraîné la conviction de l'éminente assemblée qui l'écoutait (1).

Souhaitons que les pouvoirs publics attachent toute l'importance qu'elles méritent aux paroles de M. Touron, comme au vœu qui en fut la conséquence, et qu'ils renoncent à s'engager plus avant dans une voie si dangereuse pour la prospérité de la nation.

(1) Voici le texte de la résolution votée :

.....
« L'assemblée des Présidents,
« Proteste contre le principe de la participation de l'Etat aux
« bénéfices des mines, imposée aux concessions anciennes, et
« demande que la contribution à imposer aux mines de houille dans
« les charges nouvelles soit obtenue par une augmentation propor-
« tionnelle de la redevance des mines. »

CONCLUSION

Si l'on juge du bienfait d'une législation par ses effets, on peut dire que la loi de 1810 a eu sur notre industrie les plus heureuses conséquences. On a pu les apprécier de plus en plus, au fur et à mesure que nous entrions davantage dans le moderne « âge de fer ».

L'industrie française du minerai de fer est en plein essor. Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'importance considérable que cet article a pris, depuis dix années, dans le mouvement industriel (1) :

Années	Production (en milliers de tonnes)	Exportation
1903	6.220	714
1904	7.023	1.219
1905	7.395	1.356
1906	8.481	1.759
1907	10.008	2.147
1908	10.057	2.384
1909	11.890	3.907
1910	14.606	4.894
1911 (chiffres provisoires).	16.575	6.176
1912 (chiffres provisoires).	18.840	8.318

Ces chiffres, dont on doit s'applaudir en un sens, suggèrent d'autre part le regret de voir près de la moitié du tonnage utilisée par l'industrie étrangère et venir ensuite, sous forme de produits achevés, concurrencer

(1) Rapport de M. Toy-Riont à la Commission des Douanes.

notre production nationale. Sans vouloir faire de protectionnisme exclusiviste, il est permis d'exprimer le vœu de voir cet état de choses se modifier et le Gouvernement demander au Parlement les armes nécessaires pour prendre les mesures qui s'imposent, au moment où tant de convoitises allemandes et anglaises tournent les yeux vers les bassins miniers de Normandie, de Bretagne et d'Anjou qui viennent de s'ajouter à notre merveilleuse Lorraine. C'est notre propre métallurgie qu'il importe de développer (1).

Quant à notre production de houille, elle a toujours été en augmentant, elle aussi. Pour nous en tenir aux deux dernières décades, elle a donné, en 1892, 26.179.000 tonnes ; en 1912, elle dépasse 41 millions de tonnes. Elle est loin cependant de suffire à la consommation qui se fait toujours plus avide (2).

D'autres minéraux enfin s'offrent à l'exploitation.

(1) En 1911, la France a fourni à la métallurgie de la Ruhr 846.707 tonnes et, en 1912, 1.046.889 tonnes (GLÜCKHAUF).

(2) La production et la consommation du charbon en France ont été les suivantes dans la dernière décade :

Années	Production tonnes	Consommation tonnes
1903	34.906.000	48.180.000
1904	34.168.000	47.030.000
1905	35.928.000	48.669.000
1906	34.196.000	51.782.000
1907	36.754.000	55.106.000
1908	37.584.000	54.747.000
1909	37.840.000	56.354.000
1910	38.350.000	56.530.000
1911	38.230.000	59.530.000
1912	41.309.000	61.176.000

L'écart entre la production et la consommation, qui était de 13.274.000 tonnes en 1903, s'est trouvé porté à 19.867.000 tonnes en

Est-ce bien en agissant ainsi que nous l'avons exposé que l'on entend inciter les capitaux à se porter vers des emplois nécessaires à la vie économique de la nation, mais dans lesquels ils ne trouveront qu'incertitude et menaces allant jusqu'à la confiscation partielle ou totale. Quand le Parlement, occupé à d'autres besognes, tarde à compléter l'œuvre entreprise, nous avons vu l'Administration le suppléer sans aucun scrupule.

C'est à une sorte de régie ou même d'exploitation par l'Etat que l'on veut nous conduire ; nous avons pu en apprécier les résultats à l'extérieur. Quand on voit l'Administration des chemins de fer nationaux allemands s'approvisionner dans les charbonnages concédés de préférence aux houillères fiscales, parce qu'elle y trouve tout avantage, cela doit suffire, et cela justifie toute critique.

Il y a plus de sept ans que l'Etat belge a concédé les gisements de houille nouvellement découverts sur son territoire ; amené cependant, lui aussi, à sacrifier à certaines tendances, il s'est réservé une très grande partie de ceux du Limbourg. Or, tandis que les sociétés privées travaillent très activement à la mise en valeur de leurs

1912 ; et cela, malgré le magnifique effort des houillères pendant cette période, mais il semble qu'au fur et à mesure qu'elles s'appliquent avec plus d'énergie à remplir leur tâche, il surgit, en dehors des conditions générales de l'industrie, des événements qui viennent se mettre en travers et neutraliser en quelque sorte ce qu'elles ont pu faire.

Il faut s'attendre en 1914 à une diminution très marquée de la production pour les trois causes suivantes : tout d'abord présence de trois classes sous les drapeaux au lieu de deux, mais, surtout, suppression des longues coupes et mise en vigueur de la nouvelle loi de huit heures au cours de l'année.

concessions, le « pic gouvernemental » n'a encore osé frapper son premier coup. On peut sans doute s'expliquer cette inertie et ces hésitations par la connaissance de ce qui a été obtenu ailleurs ; néanmoins, c'est un nouvel argument que l'on doit trouver là encore contre la gestion industrielle de l'Etat, laissant ainsi dormir des richesses dans son sous-sol, au détriment de l'intérêt général.

Ce qui nous importe actuellement en France, c'est de voir mettre fin à un état de choses déplorable, où l'arbitraire trouve seul son compte, et c'est de voir donner une suite régulière aux multiples demandes instruites par les services compétents et dormant dans les cartons du ministère.

Que l'on applique donc tout d'abord la loi telle qu'elle existe. On verra ensuite s'il y a lieu de la modifier ; mais surtout, que l'on ne tolère pas plus longtemps des exemples dangereux pour l'ordre public, en laissant une administration user sans retenue de procédés illégaux.

Que l'on rompe avec cette politique de mesures spéciales, de véritable rétroactivité, destructrice de toute sécurité en même temps que de toute foi en la parole gouvernementale et en la loi.

Que l'on abandonne enfin des projets introduisant dans la législation des dispositions menaçantes pour la production nationale, inspirées qu'elles sont par des théories destinées à tuer les initiatives nécessaires et propagatrices dans les masses d'un état d'esprit néfaste à tous égards.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

- AJAM. — « La Question des Mines ». *L'Informateur parlementaire*, Paris, 1911.
- AGUILLON. — *La Législation des Mines en France*.
- AGUILLON. — « Les Concessions de Mines. Le Gouvernement et la Loi ». Etude parue dans la *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1912.
- BERTHÉLEMY. — « La Réforme du Régime Minier ». Etude parue dans la *Revue Finance-Univers*, 15 juin 1911.
- BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de Droit administratif*. — Rousseau, Paris.
- BOURGUIN. — *Les Systèmes socialistes et l'Evolution économique*. — A. Colin, Paris.
- Yves GUYOT. — *La Gestion par l'Etat et les municipalités*. — Alcan, Paris.
- O. HENRY-GRÉARD. — *L'Exploitation des Mines par l'Etat dans le Royaume de Prusse*. — Rousseau, Paris, 1912.
- Albert DE LAPPARENT. — *La question du charbon de terre*. — Savy, Paris, 1890.
- P. LEROY-BEAULIEU. — « Un cas curieux et fatal de paralysie générale gouvernementale ». — *Economiste français*, 22 juillet 1911 et s.
- PAINLEVÉ. — « La Question Minière ». — *Effort Social*, 15 juillet 1910.
- P. PIC. — *Traité élémentaire de Législation industrielle*. — Rousseau, Paris.
- PORLIER. — *Du Fondement de la propriété minière* — 5^e Congrès de la Propriété minière, Liège, 1912.
- DE PEYERIMHOFF. — *Les Charbonnages français*. — Musée social, juin 1913.

Les grandes industries françaises. — Robert PINOT : « L'Industrie métallurgique ». — DE PEYERIMHOFF : « L'Industrie Houillère ». — Alcan, Paris, 1913.

G. RENARD. — *Le Socialisme à l'œuvre.* — Cornély, Paris.

Marius RICHARD. — *Le Régime minier.* — Alcan, Paris, 1911.

ROSTAING. — *Etude sur le Régime des Concessions de Mines.* — Lyon, 1910.

WEISS. — *L'Exploitation des Mines par l'Etat.* — Rousseau, Paris, 1900.

Comité central des houillères de France. — Avis du Conseil d'Etat relatif à l'insertion des clauses nouvelles dans les cahiers des charges des concessions de mines, 26 décembre 1907.

Documents parlementaires et rapports à la Commission des Mines : ZÉVAËS, AJAM, etc.

Documents statistiques et revues économiques diverses : *Economiste français*, *Journal des Economistes*, *Réforme économique*, *Finance-Univers*, *Annales des Mines*, *Echo des Mines*, *Revue politique et parlementaire*, *Le Parlement et l'Opinion*, etc.

Vu :

Le Président de la thèse,

HITIER.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	1
CHAPITRE I. — L'ancienne législation des mines en France. — La loi de 1810 et ses projets de réforme.....	3
CHAPITRE II. — Les décrets de 1908 et la question des « offres de concours ».....	17
CHAPITRE III. — Les décrets de 1912.....	32
CHAPITRE IV. — Les mines à l'encan.....	48
CHAPITRE V. — L'étatisme dans les projets de réforme parle- mentaire et dans les actes administratifs.....	63
SECTION I. — Le projet de loi de 1908 sur les mines et le rapport Zévaès. — La nationalisation des mines....	64
SECTION II. — Le projet de loi de 1910. — Le rapport Ajam	78
SECTION III. — Les récents décrets de concessions mi- nières	103
CHAPITRE VI. — L'exploitation d'Etat à l'étranger.....	136
CHAPITRE VII. — La question des houillères.....	150
<i>Conclusion</i>	170
<i>Bibliographie</i>	174

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER
